

Ronchons

Espoir pour les otages

APRÈS tant de faux espoirs, cette fois, tout le monde y croit : les dix otages occidentaux encore détenus au Liban devraient vivre rapidement la fin de leur cauchemar. Le vaste et complexe marchandage en cours, dont dépend leur libération, est entré dans sa phase finale.

Sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, Israël, la Syrie, l'Iran - et bien évidemment les groupes terroristes eux-mêmes - participent à ce grand jeu. En donnant à Jérusalem, par l'entremise de la Croix-Rouge, des « preuves crédibles » quant à la mort de deux de ses soldats tombés en mission et en livrant le corps d'un troisième, les mouvements extrémistes libanais et palestiniens ont permis le « déblocage » de cette douloureuse affaire.

En retour, Israël a libéré un premier contingent de prisonniers libanais, et s'apprête à en élargir quelques centaines d'autres, lorsqu'il sera définitivement fixé sur le sort d'un de ses aviateurs qui - la réalité démentant souvent la fiction au Proche-Orient - aurait été vendu par ses gardiens à l'Iran pour 500 000 dollars.

Mais si - sept ans et demi après le premier enlèvement - la tragédie des otages du Liban semble enfin devoir connaître son épilogue, on le doit aux changements intervenus dans le contexte régional, surtout depuis la guerre du Golfe. Cyniquement parlant, les otages occidentaux avaient depuis quelque temps pratiquement perdu toute valeur politique. En effet, contrairement aux calculs sordides des ravisseurs, ni les États-Unis ni la Grande-Bretagne n'ont jamais consenti à « négocier » le sort de leurs infortunés ressortissants, victimes innocentes du gangstérisme politique dans un pays livré à l'anarchie.

La formation de Londres et de Washington face au chantage terroriste d'estime d'autant plus payante que les deux pays qui le tolèrent, voire l'encourageaient en coulisse - l'Iran et la Syrie - se sont finalement résolus à « lâcher » leurs peu fréquentables protégés.

COUCHEUX depuis de longues années de briser l'isolement diplomatique dont souffrent nos pays, le président iranien Achéméni Rafsanjani paraît maintenant avoir imposé son point de vue aux radicaux du régime, qui manipulaient à distance les trois clans islamiques libanais reconvertis en médias des otages. Car il sait qu'après longtemps que des otages américains croupissent au « pays du Cédre » l'Amérique restera hostile à une normalisation diplomatique avec un Iran en quête d'ouverture et d'investissements. La Syrie partage désormais ce souci de respectabilité. Ayant fait le « bon choix » aux côtés de la coalition anti-irakienne pendant la guerre du Golfe, elle se pose en interlocuteur privilégié de Washington et entend jouer un rôle central lors de la conférence de paix israélo-arabe prévue pour cet automne. Les preneurs d'otages ne servent plus ses intérêts.

Le rideau s'apprête donc à tomber sur l'un des drames les plus déprimants du Proche-Orient. Cela ne signifie pas - hélas ! - que tous ses acteurs aient renoncé au terrorisme comme arme politique. En témoigne l'enquête sur le récent assassinat de l'ancien premier ministre irakien Chéhab Bakhtiar, dont toutes les pistes conduisent à Téhéran.

Lire page 6 et page 30, notre information sur la prise d'otage à la frontière libano-irakienne

M0147 - 0914 0 - 6.00 F



Estimant que la Fédération va « cesser d'exister »

Le président yougoslave démissionnera le 7 octobre

Alors que les combats continuent en Croatie et que Lord Carrington poursuivait, vendredi 13 septembre, sa délicate mission de paix à La Haye, le président de la Fédération, M. Stipe Mesic (Croatie), envisage d'abandonner ses fonctions, le 7 octobre prochain, et annonce que la Yougoslavie « cessera alors d'exister ». A cette date, la Croatie et la Slovénie devraient proclamer définitivement leur indépendance, après avoir consenti, à la demande des Douze, un moratoire de trois mois.

ZAGREB

de notre envoyé spécial
M. Mesic, cinquante-sept ans, est un président mal à l'aise, qui vit difficilement la situation « absurde » qui lui fait porter deux casquettes aussi peu compatibles que possible. Il est, en effet, président d'une Fédération qui lui-même estime déjà morte et dont la République qu'il représente au sein de la présidence collégiale réclame la dissolution. Le principal ennemi de ce Croatie est aujourd'hui une armée fédérale dont il est en principe responsable, mais qui lui échappe totalement et qui, de fait, combat les forces de sa propre République. Pour que cette « absurdité » prenne fin, estime-t-il, « il faut reconnaître la réalité ». C'est ce que, pour sa part, il compte faire le 7 octobre.

YVES HELLER
Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

La Fête de « l'Humanité »



Lire page 8 l'article d'ALAIN ROLLAT

La fin du rêve suédois

Les élections du 15 septembre devraient confirmer le recul du « modèle » social-démocrate devant la poussée du libéralisme

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial
C'était le rêve. La fin du travail à la chaîne dans une usine blanche au fond d'un fjord propre. Un travail ouvrier redevenu intéressant. Des équipes « autonomes » de dix personnes, sans petit chef, montant des voitures de A à Z. Sans parcellisation des tâches. Sans cadences, ou presque.

Dans le fjord ensoleillé d'Uddevalla, à 100 km au nord de Göteborg, le résultat est conforme au rêve. D'un calme impressionnant, l'usine Volvo fait penser à un grand garage. L'ergonomie a été poussée jusqu'aux outils moins lourds pour les femmes et les ouvriers âgés. Les « bleus » ont été remplacés par des polos. Dans les vestiaires, le savon domestique est préféré au détergent industriel, irritant.

Problème : les usines japonaises sont plus compétitives. Sans doute, Uddevalla essuie-t-elle encore quelques plaintes. Des progrès sont annoncés et l'usine deviendra, en février 1992, la plus rentable des

usines Volvo en Suède. Mais cela ne suffira pas. « Si c'était à refaire, on ne le refait pas », avoue un des patrons du groupe suédois. L'investissement avait été décidé en 1984, à une époque où le groupe ne trouvait plus d'ouvriers acceptant de venir dans les usines automobiles. Attirer des jeunes : l'objectif a été atteint. Mais aujourd'hui tout a changé. Volvo a épousé Renault et la compétition mondiale s'est considérablement accentuée. Uddevalla restera unique en son genre.

La Suède est-elle à l'image de cette usine ? Le pays de la « troisième voie », le royaume qui avait su marier une forte protection sociale avec le développement de géants industriels ultra-compétitifs (Volvo, Electrolux, ABB, Stora...) traverse une récession. Le produit national brut recule cette année de près de 1 % et la reprise attendue pour 1992 sera bien faible. Stagnation et inflation : les prix ont glissé de 10,4 % l'an dernier et dépasseront probablement 9 % en 1991.

ÉRIC LE BOUCHER
Lire la suite page 23

Le deuxième âge de Beaubourg

Dans un entretien au « Monde », le nouveau président du Centre Pompidou expose ses projets

Directeur du Musée national d'art moderne et du Centre de création industrielle, Dominique Bozo a été nommé président du Centre Pompidou pour entamer les indispensables réformes de structure de l'établissement.

« Vous avez été nommé à la tête du Musée national d'art moderne (MNAM) et du Centre de création industrielle (CCI) en novembre dernier, nomination accompagnée d'une mission de la part du ministre de la culture. Quelle était-elle ?

« Il s'agissait d'abord de savoir si le MNAM et le CCI pouvaient se rapprocher au sein d'une structure commune, tout en gardant l'identité de leurs origines, mais en tenant compte de l'évolution des disciplines. Il fallait ensuite faire des propositions concernant le statut du Centre proprement dit. Savoir si ce statut, élaboré en 1976, convenait toujours à ce type d'établissement, si la structure administrative était encore valable.

« J'ai remis des conclusions au ministre en avril dernier. Conclusions qui pourraient s'étendre à d'autres établissements publics relevant du ministère de la culture mais aussi de l'éducation nationale, entre autres. L'évoquais, en particulier, la possibilité d'associer des partenaires extérieurs, d'origine privée, à ces établissements publics relevant de l'Etat.

« Faire un appel massif au mécénat en quelques sortes ?

« Je songe plutôt à des formes nouvelles de partenariat. Certaines sociétés privées pourraient accepter de nous aider à assumer des tâches que l'Etat ne peut plus ou pas encore supporter seul. Il n'est pas seulement question de leur demander de voler au secours d'une institution qui aurait des problèmes financiers. Mais on pourrait concevoir, par exemple que telle grande société décide d'assumer le budget du département éducatif pendant un temps donné - trois à cinq ans au moins.

Propos recueillis par
EMMANUEL DE ROUX
Lire la suite page 13

M. Serfaty expulsé du Maroc

L'agence de presse marocaine MAP, a annoncé vendredi 13 septembre, en début d'après-midi, l'expulsion vers la France de M. Abraham Serfaty, le plus ancien prisonnier politique marocain. Celui-ci a quitté Casablanca en fin de matinée à bord d'un avion d'Air France.

M. Serfaty, ingénieur des mines, âgé aujourd'hui de soixante-cinq ans, avait été condamné en 1977 à la détention perpétuelle au procès de Casablanca pour « complot visant à renverser la monarchie » et « atteintes à la sûreté de l'Etat ». Il était détenu à la prison de Kenitra. Il appartenait au mouvement interdit Ilal Amam, une organisation marxiste-léniniste dont il était l'un des membres fondateurs. Sa libération avait été évoquée à plusieurs reprises par le roi Hassan II.

Au cours d'un entretien diffusé le 21 juillet sur TF 1, le souverain subordonnait la remise en liberté à la grâce royale : « Tant que ce monsieur n'aura pas reconnu que le Sahara est marocain, avait-il précisé, la grâce royale ne jouera pas pour lui. »

Lire aussi

■ Post-communisme en Géorgie

par SOPHIE SHIHAB

■ Les purges se poursuivent au KGB

■ La France restitue l'or lituanien

page 4

■ Communisme, croyants et « croyants »

par LUC PAREYDT

page 2

HORS SERIE
SCIENCE & VIE

LA VIE DES OCÉANS

Couvrant 71 % de la surface du globe, le monde océanique reste encore aujourd'hui largement à découvrir et à comprendre. Physique, biologie, chimie, les questions scientifiques qu'il pose sont des questions majeures pour l'avenir de notre Terre. Ce numéro hors série explore la face cachée de la Planète Bleue, un milieu riche, varié, souvent...

UN NUMÉRO HORS SERIE DE SCIENCE & VIE

YVES SIMON

La dérive des sentiments

roman

"Une réussite absolue"
Tahar Ben Jelloun

Grasset

SANS VISA

La bataille de Trafalgar Square

A Londres, la National Gallery vient d'inaugurer son extension. La Sainsbury Wing est le résultat des batailles de style qui font rage sur le front de l'architecture.

Egalement au sommaire
■ Le Sud enfin seul
■ Lagoula retourne à Lagoula
■ Sentiers sacrés du Liban
■ Jeux
■ Table
■ Cœur aux vins
■ Alcool : Les cognacs
■ La semaine gourmande
■ Escapes
■ Téléx

pages 15 à 21

هكذا من الأصل

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans The Independent du 9 septembre.

Publicité

Affiches perverses

par Tony Anatrela

ON peut se demander si les produits Benetton sont de même qualité que les symboles utilisés pour soutenir et valoriser sa marque à travers sa dernière campagne d'affichage... Benetton a peut-être du génie pour associer les couleurs. Il se révèle ici comme un manipulateur pervers de trois symboles.

Les thèmes de l'amour et de l'égalité ne sont pas nouveaux. Ils représentent une aspiration profonde de l'humanité à travers toute son histoire : la Bible a su les traduire. Quand les affiches veulent donner le signe de l'égalité en montrant deux enfants de couleurs contrastées, on peut s'y laisser prendre, alors que c'est une façon de nier une relation à construire et de faire fi de toutes les différences à partir desquelles la relation devient possible. Si l'enfant demeure dans la confusion du « tous pareils » de sa relation maternelle, la communication ne

peut pas se développer. Le devenir humain ne consiste pas à rester dans les langes. Le sens de l'amour, le sens de l'égalité (entendu comme dignité), sont des réalités qui restent toujours à édifier, ils ne sont pas donnés à la naissance : c'est un fait de culture, une volonté sociale, un objectif éducatif. Ces affiches nous présentent un enfant qui n'est pas un sujet.

Baiser détourné

Le deuxième détournement de symbole est celui de la naissance. Le sens même de cet acte intime est transgressé pour être exhibé sur la place publique. Il est vrai qu'actuellement, au nom du mythe de la transparence, on ne sait plus différencier l'intimité de l'existence sociale. Ensuite, on en montre la phase la plus violente : le sang, le cordon, le cri, les gants en caoutchouc. Cet enfant apparaît alors seul, séparé de tout lien social. Cette froideur n'est-elle pas paradoxale quand on veut souligner l'amour et l'égalité ? Il se cache, derrière cette représentation, le besoin de valoriser le sentiment de toute-puissance de l'enfant qui se fait tout seul. C'est un vieux fantasme.

Cette image de naissance extraite d'un manuel d'obstétrique, en dehors de tout contexte humain et propice à la psychose, est repoussante : visuellement, l'enfant n'est pas accueilli et il est renvoyé à sa suffisance illusoire. Ce sont ces raisons qui provoquent à l'égard de ces affiches soit de l'indifférence, soit du rejet, car, si elles réveillent la peur d'être abandonné, elles ne reflètent pas le vécu commun qui est autre. Ce n'est pas une question d'étranges d'esprit. Ce réalisme primitif ne permet pas d'accéder au sens symbolique. Le troisième détournement de symbole est le baiser du prêtre et de la religieuse. D'après les concepteurs, il n'y aurait pas de provocation.

Quelle dénegation ! Il n'y a en effet rien de plus provoquant quand on sait que prêtres et religieuses sont engagés dans un choix de vie où leur affectivité est assumée avec d'autres buts que ceux de la relation amoureuse. Pour certains, cette image représente une injure à leurs idéaux religieux, une forme de persécution contre laquelle ils ne peuvent pas lutter sur le même terrain : ce qui à la longue engendre la révolte.

D'autres y voient un jeu quel que peu pervers à utiliser le mode de vie de ces gens en les obligeant à s'exprimer sexuellement devant soi. Le sexe du prêtre ou de la religieuse, c'est excitant : c'est l'attrait de l'interdit (surtout chez les castés) et le besoin de le faire transgresser par les autres.

Un amour de déni

Une fois encore, on tente de nous faire croire qu'à travers ce prêtre et cette religieuse c'est un message d'amour qui passe. Habituellement, un prêtre et une religieuse ne sont pas les meilleurs supports pour exprimer la relation amoureuse. C'est plutôt ici, sur l'affiche, la mise en scène d'un amour de déni.

Au-delà des produits qu'elles vantent, de telles campagnes sont inquiétantes, car elles sont agressives là où elles voudraient exhiber un amour faussement universel et une naissance. Elles sont perverses en détournant le sens des symboles. Elles sont dangereuses, d'un point de vue anthropologique, car lorsqu'elles utilisent des idées chrétiennes qui deviennent folles. Enfin, elles enferment dans une régression à partir de laquelle rien ne peut se créer, ni se développer. Une telle campagne d'affiches est la négation même de l'idée de culture : en voulant tout montrer à l'état primaire, elle finit par détruire le symbole lui-même.

► Tony Anatrela est psychanalyste et auteur d'Adolescentes au fil des jours (Ed. Cerf).

Jeunesse

Sans ennemis

par Frédéric Beigbeder

TOUTES les fins de millénaire se ressemblent-elles ? On dirait que nous sommes en train de nous en préparer une. « Nous », c'est - on me pardonnera d'employer ce terme presque obsolète, en tout cas démodé - les jeunes.

Le communisme est mort : tout le monde applaudit. Et quand les applaudissements s'arrêtent, il y a un curieux flottement. Les gens se regardent. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? On dirait la fameuse phrase de Musset sur la jeunesse et les ruines. Les « jeunes » s'ennuient. Les « jeunes » sont violents et superficiels. On leur reproche d'être cyniques, de ne penser qu'à s'amuser, à aller au cinéma, à écouter du rock et à regarder la télé. D'accord, il n'y a rien d'enthousiasmant là-dedans. Mais, franchement, où est la prochaine utopie ? Ouvrez les yeux : qu'est-ce qu'il nous reste ?

L'écologie ? Pas de quoi descendre dans la rue. C'est une utopie à l'envers, totalement sur la défensive. Elle sera vite intégrée aux contraintes du management et aux priorités des gouvernements en place. Et puis comment se battre pour des leaders aux discours de boy-scouts qui vous disent de ne plus boire, de ne plus fumer et d'arrêter de faire l'amour ? L'écologie fait semblant de craindre la mort, alors qu'en réalité il a peur de la vie. L'écologie est un raisonne-

ment moralisateur. Pitié ! Les droits de l'homme ? Ouais. Là encore, soyons honnêtes : le mouvement est lancé, et nous ne ferons que le suivre. Il y a des organisations parfaites pour ça. Les dirigeants politiques et les institutions internationales leur emboîtent le pas. Evidemment, on peut militer chez Amnesty ou partir sur le terrain. Mais de là à en faire son idéal, il y a un pas...

Des millions de rêves

Le fric ? Comme idéologie, on ne fait pas mieux. C'est le rêve de tous nos gouvernements, qu'ils soient du socialisme libéral ou du libéralisme social. Comme ils aimeraient que leur jeunesse soit individualiste, obsédée de réussite et d'arrivisme ! Malheureusement, nous préférons claquer le fric que vivre pour lui.

Le mondialisme ? Bof. Une fois de plus, voilà une jolie idée qui ne donne pas grand-chose. Bien sûr, il faut tout faire pour empêcher le Nord-Sud de devenir un nouvel Est-Ouest. Et après ? Bernard Kouchner voudrait que la jeunesse entière fasse sa Médecine du monde ? Non, c'est bien gentil, mais je ne vois pas là de nouvel idéal.

Le nationalisme ? Au secours ! Le Pen, mais pas seulement lui, lorgne sur cette idéologie un peu

poussiéreuse, mais qui a fait ses preuves. Avec une petite dose de populisme à la Tapie, un zeste de chauvinisme démagogique, et nous y voilà : la France comme utopie ! Très peu pour nous. On aime notre pays, mais on ne veut pas de « corricorisme » de mauvais aloi.

Le mysticisme ? Hum. La religion ressemble à une roue de secours très à la mode en ce moment. Mais la religion est une foi, pas un idéal. On croit ou l'on ne croit pas. Il faut choisir. On est libre. Il n'y a rien d'utopique là-dedans, et les guerres incessantes de religion qui menent le monde leur font plutôt mauvaise publicité.

Que nous reste-t-il ? Nous avons besoin d'espérer, de combattre. Notre énergie est illimitée. Nous avons des millions de rêves. La planète nous appartient. En l'an 2000, nous aurons à peine trente ans. Vous comprenez pourquoi nous aimons tant vivre au présent ?

Alors attention : la défaite des idéologies est une bonne nouvelle. Mais il faudra trouver autre chose. Sinon, il se peut très bien qu'à force de célébrer la mort de nos ennemis nous n'ayons pas bien réalisé que nous avions un nouvel ennemi : nous-mêmes.

► Frédéric Beigbeder est écrivain.

Communisme

Croyants et « croyants »

par Luc Pareydt

IL n'est pas nouveau, et sans doute même pas inutile à propos de certaines périodes de l'Histoire, de risquer l'harmonie PC-religion pour orchestrer la dénonciation d'un dogmatisme totalisant et totalitaire. C'est même assez heureux si on veut bien entendre encore l'écho d'une curieuse parole de Lénine : « Le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action... » L'Histoire semble bien avoir renvoyé l'écho et renversé la formule... Cependant, il faut craindre aussi l'amalgame que peut entretenir un vocabulaire tiré hors de son contexte ou trop chargé de sens divers et contradictoires.

Le début de l'article de Corine Lesnes « Les religions ne meurent pas » publié dans le Monde du 4 septembre est tout d'un sens dont l'interprétation reste suspendue à une affirmation qui ne resterait que radicale si elle n'était pas aussi énigmatique. Du coup, elle devient un peu perdue. « Au même titre qu'il reste des croyants dans les églises alors que Dieu est réputé mort depuis longtemps, il reste en France des gens qui croient au communisme... »

Un jury indulgent de thèse de théologie prendrait cette affirmation avec un « grain de sel » et qualifierait ce propos d'analogue pour au moins le sauver

du piège d'une comparaison risquée. Les « croyants » du communisme les dogmatiques visés par l'article et les croyants qui fréquentent (encore) les églises s'inscrivent-ils dans la même démarche intérieure ? Le chrétien se rapporte à une réalité invisible à laquelle effectivement il croit. Il célèbre cette croyance, cette foi, en communiant. Il la désigne dans son existence par un certain nombre de pratiques éthiques et parfois politiques qui sont autant d'engagements. Les présupposés et les conséquences des deux démarches ne sont pas vraiment identiques.

Religion et institution

Quant à savoir si « Dieu est réputé mort depuis longtemps », « réputation », effectivement, car on sait suffisamment depuis vingt siècles que certains le croient vivant au milieu d'eux et du monde sans pour autant vouloir réduire au silence, totalement, ceux qui ne se décident pas de la même manière. Si certains, qui se disent chrétiens, ont voulu et veulent encore faire du prosélytisme musclé, ils se jugent eux-mêmes. Ils se sont toujours retrouvés finalement bien loin des églises, à la ramorque de l'Histoire. En tous cas en

dehors du religieux qui doit bien s'entendre, au sens le plus large, comme ce qui fait lien de société entre les hommes. Ce sont eux sans doute que Corine Lesnes veut évoquer.

La religion ne peut être réduite uniquement à l'institutionnel. Elle désigne aussi des communautés d'hommes et de femmes rassemblées par une foi commune et pour laquelle on s'engage et encore aujourd'hui il arrive que le sang soit versé. Quand on « paie » sa croyance au prix de sa chair, on est un peu au-delà de la « peur du vide » par laquelle l'article désigne uniformément les croyants du communisme et les croyants des églises.

Les théologiens de la libération auxquels il est fait allusion s'expriment au nom de ces communautés de l'ombre, leur inquiétude n'est guère la nostalgie de 1789. N'oublions pas enfin ces chrétiens surgis des catacombes, en URSS et ailleurs à l'Est. On commence à peine à mesurer qu'ils ont sans doute été, avec d'autres, enfoncés et effacés, les vrais rénovateurs. Ils ne s'estiment guère grands d'être jugés au même tribunal que les dogmatiques.

► Luc Pareydt est journaliste et rédacteur en chef de la revue Pour croire aujourd'hui.

250 ans de grands vins

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

BOUCHARD* PÈRE & FILS

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-30-10

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.311 F

Tél. : 261.3

ÉTRANGER

Rejetant l'ultimatum du président yougoslave

L'armée fédérale ne veut pas réintégrer ses casernes

Les responsables militaires ont, jeudi 12 septembre, vivement réagi à l'ultimatum lancé la veille par le président yougoslave, le Croate Stipe Mesic, qui exigeait, dans un délai de quarante-huit heures, le retour inconditionnel dans ses casernes de l'armée fédérale déployée en Croatie.

BELGRADE

de notre correspondant

Le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, a, dans une lettre adressée jeudi à M. Mesic, clairement fait comprendre que personne n'avait le droit de se retirer de l'armée yougoslave. Celle-ci ne se retirera donc pas tant que la présidence collégiale n'en prendra pas la décision, conformément à l'accord de cessez-le-feu signé le 1^{er} septembre avec la Communauté

européenne. M. Kadijevic ne veut pas que l'armée quitte les zones de combats avant que toutes les unités paramilitaires, et en particulier la garde nationale croate, n'aient rejoint leurs quartiers. D'autre part, il affirme que l'armée fédérale appliquera tous les ordres de la présidence collégiale à condition qu'ils soient pris, en vertu de la Constitution, «collectivement» par les huit membres de la direction collégiale représentant chacun les six Républiques de la Fédération et les deux provinces autonomes, le Kosovo et la Voïvodine.

«Il existe des limites à la tolérance»

L'armée fédérale, elle, continuera à s'opposer «à toute décision individuelle», a-t-il précisé, faisant allusion à l'ultimatum de M. Mesic.

Lors d'une conférence de presse tenue jeudi à Belgrade, l'adjoint au ministre de la défense, le général Marko Negodanovic, a

estimé que l'ordre de M. Mesic était «illégal» et relevait de l'hypocrisie puisque le gouvernement croate menait ouvertement une politique de guerre. Selon lui, le retrait de l'armée fédérale serait «absurde», alors que les autorités croates viennent d'annoncer une nouvelle offensive et la mobilisation générale. Le ministre adjoint a fait savoir que l'armée yougoslave était en mesure de «résoudre efficacement et rapidement la crise, mais au prix de conflits directs qui toucheraient aussi la population civile». Toutefois, a-t-il immédiatement ajouté, «nous ne pouvons pas qu'il existe des limites à la tolérance et que si ces limites sont dépassées l'armée fédérale déclenche toute responsabilité».

Appelé à commenter les déclarations de M. Mitterrand relatives à l'éventuelle intervention de forces étrangères en Croatie si le cessez-le-feu n'était respecté par aucune des parties en conflit, le général Negodanovic a été bref et explicite : «Ceux qui insistent sur les troupes étrangères sont des traîtres et ceux

qui viennent sans y être invités sont des agresseurs». Il a ajouté que la Constitution yougoslave était claire sur ce point et que l'armée avait les moyens de faire face. Les dirigeants militaires restent donc en accord avec la politique officielle serbe, qui s'est à plusieurs reprises élevée contre l'ingérence étrangère dans la crise yougoslave. L'armée yougoslave comme la Serbie ont donc salué les déclarations de M. Mitterrand, qui avait dit que l'Europe ne devait pas «imposer» une solution à la Yougoslavie.

«Anti-constitutionnel et illégal»

L'ultimatum de M. Mesic a provoqué une avalanche de réactions à travers le pays. Le représentant serbe à la présidence yougoslave, M. Borisav Jovic, l'a pour sa part, jugé «anti-constitutionnel et illégal». Le représentant de la Bosnie-Herzégovine, M. Bogicevic, estime aussi qu'un tel ordre doit être pris collectivement et discuté en

présence de tous les membres de la présidence collégiale. En revanche, le gouvernement macédonien salue l'initiative de M. Mesic, qui, selon lui, prône avant tout le dialogue et implique une solution pacifique à la crise. Toutefois, la commission chargée des questions constitutionnelles auprès du Parlement fédéral a jugé, jeudi, que l'ordre de M. Mesic était assimilable à «une tentative de coup d'Etat». Le vice-président du Parlement de Serbie, M. Borivoje Petrovic, estime que M. Mesic tente de «faciliter un règlement de comptes avec la population serbe dans les zones de conflit». M. Milan Babic, le chef du gouvernement indépendantiste de la Kninska Krajina, région à majorité serbe du sud-ouest de la Croatie, considère que «le retrait de l'armée contribuerait à l'élargissement de la guerre en Yougoslavie». Par ailleurs, M. Babic revendique la participation de représentants de la Krajina à la conférence de paix de La Haye.

FLORENCE HARTMANN

M. Stipe Mesic démissionnera le 7 octobre

Suite de la première page

Lorsque le monarque suspendant la déclaration d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie expirera, ce jour-là, par le départ de ces deux Républiques, «la Yougoslavie cessera d'exister» et, «à partir du moment où la Croatie réalise son indépendance, il n'y a pas de raison que le reste à la présidence» fédérale. «Ce serait trop ambitieux de ma part, en tant que citoyen croate, de vouloir être président d'un autre Etat», souligne-t-il.

D'ici là, les problèmes auxquels M. Mesic devra faire face ne manquent pas, à commencer par l'affrontement avec l'armée, qu'il a de nouveau sommée, mercredi, de réintégrer ses casernes, lui donnant un délai de quarante-huit heures pour ce faire. Les militaires n'ont pas attendu que l'ultimatum présidentiel expirât pour répondre par la négative (lire l'article de Florence Hartmann). M. Mesic a reçu cette réponse trinitaire par le chef d'état-major, le général Veljko Kadijevic, jeudi à 2 heures du matin. Le président semble s'être fait peu d'illusions sur la teneur de la réponse,

tant l'armée lui apparaît comme un simple «instrument de la politique serbe», qui n'a qu'un but, selon lui, «faire une Grande Serbie».

Les militaires, dont le rôle est «d'occuper le territoire croate pour le compte de la Grande Serbie», ne sont plus sous contrôle fédéral, mais «se plient aux ordres de Milosevic», le président de la Serbie. On peut qualifier, poursuit le président fédéral, le conflit serbo-croate de «guerre d'invasion» : «Ni Milosevic ni l'armée n'abandonneront leur idée d'envahir la Croatie» sans pressions de l'Europe, estime encore M. Mesic, originaire de Slavonie, région orientale de la Croatie à forte minorité serbe, dont une grande partie est occupée par les autonomistes serbes et l'armée.

Si l'armée ne se retire pas de Croatie - ce qui paraît le plus probable étant donné la réponse du général Kadijevic, - il s'agira d'un véritable «putsch», a redit le président. Alors, explique-t-il, sa qualité de «président légitime de l'Etat» lui permettra d'agir auprès de l'ONU et de l'Europe, afin d'obliger l'armée à cesser le combat. C'est à cette fin qu'il compte faire appel aux «cas-

ques bleus». M. Mesic ne donne cependant pas de date, se contentant de dire qu'il s'agit d'une question de «jours». Il paraît toutefois ne pas vouloir trop se presser et multiplie les préalables.

Ainsi envisage-t-il, en premier lieu, de demander aux services juridiques de l'armée d'étudier les possibilités d'intenter des procès aux généraux responsables du «putsch». Une telle démarche paraît non seulement extrêmement longue à mener à bien mais, surtout, des plus aléatoires et, en fin de compte, assez irréaliste.

Mais, juriste de formation et ancien magistrat, M. Mesic est un légaliste soucieux des formes et procédures, qui désire épuiser tous les moyens légaux à sa disposition avant d'en arriver à demander officiellement une aide internationale concrète, dont il sait qu'elle sera «difficile à mettre en œuvre». «Nous devons tout essayer pour régler le problème de façon pacifique et légale», assure-t-il.

Deux scénarios se dessinent. Dans le premier, il reviendrait à M. Mesic de réclamer l'intervention d'une force de l'ONU en tant que chef de l'Etat yougoslave. Mais, outre qu'il fait également dépendre son appel de la situation sur le terrain et de la poursuite de l'escalade de la violence, ainsi que du degré d'implication de l'armée, une telle demande ne manquera certainement pas de poser des problèmes juridiques, étant donné le caractère collégial de la présidence yougoslave. En tout état

de cause, il s'est déclaré «absolument d'accord» avec la proposition du président Mitterrand après que celui-ci eut souligné, mercredi, l'envoi d'une force de l'ONU en Yougoslavie ou, à défaut, d'une force d'interposition européenne.

M. Mesic a notamment estimé que le propos de M. Mitterrand n'était «pas prématuré, car la Yougoslavie a été créée par la volonté des puissances européennes et c'est la Serbie qui a fait écarter cette Yougoslavie». «Les forces politiques européennes et yougoslaves doivent faire un effort pour reconstruire une union. C'est avec l'aide des forces européennes que nous devons construire une nouvelle architecture». A-t-il encore déclaré, après avoir souligné que la Croatie avait fait savoir qu'elle était «prête pour une nouvelle association, à condition que ses intérêts soient préservés».

Humour noir

Un deuxième scénario est possible, a reconnu M. Mesic. Il s'agit que la demande d'une force d'interposition de l'ONU ne soit faite qu'après le 7 octobre par une Croatie qui se sera érigée en Etat souverain. M. Franjo Tudjman, président de la Croatie, «a la possibilité de demander» cette aide, a estimé M. Mesic.

Dressant un rapide bilan de son bref passage à la présidence fédérale - il est chef de l'Etat depuis le 1^{er} juillet, - M. Mesic juge que sa

«seule réussite» aura été d'avoir «internationalisé [la] crise». Quant à son principal échec, il a été de ne pas être parvenu à faire fonctionner les institutions yougoslaves (présidence, Parlement...), comme elle avait été son intention en cette période de «transition». «Nous n'avons pas pu rétablir la paix par la légitimité de ces organismes», déplore-t-il.

En dépit des heures noires qu'il a pu passer à la tête d'une Yougoslavie en décomposition et des difficultés qui l'attendent encore pendant près d'un mois, M. Mesic n'a pas perdu son sens de l'humour et a recours à des histoires pour illustrer la situation et, en l'occurrence, l'état de mort avancée mais non encore déclarée de la Fédération. «Dans un lit de montagne, on a retrouvé en été un noyé et on a essayé de le ramener en lui faisant du bouche-à-bouche, jusqu'à ce que quelqu'un s'approche et demande : «C'est bien beau ce que vous faites là, mais pourquoi a-t-il des poins à glace?»

C'est avec un humour plus noir qu'il s'adresse aux dirigeants serbes. Quand il les voit... Depuis une dizaine de jours au moins, il s'est installé à Zagreb et n'a pas regagné la capitale fédérale, Belgrade. «Je leur ai dit : Lorsque vous serez pendus, essayez de vous rappeler ce que je vous ai dit. Vous penserez à moi et je perverrai sûrement à vous.»

YVES HELLER

Une manifestation contre l'«anti-serbisme»

«Sachez que lorsque la Serbie est en guerre, le monde entier est en guerre. Europe, ouvre les yeux! Les fantômes de l'histoire refont surface.» Sous ces banderoles, environ vingt mille personnes s'étaient réunies, mercredi 11 septembre, sur la place de la République, pour mettre en garde le monde entier contre les dangers de la crise yougoslave.

A l'appel de l'Association des Serbes de Croatie, la manifestation était notamment contre le fascisme et l'«anti-serbisme» de la politique allemande. Les cibles principales : les dirigeants croates, l'Allemagne, l'Autriche et le Vatican, qui, sur les panneaux brandis par la foule, se trouvaient mêlés sans distinction avec des croix gammées. Les Serbes de Croatie réfugiés à Belgrade protestent contre les ingérences extérieures dans la crise yougoslave, et contre la Communauté européenne, qui, selon eux, défend ouvertement les Républiques sécessionnistes. (Corresp.)

GRANDE-BRETAGNE : les violences de Newcastle

«A demain. Même endroit même heure»

De violents incidents se sont de nouveau produits dans la soirée de jeudi 12 septembre à Newcastle-upon-Tyne (côte nord-est de l'Angleterre), où plusieurs centaines de jeunes gens ont mis le feu à des voitures et à quelques bâtiments.

NEWCASTLE-UPON-TYNE

de notre envoyé spécial

Il se rassemblaient avec la nuit par petits groupes nonchalants, innocents. Ce sont des badauds de dix à vingt ans n'ayant rien de mieux à faire. Le spectacle se donne tous les soirs depuis de nombreux mois, et si l'atmosphère est restée la même, les acteurs conservent une popularité intacte. Les «hoters», le visage masqué, multiplient les tête-à-tête et dérapages au volant de voitures rapides, ce sont les adeptes du «joy riding». Ceux qui ne sont pas nés dans ces banlieues souvent grises et tristes des villes du nord de l'Angleterre ne peuvent pas comprendre. Parfois l'assistance applaudit, comme au cirque, un conducteur particulièrement flamboyant qui accomplit avec maestria des «doughnuts» (virages à 180°) successifs.

Depuis peu ces «Robins des Bois» de la délinquance ont de nouveaux spectateurs, les «basses» (les flics). Jusque-là tout était facile : voler une voiture rapide, dans une banlieue voisine, se livrer à quelques acrobaties, voire avec un peu de chance faire la course avec une voiture de police, puis mettre le feu au véhicule, surtout pour faire disparaître les empreintes digitales. La routine... Parfois l'exploit se double d'un objectif intéressé : la voiture sert à enfoncer la devanture d'un magasin, ce qui permet de piller celui-ci. Les policiers, assaillis des plaintes des résidents exaspérés par ce tapage nocturne et par le vandalisme, ont décidé de mettre

le holà. Du coup, le jeu est devenu nettement plus dangereux et plus drôle, bien sûr. D'autant que les journaux et la télévision se chargent de la publicité.

Il était à jeudi soir, dans le quartier d'Elswick, quelques centaines de «criminels», comme disent certains «fossils» (adultes, souvent propriétaires des voitures volées), les rues vides de moindre présence policière. Armstrong Road était ruisselante d'eau, le geiser d'une canalisation crevée montait vers le ciel. Deux cents à trois cents jeunes s'étaient regroupés en attente du lever de rideau. Cela ne tarda pas. Une puis deux voitures, après avoir servi pour une course de «joy riding», furent retournées puis incendiées. Les riverains, du moins les plus courageux, certains sur le pas des portes avec des enfants dans les bras, commentaient sans hargne particulière : «Ce sont des vandales. Mais ce ne sont pas uniquement des gamins d'ici. Ils viennent de North-Shield (autre banlieue de Newcastle). Ils ne nous rendent pas la vie plus facile».

«Qu'ils viennent ces salauds»

A quelques dizaines de mètres des carcasses, des gamins s'extasiaient devant les flammes : «Général! Les basses n'osent pas venir. Mais qu'ils viennent, ces salauds, nous les attaquerons avec des briques! Tout cela est de leur faute, ils n'avaient qu'à nous laisser tranquilles». La police ne vint pas, ce qui permit de mettre le feu à une maison avoisinante. Pour quelle raison? Personne sans doute ne le savait vraiment mais les flammes étaient plus grandes, plus belles peut-être. En quittant les lieux, faute de pompiers, les briques volèrent un instant pour casser la vitre arrière de notre voiture. Les attaquants avaient douze-quinze ans... Plus tard, lorsque le feu fut presque éteint, la police en habit d'éméu-

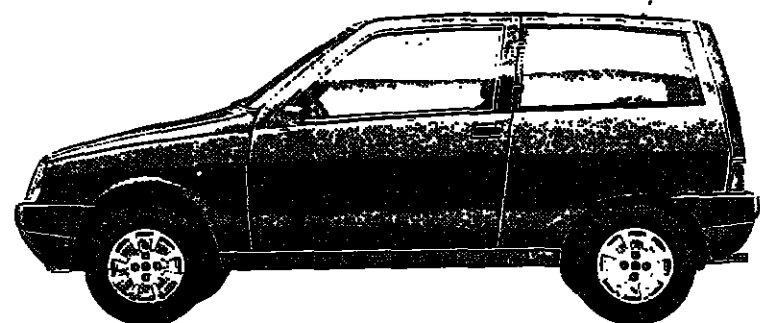
arriva, comme les carabiniers, pour constater que leurs sirènes hurlantes avaient fait fuir l'essentiel de l'assistance.

Ailleurs, dans Newcastle, la poste fut également incendiée, devant quatre cents gamins ravis du spectacle, quelques voitures aussi et des magasins pillés. Les pompiers de Sa Majesté, peu habitués à un tel traitement, essayèrent des jets de pierres. Tout remua dans l'ordre peu avant minuit, et la ville, épuisée après sa quatrième nuit d'«éméus» s'endormit sachant que Sir Stanley Bailey, le chef de la police locale et ses hommes «contrôlaient» la situation. Sir Stanley, pour qui les gamins d'Armstrong Road sont «épiques, ignorants et criminels», a expliqué au cours d'une conférence de presse que la seule manière de garantir le calme dans les rues à toute heure du jour ou de la nuit serait d'utiliser des pouvoirs draconiens qui transformeraient le pays en Etat policier. «Si vous voulez me donner le pouvoir d'arrêter et de placer en détention sans aucun motif, alors vous aurez rapidement des rues dégagées. Mais alors vous ne m'aurez pas comme chef de la police».

Que fait la police? La question est souvent posée mais il n'y a pas de réponse facile au pays de l'Hebeas Corpus. Quarante-quatre jeunes gens ont été arrêtés au cours des violences de mercredi soir, dont la moitié étaient sans emploi ni occupation fixe. Le premier ministre britannique, M. John Major, tout en rendant hommage au «magnifique travail» de la police, a dénoncé cette violence «préméditée», ajoutant : «Cette sorte d'atrocité ne peut pas être tolérée et ne sera pas tolérée». Ce message a-t-il été reçu à Newcastle ou est-ce un autre que les gamins d'Elswick échangent entre eux : «A demain. Même endroit, même heure».

LAURENT ZECCHINI

LANCIA Y10 EPSILON



46.900 F

Votre première Lancia.

Pour ce prix elle est équipée en série, de vitres teintées, d'un essuie-glace arrière, d'une lunette arrière dégivrant et d'une boîte 5 vitesses. Votre première Lancia méritait bien un équipement de 1^{re} classe. Prix tarifé au 2.9.91. A.M. 92.



AUJOURD'HUI,
POURQUOI SE PRIVER D'UNE LANCIA ?

Votre concessionnaire Lancia : 3615 Lancia.

هكذا من الأصل

EUROPE

Les bouleversements en Union soviétique

Les purges se poursuivent au KGB

Les mutations se poursuivent au KGB, depuis le limogeage de son ancien président, M. Kroutchkov, compromis dans le putsch.

M. Guennadi Titov, l'ancien «résident» en Norvège, qui avait été placé en février dernier à la tête de la deuxième direction principale du comité (en charge du contre-espionnage), a été relevé de ses fonctions

par un décret du président Gorbatchev publié jeudi 12 septembre. Est également limogé M. Valeri Lebedev, ancien chef du service chargé de la lutte contre la dissidence, et qui avait été nommé au printemps vice-président du KGB.

Il est remplacé par le général Nikolaï Cham, dont les fonctions précédentes sont inconnues. Par ailleurs, M. Anatoli

Oleinikov, nommé par décret le 29 août dernier premier vice-président du KGB, a été désigné comme membre de la commission d'Etat chargée d'enquêter sur les activités des organes de sécurité d'Etat, un organisme créé le 28 août.

De son côté l'agence Interfax croit savoir que le nouveau ministre soviétique de la défense, le maréchal Chapo-

chnikov, a remplacé les amiraux Khronopoulo et Vitali Ivanov, commandants respectifs des flottes de la mer Noire et de la Baltique. Le nouveau commandant en mer Noire est le vice-amiral Kasatonov, ajoute l'agence non officielle soviétique.

Selon l'agence Tass enfin, les présidents Gorbatchev et Eltsine se seraient mis d'accord pour attribuer provisoire-

ment les locaux du comité central du PCUS, sur la Vieille Place de Moscou, au gouvernement de Russie, qui y installerait plusieurs de ses ministères.

La «Maison blanche» des bords de la Moskova n'abriterait plus que l'appareil administratif de la présidence russe et le Soviet suprême de la République.

Post-communisme en Géorgie

M. Gamsakhourdia de plus en plus contesté

TBILISSI

de notre envoyée spéciale

«Dites bien que nous avons honte, nous ne voulons pas être représentés par un président pareil. Ce que vous voyez, c'est le début d'une révolution démocratique». La cinquantaine élégante, la femme qui parle ainsi est fière de diriger une organisation internationale de femmes cinéastes. Ceux qui l'entourent cette nuit-là sur les marches de l'université de Tbilissi, où ils entendent se relayer tous les jours «jusqu'à la victoire», sont reconnus ici comme la fleur de l'intelligentsia géorgienne. Non loin de là, au pied du bâtiment de la télévision, une autre manifestation se déroule : soixante-dix journalistes - la presque-totalité des responsables des bulletins d'information - se sont mis en grève jeudi 12 septembre, pour la première fois depuis que le président nationaliste, Zviad Gamsakhourdia, au pouvoir depuis près d'un an, a muselé les médias locaux et tenté de soumettre à nouveau le pays à un régime de terreur morale. Les bulletins d'informations télévisées, surnommés «les demi-heures de Zviad», ont versé dans un culte de la personnalité des plus primaires.

À l'université comme à la télévision, ces intellectuels, soutenus par les étudiants qui rentrent peu à peu de vacances, ont fini par réagir, prenant le relais des manifestations lancées deux semaines plus tôt par deux partis rivaux représentant l'opposition radicale. Mais ils prennent soin de se démarquer de ce millier de militants à plein temps, dont les deux tout jeunes dirigeants, M. Tchantouria et M. Tsereteli, sont parfois qualifiés dans les cercles éclairés de Tbilissi, de «petits Gamsakhourdia» en puissance.

En Géorgie, la crise politique qui a éclaté à la suite du coup d'Etat avorté du 19 août pourrait être, comme le souhaite l'intelligentsia, le modèle d'une révolution démocratique succédant à la révolution nationale. Pour la première fois en URSS, des manifestants s'en prennent au pouvoir du président sous la bannière duquel le pouvoir communiste fut renversé. Mais dans cette petite et fière République des confins caucasiens, où l'on aime plus le panache que le labeur obscur, les «maladies infantiles du post-communisme» déjà dénoncées en Europe centrale, prennent des dimensions atypiques.

À commencer par l'élection présidentielle au suffrage universel, qui a donné à M. Gamsakhourdia plus de 86 % des voix. Le Parlement étant inféodé au président (même si des frémissements y apparaissent dans le contexte actuel), l'opposition n'a que la rue pour se faire entendre, alors même qu'elle professe le recours exclusif aux voies constitutionnelles. Ces opposants, qui avaient recueilli 13 % des voix il y a cinq mois à peine, affirment maintenant qu'ils ont une chance de gagner un référendum portant sur la démission du président ou sur la suppression des pouvoirs exorbitants qu'il a peu à peu obtenus du Parlement.

Constitutionnellement, un référendum doit être organisé si 350 000 signatures sont rassemblées pour le demander. Une étape que l'opposition se fait fort de franchir sans problème. Pour commencer, elle a signé le 11 septembre un premier manifeste commun dans lequel vingt-cinq partis - la quasi-totalité de l'opposition organisée, modérée et radicale - ainsi qu'une nouvelle Union étudiante et des personnalités à titre individuel exposent leurs griefs et demandent la démission du président.

M. Gamsakhourdia y est notamment accusé de deux faits précis qui ont été la cause directe des manifestations. D'abord d'avoir cédé devant les exigences de la junte moscovite le 19 août en destituant le chef de sa garde nationale, qu'il a placée sous la direction du ministre de l'Intérieur géorgien, en prélude à son désarmement. Puis

d'avoir envoyé le 2 septembre ses OMON, la police anti-émeute, contre une petite manifestation semblable à d'autres ayant eu lieu tranquillement les jours précédents, mais au cours de laquelle M. Tchantouria entendait parler plus précisément de compromis entre l'entourage présidentiel et les putschistes. Les OMON ont fini par tirer, d'abord en l'air, puis dans les jambes : trois personnes ont été blessées par balles.

La révolte de la garde nationale

Les Géorgiens, qui vivent encore le traumatisme de l'intervention de l'armée soviétique à Tbilissi le 9 avril 1989 avec sa vingtaine de morts et ses centaines de blessés, ont trouvé insupportable ce premier recours à la force du pouvoir géorgien contre des manifestants désarmés, à l'endroit même du drame d'il y a deux ans. Même des responsables du régime ont fait part publiquement de leur désapprobation, ce qui ne s'était jamais vu. M. Gamsakhourdia s'est défendu en parlant de «provocation des opposants», mais il a dû faire marche arrière en évoquant des «tors partages» et en promettant «l'ouverture d'une enquête».

Le seul résultat, en tout cas, fut le redoublement de manifestations que désormais les OMON, désavoués, ne s'empêchent pas de réprimer. D'autant plus que, comme déjà en avril 1989, les simples policiers présents - eux aussi Géorgiens - se sont interposés pour défendre les manifestants qui s'enfuyaient. Plus grave encore, le président ne peut plus compter sur sa garde nationale : le 19 août, au lieu d'accepter sa dissolution, une grande majorité de celle-ci - quelques milliers de jeunes avec leurs armes - a «pris le maquis» dans les forêts près d'un monastère à une dizaine de kilomètres de Tbilissi, conduite par le chef de la garde, M. Tengiz Kelovani.

Ce dernier les a finalement ramené dans des lieux plus civilisés, un ancien centre de repos des jeunes communistes, près de la ville. Mais il a fermement déclaré que ses hommes ne servaient qu'à «défendre le peuple», c'est-à-dire qu'ils interviendront contre toute force que M. Gamsakhourdia parviendrait à lancer contre ses opposants. La menace a dû paraître sérieuse, car elle a poussé le dirigeant géorgien à ce qui semble être la seule concession à la démocratie qu'il ait jamais faite depuis son arrivée au pouvoir : celle de charger un homme lié à l'opposition modérée de la tâche de créer l'armée géorgienne.

Voyant qu'au même moment les Républiques ex-soviétiques nommaient l'une après l'autre des ministres de la défense avec la bénédiction du nouveau pouvoir central, M. Gamsakhourdia a fait appel au président de l'association géorgienne des anciens d'Afghanistan M. Nourdin Guigadze, colonel de réserve de la police. C'est-à-dire à quelqu'un qui, avec ses cinq mille hommes, avait fait alliance, lors des élections, avec un «ennemi du peuple» : M. Valerian Advadze, un économiste modéré politiquement qui a repoussé l'élection présidentielle au maximum de voix de l'opposition - 8 % seulement, il est vrai.

Les deux hommes y avaient gagné l'un le sillage de sa datcha, l'autre celui de son bureau. Mais tous deux estiment nécessaire de saisir les occasions d'ouvrir à une réconciliation nationale. Et M. Guigadze, qui jure lui aussi que ses «Afghans» ne s'en prendront jamais au mouvement démocratique, s'est immédiatement employé à calmer le jeu, obtenant du président Gamsakhourdia et du commandant rebelle de la garde nationale une promesse de prochaine rencontre.

Il n'est pas certain que ses efforts de médiation aboutissent, au moment où l'opposition enfin unie développe un plan d'action grandiose pour les prochains jours, s'ap-



puvant en outre sur tous les nouveaux transfuges venus du camp du président : il s'agit surtout de l'ex-premier ministre, M. Tengiz Sougou, et du ministre des affaires étrangères, démis par M. Gamsakhourdia à la date trouble du 18 août, la veille du putsch de Moscou. Le premier annonce déjà qu'il fera des révélations étonnantes sur les turpitudes du président, lors d'une grande manifestation unitaire prévue lundi.

Le président assiégué

Le président en question, de son côté, ne sort plus depuis le 2 septembre du grand bâtiment abritant le Parlement et le gouvernement, où il s'est retranché sous la protection d'un bataillon de la garde qui lui est resté fidèle. Apparemment il s'agit de quelques centaines de très jeunes gens, dont seule une petite minorité est armée de vieilles kalachnikovs. Des policiers géorgiens sont là aussi, ayant disposés des bus de part et d'autre du bâtiment sur l'avenue Roustaveli pour empêcher la circulation automobile. Mais ces policiers se refusent à démanteler les deux barricades en dur, surtout symboliques, dressées par les deux partis d'opposition radicale devant leurs propres locaux, situés moins d'un kilomètre plus haut sur la même avenue.

Des policiers amenés de province - où la dévotion au président est la plus forte - ont aussi été envoyés à l'un à l'autre de ces adversaires. Celles-ci laissent passer les piteux, qui continuent à circuler nombreux sur cette artère centrale de la ville. Quotidiennement des groupes y discutent avec passion, passant parfois d'un camp à l'autre et du meeting de l'un à celui de ses adversaires.

Au-delà de la densité de la population dans les rues trahit le désespoir et une crise économique fortement aggravée depuis l'hiver, alors que cette République fut une des plus prospères de l'URSS. C'est là le principal grief du peuple : les uns accusent les opposants qui sèment le trouble alors que l'indépendance n'est toujours pas reconnue et espèrent que leur président «bien-aimé» en viendra bientôt à bout. Les autres voient que ses dix mois de pouvoir n'ont amené qu'une aggravation de la crise; ils sentent qu'il n'ont pas été le personnage idéal, regretant qu'il s'en prenne publiquement au président Bush et qu'il chasse si vite les gens qu'il a lui-même nommés.

La proportion des uns et des autres est inconnue. Mais il est certain que les 1,2 million d'habitants de Tbilissi ont en gros moins favorables au président que le reste des 5,4 millions d'habitants, à l'exclusion bien sûr des minorités nationales passionnément hostiles, même quand elles doivent le cacher.

Il reste que M. Gamsakhourdia donne l'image d'un président assiégué et impuissant qui risque toujours d'estimer que son salut est dans une aggravation de la confrontation; au besoin en ravivant les tensions ethniques qui restent toujours une puissante unité de la nation géorgienne, comme en témoigne le silence du manifeste de l'opposition sur la question.

En attendant, le président s'emploie à raffermir les alliances chancelantes des députés convoqués

finale dimanche pour une session promise depuis une semaine. L'examen d'une loi sur les manifestations a été incliné au dernier moment à son ordre du jour, lequel ne comprend pas l'examen de la situation politique intérieure.

On ne sait pas si la session sera retransmise ou non à la télévision. Mais M. Gamsakhourdia réaffirme, dans ses harangues devenues quotidiennes devant ses partisans sur les marches du Parlement, qu'il laissera l'opposition s'exprimer à la télévision, «à condition qu'elle respecte les normes éthiques et ne réclame pas la démission du président».

SOPHIE SHIHAB

La réunion de l'Union démocratique européenne à Paris

Les partis libéraux et conservateurs européens veulent ouvrir la CEE aux démocraties de l'Est

Vingt-six chefs de partis libéraux et conservateurs européens (dont huit chefs de gouvernement), réunis à Paris à l'invitation du maire de Paris pour la 14^e conférence de l'Union démocratique européenne (UDE), ont affirmé la nécessité d'élargir la Communauté des Douze aux nouvelles démocraties de l'Est.

«Nos valeurs ont triomphé». Ce constat, présenté par M. Alois Mock, ministre autrichien des affaires étrangères et président de l'Union démocratique européenne (UDE), a combié d'aise le terre-à-terre de chefs de partis libéraux et conservateurs européens réunis, jeudi 12 septembre, dans le magnifique salon des Tapisseries de l'Hôtel de Ville de Paris.

«Le communisme est mort, le socialisme est en pleine crise idéologique : nos idéaux démocratiques triomphent», a renchéri, M. Jacques Chirac, président de l'UDE. La présence de délégations amies venues des pays baltes, de Slovaquie et de Croatie tout comme celle de M. Galina Starovoltova, représentante du président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine (revenu à Moscou par la réunion de la CSCE), ont été saluées par le maire de Paris comme la preuve tangible des formidables mutations de l'Europe de l'Est et du dynamisme d'une UDE, qui, hier encore, pouvait faire pâle figure face à l'Internationale socialiste. L'UDE a d'ailleurs enregistré l'adhésion d'un nouveau membre - le Parti de l'indépendance du premier ministre islandais, M. David Oddsson - et devrait accepter, lors de la prochaine réunion de son comité directeur, les candidatures de deux partis polonais, dont celui du premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki.

Le maire de Paris, qui avait réagi avec quelque retard aux événements venus en Union soviétique, le 19 août, souhaite conserver aujourd'hui l'avantage acquis lors de son échappée surprise à Moscou, la semaine dernière. La rencontre de l'UDE est tombée à point nommé

pour lui permettre, avec son «ami John Major», de donner implicitement la réplique au chef de l'Etat tout en édictant sa propre stature internationale.

L'Hôtel de Ville de Paris s'est donc transformé, l'espace de quelques heures, en annexe du Quai d'Orsay. Comme lors des grands sommets, des rencontres bilatérales ont eu lieu en marge des séances plénières : le premier ministre britannique, M. John Major, a pu rencontrer son homologue israélien, M. Itzhak Shamir, invité de l'UDE, tandis que les premiers ministres grec et turc, MM. Constantinos Mitsotakis et Mesut Yilmaz se sont entretenus de la situation à Chypre, sans parvenir à un accord.

«Le mur de l'argent»

Persuadé qu'«un monde nouveau est en train d'émerger sur les ruines du totalitarisme communiste», M. Chirac a exprimé sa défiance vis-à-vis de la politique européenne de la France. Soutenu par son «allié» britannique, il s'est prononcé pour une élargissement, «le plus rapide possible», de la CEE en faisant ceux qui souhaitent se replier furtivement sur le pré carré des Douze. «Il est impensable que, par égoïsme et par manque de vision de l'histoire, nous remplacions le mur de Berlin par un nouveau mur, qui serait celui de l'argent. Il serait inadmissible que l'Europe centrale, désormais affranchie du totalitarisme, soit exclue pour «des dizaines et des dizaines d'années» de la prospérité de l'Europe de notre continent et qu'elle soit en quelque sorte réduite au rôle de zone tampon entre une Europe des Douze riche et protégée et une ex-URSS pauvre, surarmée et en pleine révolution», a-t-il expliqué en faisant allusion à une phrase prononcée par le chef de l'Etat au mois de mai dernier.

Le président du RPR a défini quelques lignes d'action : intégration économique, élargissement de l'Europe, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, émergence d'une politique de sécurité commune, sans

aller plus avant dans la définition des modalités concrètes d'entrée dans la CEE des anciens satellites de l'Union soviétique.

Le premier ministre britannique a été également ferme sur les principes mais plus précis sur les conditions d'un élargissement de la Communauté. «La CEE ne peut pas dire aux Européens de l'Est : ici, c'est notre club. Nous avons fait les règles. Et nous en ferons de nouvelles sans tenir compte de vos intérêts». Le premier ministre estime qu'il serait pour le moins fâcheux que les Douze «défendent les vertus du libre-échange» pour pratiquer ensuite «un protectionnisme hors d'âge». La porte de la CEE devrait donc s'ouvrir dès que les pays de l'Est seront prêts «politiquement et économiquement». S'agissant de l'attitude de la France vis-à-vis des exportations de viande de Pologne, de Hongrie et de Tchécoslovaquie, le premier ministre britannique a rappelé que les accords d'association impliquent «d'ouvrir nos marchés» en acceptant «quelques sacrifices».

Il a, d'autre part, souhaité que la CEE s'oriente vers des accords de commerce et de coopération avec les trois pays baltes. À propos de la Russie et des autres Républiques issues de l'ancien Empire, M. Major a jugé qu'il était «un devoir urgent» pour l'Europe de leur venir en aide. Il a toutefois jugé qu'il était «encore trop tôt» pour définir les modalités de cette aide.

Enfin, la crise yougoslave s'est trouvée également au cœur de cette conférence. Selon M. Alois Mock et Jacques Chirac, les participants s'orienteraient vers une reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie s'il se révélait impossible de déboucher rapidement sur un «débat loyal pour trouver une solution pacifique». «Nous assistons à un génocide», a affirmé devant la presse le président du Parlement croate, M. Zorko Doljanc, tandis que le premier ministre slovène, M. Lope Petek, a expliqué qu'il se sentait «pris en otage dans une Yougoslavie agonisante».

PIERRE SERVANT

ASIE

CHINE : principal pilier du régime

L'armée chinoise, à son tour, en proie à des états d'âme

Dans des déclarations à l'hebdomadaire italien *Epoca*, reprises vendredi 13 septembre par la presse chinoise, le premier ministre Li Peng a exprimé l'opposition de Pékin à la création en Asie d'une copie de la CSCE. Il a reconnu que les bouleversements de Moscou pouvaient avoir « un certain impact » en Chine, mais que ce dernier « ne pourrait être grand » et n'affecterait pas la stabilité des régions frontalières de l'URSS. Toutefois, l'armée chinoise donne des signes de plus en plus nets d'être affectée à son tour par les événements en cours.

PÉKIN

de notre correspondant

Le message qui s'affichait, mercredi 11 septembre, à la «cure» de la plume des journaux chinois se voulait sans ambiguïté : face à l'effondrement du communisme, le régime en est réduit à s'appuyer, pour survivre, sur son bras armé, dernière base de son pouvoir. La démonstration en avait été faite la veille par une journée de manœuvres militaires au pied de la Grande Muraille, près de Pékin, en présence des trois plus hauts dirigeants du régime : le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, le secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, et le premier ministre, M. Li Peng.

M. Jiang, qui est aussi, sur le papier, le chef de la Commission militaire du parti, et à ce titre le chef suprême des armées, a vanté le rôle des militaires face à ce qu'il a désigné par une expression chinoise qui signifie tout aussi bien, en météorologie, « une concentration imprévue de nuages » que, au figuré, « un changement constant de situation ». La troupe, a-t-il dit, constitue « une muraille de fer contre les forces ennemies de l'extérieur et de l'intérieur qui tendent à l'érosion pacifique » du communisme chinois vers le capitalisme. Il a lancé un appel éloquent à l'unité sous l'autorité de la direction politique qu'il incarne.

Fait éloquent dans l'atmosphère de fortresses assiégées qui règne à Pékin, le *China Daily*, d'ordinaire utilisé par le régime pour projeter une image rassurante à l'attention de la communauté d'affaires étrangère, a fait figurer en première page une photo particulièrement belli-



queuse, montrant la direction chinoise marchant devant des chars en direction du lecteur comme face à l'ennemi. La photo est signée d'un des photographes les plus connus de Chine, M. Yang Shangkun, qui se trouve être le fils de M. Yang Shangkun, et un fréquent convive à la table du patriarche Deng Xiaoping.

Les gestualités politico-militaires de ce régime de plus en plus replié sur les familles de ses dirigeants trahissent une bien plus grande inquiétude qu'il ne voudrait l'admettre. D'une part, elles illustrent la remarquable discrétion, voulue ou fruit d'une réelle impuissance, de la police politique. C'est en effet à elle, plus qu'à l'armée, qu'il revient en principe de lutter contre l'« ennemi intérieur », réci-

proposé. D'autre part, l'impunité de la direction ne provient pas seulement de la situation internationale, où la Chine se retrouve en première ligne du camp des rescapés de la déroute communiste, mais aussi des renouveau qui commencent à se profiler dans sa propre armée.

Dans les premiers jours de septembre, une réunion convoquée d'urgence à l'Assemblée, à Canton, les commissaires politiques de toutes les hautes instances de l'armée, y compris les commandements régionaux, d'une importance cruciale

dans la structure militaire chinoise. Ostensiblement, la réunion avait pour but de s'assurer de la loyauté de ces hommes à la personne de M. Jiang Zemin et au programme de modernisation sans libéralisation politique de M. Deng.

Selon des informations parvenues à Hongkong, il s'agissait aussi de réaffirmer la prééminence du chef du département général de politique de l'armée, le général Yang Baibing, demi-frère du chef de l'Etat et l'un des artisans du regain de ferveur maoïste au nom de la « lutte des classes ». Y a été en particulier dénoncée la « libéralisation » intervenue dans l'armée soviétique, cause, selon Pékin, de l'échec du coup d'Etat conservateur d'août et de l'effacement de l'ex-patrie des travailleurs.

Ces mises en garde suivent des bruits récurrents signalant, à tout le moins, des « états d'âme » envers la politique actuelle chez certains commandants de région militaires et autres cadres de haut rang de l'armée. Ces hommes, plus professionnels qu'idéologues, regrettent d'avoir été placés par la direction dans le rôle de policiers. L'armée a déjà tenu ce rôle, sans grand succès, pendant la révolution culturelle.

Les périodes où l'on fait appel à elle pour cette tâche correspondent généralement à un effondre-

ment moral du régime. Et les militaires chinois ont fait la preuve qu'ils n'étaient guère équipés pour empêcher alors la résurgence de phénomènes de crise sociale comme la criminalité, les vengeances claniques ou la prostitution.

Le régime craint d'autant plus de voir l'armée se scinder en factions rivales qu'il est entré dans une période équivalente, pour son fonctionnement interne, à une campagne électorale, avec la préparation du XIV^e congrès du PCC, prévu pour 1992. A l'ordre du jour figure la tentative de M. Deng de confier le parti à une direction susceptible de tenir le choc de la disparition prochaine des vétérans de la Longue Marche.

Les quatre-vingt-sept ans de M. Deng Xiaoping

M. Deng, qui a célébré le 22 août son quatre-vingt-septième anniversaire, aurait tiré comme conclusion de la crise moscovite qu'il était vital pour Pékin de se garder de promouvoir des individus de l'extérieur. M. Gorbatchev. Cette crise joue, dans l'immédiat, en faveur des tenants d'une ligne idéologique dure, qui font allégeance à l'empereur tout en cherchant à torde le cou à ses innovations économiques.

Mais, soucieux de préserver ces réformes, M. Deng aurait conseillé à l'appareil de ne pas réagir prématurément aux événements de Moscou, dans l'espoir que le souffle de la démocratie se calme dans les Républiques de l'ex-empire soviétique en raison des difficultés économiques. Signe, toutefois, de l'extrême faiblesse du régime dont M. Deng est le patriarche, le document du comité central présentant ses vues et analysant la crise soviétique à l'attention des hauts cadres leur a été lu sans qu'ils puissent prendre des notes. Au sein même de l'appareil, la confiance ne règne guère.

FRANCIS DERON

M. John Major appelle à « maintenir la pression » pour le respect des droits de l'homme. Le premier ministre britannique, M. John Major, a invité, jeudi 12 septembre, les pays occidentaux à « rappeler la Chine à ses obligations » et à « maintenir la pression » pour qu'elle respecte les droits de l'homme. Le Parlement européen, pour sa part, a adopté une proposition de résolution condamnant vivement le non-respect des droits de l'homme par la Chine. - (Reuters)

Après de longues négociations

La France va vendre seize frégates de 3 200 tonnes à la marine de Taïwan

Les autorités de Taïpeh ont demandé aux industriels français la « confidentialité » sur le contrat. Dès lors acquis en son principe, pour la livraison de frégates de 3 200 tonnes de conception française à la marine de guerre taïwanaise. Tous les avantages à cet accord ne sont pas définitivement conclus. Mais ils devraient l'être, dans un cadre purement commercial, au début d'octobre, après une décision - attendue pour la fin du mois - du Parlement de Taïwan, qui dégagera les crédits et permettra aux industriels français d'obtenir le premier acompte.

En « bouclant » cette affaire et en respectant les consignes de discrétion de son client, le groupe Thomson-CSF, qui en est le maître d'œuvre et qui entraîne avec lui plusieurs autres entreprises françaises, a pu obtenir le marché en dépit d'une vigoureuse contre-offensive de tous les instants de concurrents américains et allemands. En particulier, les Allemands, par l'intermédiaire d'une entreprise de Kiel, ont offert un marché global qui portait sur des corvettes (de la catégorie nouvelle Meko 200) et sur des sous-marins, et qui a longtemps intéressé la marine taïwanaise, désireuse de moderniser ses équipements.

Selon certaines informations, le choix de Taïwan en faveur de la France a été dicté, entre autres raisons, par le fait que les autorités budgétaires de l'île ont assorti leur engagement financier à la nécessité de respecter un délai très court de décision, sous peine d'annulation du contrat. L'accord sera exécuté en deux étapes : six premières frégates,

conçues à l'arsenal de Lorient en tronçons, seront montées par les chantiers China Shipbuilding Co. Dans un deuxième temps, dix autres frégates seront assemblées totalement sur place grâce à l'octroi d'une licence qui prévoit des « royalties ».

Ce contrat a reçu un accord préalable des autorités françaises. Mais il n'a pas été précédé de la signature d'un protocole intergouvernemental, sauf pour ce qui touche à la garantie de qualité des matériels données aux constructeurs par les administrations de tutelle chargées de la surveillance industrielle. Il concerne, outre le groupe Thomson-CSF (pour l'intégration industrielle), les arsenaux de Lorient (pour les coques) et d'Indret (pour la propulsion). L'armement des coques, vendues « nues », reste du ressort du client, qui pourra y installer des équipements électroniques, des missiles, des canons et des hélicoptères de son choix. La part de financement censée être attribuée à la France est estimée à douze milliards de francs.

Outre ses aspects purement commerciaux, ce contrat a des implications diplomatiques. Il avait déjà été bloqué au début de 1990 par l'Élysée, à la suite de pressions politiques de Pékin, mais aussi, plus commerciales, de Washington. La Chine a, en effet, longtemps dénoncé toute vente de matériel militaire à Taïwan. Un compromis a cependant été trouvé avec la Chine, qui s'est contentée de protestations de pure forme. Selon certaines sources, Pékin aurait demandé en échange des compensations financières, sous forme de crédits.

SRI-LANKA

Amnesty International dénonce les massacres commis par l'armée et les séparatistes tamouls

Tandis que l'armée srilankaise a lancé ce qu'elle a appelé sa plus importante offensive contre les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul), faisant plus de quatre cents morts parmi les rebelles, le président Ranasinghe Premadasa se trouve confronté à une crise politique sans précédent au sein de son propre parti.

La révolte de plusieurs ministres et députés, qui ont signé une motion de défiance demandant au Parlement sa révocation pour corruption, abus de pouvoir et complicité de meurtre d'opposants, a divisé le Parti national uni (UNP) au pouvoir. Le président a répliqué en mettant le Parlement en vacances pour un mois, l'empêchant de procéder à un vote, et exerce de fortes pressions sur les députés de l'UNP pour qu'ils retirent leur signature. Les

dissidents, menés par l'ancien ministre Lalith Athulathmudali, pourraient réussir à mettre le gouvernement en minorité en s'alliant avec l'opposition.

Mercrredi 11 septembre, Amnesty International a rendu public un rapport accusant les forces armées de Colombo et les Tigres du LTTE d'être responsables de la mort de milliers de personnes. « Des personnes soupçonnées d'avoir des liens avec les rebelles tamouls ont été arrêtées, tuées par balles, à coup de couteau ou brûlées vives par les forces gouvernementales (...) apparemment avec un sens total d'impunité (...) » Les Tigres, eux, sont accusés de nombreuses exécutions sommaires de civils cinghalais ou musulmans, de Tamouls accusés de « trahison » ainsi que du massacre d'une centaine de policiers faits prisonniers. - (AFP, AP, UPI)

DIPLOMATIE

Conférence ministérielle franco-africaine à Paris

« La France est disposée à aider l'Afrique sur la voie du renouveau » déclare M. Roland Dumas

Les représentants de la France et de trente et un Etats africains, réunis, mercredi 11 et jeudi 12 septembre, à Paris, ont décidé d'ouvrir en commun pour freiner la marginalisation de l'Afrique dans le nouvel ordre mondial en formation, mettant l'accent sur la démocratie et le développement. Cette conférence ministérielle se situe à mi-chemin entre le dernier sommet franco-africain qui avait eu lieu à La Baule en juin 1990 et celui qui doit être organisé, l'an prochain à Libreville, au Gabon.

A cette occasion, M. Dumas a exprimé l'inquiétude de la France face à « la prolifération des affrontements en Afrique », soulignant qu'elle était prête à aider à la recherche de la paix « là où c'est possible ». Il a

déclaré que la France « restait à l'écoute des Africains » et qu'elle continuerait à se faire « l'avocat de l'Afrique aussi bien auprès des autres bailleurs de fonds que de ses partenaires de la CEE ».

« La France reste l'amie de l'Afrique et est disposée à l'aider sur la voie du renouveau », a ajouté M. Dumas, soulignant la nécessité, pour les Africains, de continuer le processus de démocratisation, qui doit, selon lui, aller de pair avec le développement, et d'accomplir des efforts dans le sens d'une « intégration régionale ». « Démocratie, oui, anarchie sous couvert de démocratie, non », a-t-il précisé, faisant valoir que « démocratie ne veut pas dire effacement de l'Etat ». - (AFP)

Le Japon envisage une reconnaissance « tacite » du régime nord-coréen

Le Japon a critiqué, vendredi 13 septembre, la Corée du Nord pour son refus d'accepter une inspection internationale de ses installations nucléaires, condition posée par Tokyo à une normalisation de ses relations avec Pyongyang. Cette protestation intervient à un moment où le Japon a informé la Corée du Sud de son intention d'étudier un plan de reconnaissance « tacite » du régime du maréchal Kim Il-sung après l'admission, imminente, des deux Corées aux Nations unies.

La Corée du Nord, touchée de plein fouet par les récents bouleversements en URSS, est en train d'ef-

fectuer un changement de politique spectaculaire en passant d'importantes commandes de biens de consommation en Corée du Sud.

Depuis le début de l'année, celles-ci ont été multipliées par douze par rapport à 1990, pour atteindre 12,5 millions de dollars; elles se composent notamment de téléviseurs couleur, de savon, de sucre, de dentifrice et de matériaux de construction. Pendant cette période, Pyongyang a multiplié par douze ses exportations de matières premières vers le Sud, qui se montent à 111,5 millions de dollars. - (UPI, AFP)

La question chypriote

Les divergences persistent entre Athènes et Ankara

Le blocage persiste sur la question chypriote entre Turcs et Grecs, a indiqué jeudi 12 septembre à Paris, le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, au lendemain d'une rencontre avec son homologue grec, M. Constantinos Mitsotakis, dans la banlieue parisienne. « Les différences sont plus grandes que prévu », a déclaré M. Yilmaz, estimant qu'une réunion quadripartite entre Grecs, Turcs et les représentants des deux communautés chypriotes à la fin de ce mois « ne paraît pas possible ». Le premier ministre turc a cependant jugé que le dialogue bilatéral entre Grecs et Turcs peut favoriser la solution du problème. Le premier ministre grec s'est dit, pour sa part, « moins pessimiste » que son homologue turc. « Il y a encore des espérances », a-t-il ajouté.

Les Nations unies tentent de mettre sur pied une réunion internationale sur la question chypriote d'ici à la fin du mois de septembre à New-York, et les Etats-Unis multiplient les pressions auprès de toutes les parties pour les inciter à la négociation sous l'égide de l'ONU.

Les deux chefs de gouvernement ont décidé, mercredi, de créer un groupe de travail chargé de préparer un accord de « bon voisinage, d'amitié et de coopération » qui sera signé « dès que possible » à Ankara, à l'occasion d'une visite de M. Mitsotakis dont la date n'est pas encore précisée. - (AFP)

Président du Conseil national suprême du Cambodge

Le prince Sihanouk sera reçu par M. Mitterrand

Le prince Norodom Sihanouk, actuellement à Paris, devait être reçu samedi 14 septembre par M. François Mitterrand. L'ancien souverain et président du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge s'est entretenu jeudi avec M. Roland Dumas, avec lequel il a également eu un dîner de travail. A l'issue de ce dîner, le Quai d'Orsay a déclaré que les deux hommes « ont estimé que les progrès décisifs réalisés depuis trois mois dans les négociations rendaient possible une reconvoque rapide de la Conférence de Paris sur le Cambodge. La date du 31 octobre prochain a été envisagée à titre exploratoire pour la signature au niveau ministériel de l'accord de règlement politique global ».

Le prince a par ailleurs invité M. Dumas à effectuer une « visite officielle au Cambodge du 22 au 24 novembre prochain, une semaine après l'installation du CNS à Phnom-Penh ». Entre-temps, le prince Sihanouk assistera à l'Assemblée générale des Nations unies à New-York.

Le Guatemala et Belize mènent des relations diplomatiques. - Le Guatemala et Belize ont établi, mercredi 11 septembre, des relations diplomatiques, une semaine après que le président guatémaltèque Jorge Serrano ait reconnu la pleine souveraineté de Belize, l'ex-territoire britannique devenu indépendant en septembre 1981. Le Guatemala, qui revendique certaines régions de Belize depuis le seizième siècle, a accepté que ce différend soit réglé conformément au droit international. - (Reuters)

GLOBE gainsbourg inédit 1958-1968

la décennie où il invente tout

numéro spécial

AMÉRIQUES

ARGENTINE : fort de ses derniers succès électoraux

M. Carlos Menem compte obtenir un « vaste compromis politique »

Tirant les leçons des élections partielles du 8 septembre, lors desquelles son parti a renforcé ses positions (Le Monde du 10 septembre), le président Carlos Menem entend rassembler le plus grand nombre d'Argentins derrière le « ménémisme », courant néo-libéral qui a remplacé le péronisme étatique fondé sur une alliance avec les syndicats. L'objectif semble d'autant plus à portée de main que l'opposition radicale est divisée.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

C'est la naissance du « ménémisme » : cette déclaration de M. Carlos Menem, au lendemain du scrutin du 8 septembre, traduit l'euphorie du chef de l'Etat mais aussi le nouveau climat politique qui règne en Argentine. L'étendue de la victoire de sa formation a dépassé les propres espoirs du président et a consacré une politique qui s'est éloignée des principes historiques d'un parti fondé par le général Juan Domingo Peron. Le Parti justicialiste s'est imposé dans onze des treize provinces (1) où ont été élus, les 11 août et 8 septembre, des gouverneurs et des responsables locaux. Il a gagné dix sièges supplémentaires à la Chambre des députés, qui renouvelle la moitié de ses membres dans un processus en trois étapes. Les péronistes renforcent ainsi leur majorité, alors que la principale force d'opposition, l'Union civique radicale (UCR), dirigée par l'ancien président Raúl Alfonsín, et de plus en plus divisée, a perdu quatre sièges. La composition définitive de la Chambre des députés ne sera connue qu'après les élections du 27 octobre, qui se dérou-

leront dans les dix provinces restantes du pays. La grande surprise de ce scrutin est l'arrivée en troisième position de l'ancien militaire patachiste Aldo Rico, dans la province de Buenos-Aires où le poste de gouverneur était en jeu. Le nouveau parti d'extrême droite, fondé par ce rebelle que M. Menem a gracié, a pour la première fois fait élire deux députés et deux sénateurs au Parlement fédéral. Autre fait surprenant : le succès d'hommes sans passé politique, qui ont été élus gouverneurs après avoir reçu la bénédiction de M. Menem. C'est le cas de l'ancien pilote de Formule 1, M. Carlos Reutemann, qui l'a emporté sur le candidat local dans la province de Santa-Fé, et du chanteur populaire « Palito » Ortega, qui a mis en déroute le général en retraite Antonio Bussi dans la province de Tucumán.

Le péronisme

« actualisé »

Malgré ce triomphe, le président Menem n'est pas sorti sur le balcon du palais du gouvernement, la place de la Casa Rosada est demeurée déserte, après la proclamation des résultats. Au pouvoir depuis deux ans, le chef de l'Etat n'ignore pas que son pays est plongé dans une récession sans précédent et que la majorité de la population continue de s'appauvrir. Les plus démunis semblent néanmoins avoir mis leurs espoirs dans la politique d'un président qui affirme être toujours péroniste. L'entrée au gouvernement de conservateurs et de fonctionnaires politiques (comme le ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo), ainsi que l'application d'un programme « néo-libéral » constituent, selon M. Menem, une « actualisation nécessaire » des doctrines de son maître, le général Peron. « Il y a des secteurs qui ne sont pas péronistes, mais qui sont avec nous. Je

veux que m'accompagnent les péronistes, les ménémistes, et ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre » : tel est le credo du chef de l'Etat.

Dans ce contexte, le « vaste compromis politique », auquel M. Menem a convié tous les secteurs de la société argentine juste avant les élections, se prépare sous de bons auspices. Le gouvernement devrait trouver sans trop de problèmes la majorité absolue dont il a besoin au Congrès pour faire approuver, dans les prochains jours, une série de lois décisives pour la poursuite de ses objectifs économiques, portant notamment sur une nouvelle vague de privatisations. Les prochains débats au sein du parti radical, qui devra uniformiser ses positions pour répondre à l'invitation au dialogue du gouvernement, risquent, par contre, d'être houleux, et la direction de M. Alfonsín menace d'être reniée en question.

Le gouvernement espère aussi que l'état de grâce, dont bénéficie M. Menem, aura des répercussions favorables sur le plan international. Il mise sur la stabilité politique et économique pour apaiser les créanciers de l'Argentine et attirer les investisseurs étrangers. C'est avec optimisme que le ministre de l'économie s'apprête à effectuer une visite aux Etats-Unis, afin d'obtenir des facilités pour le remboursement de la dette extérieure dans le cadre du plan Brady, et de négocier un nouveau prêt du Fonds monétaire international.

CHRISTINE LEGRAND

(1) Il y aura un second tour, le 27 octobre, dans la province de Chubut, où les péronistes sont en tête, mais n'ont pas obtenu les 51 % des voix nécessaires.

SURINAM : élu à une large majorité

M. Ronald Venetiaan devra reconstruire une économie minée par le terrorisme

L'assemblée électorale du Surinam, représentant les 500 000 habitants de ce pays situé au nord de l'Amérique du Sud, a élu, début septembre, un nouveau président, M. Ronald Venetiaan, après quatre mois d'incertitude. M. Venetiaan, âgé de cinquante-cinq ans, doit prendre ses fonctions le 16 septembre. Il succédera à M. Johannes Kraag, installé par les militaires en décembre dernier à la tête d'un pays en proie à de graves conflits internes.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La désignation de M. Ronald Venetiaan, soutenu par les trois partis ethniques traditionnels (1) membres du Front pour la démocratie, a permis de trouver un épilogue au processus complexe de l'élection du président du Surinam, l'ancienne Guyane hollandaise, indépendante depuis 1975. L'Assemblée nationale, élue le 25 mai dernier, n'avait pas réussi à dégager la majorité constitutionnelle des deux tiers de ses cinquante et un membres nécessaire à l'élection d'un chef d'Etat. Il a donc fallu étendre le collège électoral à l'ensemble des 860 élus nationaux et locaux pour parvenir à ce résultat.

Outre le Front pour la démocratie, deux partis s'affrontaient : le Parti national démocratique (NDP), soutenu par les militaires, auteurs du coup d'Etat de 1980, et celui de l'Alternative démocratique (AD), situé à gauche de l'échiquier politique. La large victoire du nouveau président, qui a recueilli

645 voix contre 116 pour son rival du NDP, M. Jules Wijdenboch, et 46 pour M. Hans Prade de l'AD, risque cependant d'être moins éclatante que les chiffres ne le laissent penser.

Démocratie fragile

La démocratie surinamaïenne a maintes fois montré sa fragilité. Les militaires, au pouvoir entre 1980 et 1987, n'ont guère laissé que trois courtes années au régime civil, après le scrutin qu'ils avaient organisé et perdu, avant de procéder à un nouveau putsch en décembre dernier. La promesse d'élections rapides qu'ils ont une fois encore tenue - sans plus de succès quant aux résultats - ne saurait donc constituer une garantie absolue de leur loyauté. D'autant plus que les querelles ethniques au sein du parti qui retrouve le pouvoir ont déjà engendré bien des désordres. Deux problèmes supplémentaires se posent très vite au nouveau gouvernement. Il devra d'abord convaincre l'ancienne puissance coloniale de reprendre une aide économique

dont l'arrêt, décidé par La Haye en raison de l'instabilité du pays, se fait cruellement sentir. Il faudra aussi que Paramaribo parvienne à régler le problème d'une guérilla dirigée par Ronnie Brunswick, dont les actes terroristes minent les ressources du pays. La trêve fragile que les militaires ont négociée à la veille des élections devra être définitivement concrétisée et le sort des 14 000 réfugiés surinamais ayant fui les combats pour trouver asile dans la Guyane française voisine devra être réglé.

Le contexte économique actuel ne facilitera pas les choses. Après l'incurie de huit années de régime militaire et les destructions de la guérilla, le Surinam fait face à une situation sociale de plus en plus difficile, à un moment où le taux d'inflation annuel dépasse 50 %. Autant de sujets délicats pour un nouveau gouvernement, même « bien élu ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Le Surinam est composé de trois principales ethnies : 38 % d'Indiens, 31 % de Créoles et 15 % de Javanais auxquels s'ajoutent 10 % de « Bushnagos » (noirs).

INSEE
la référence au bout des pages...
TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1991-1992
Une véritable encyclopédie de poche dans les domaines économiques et sociaux.
192 pages - Prix 70 F
En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

BRÉSIL

La pathétique histoire de Sergio l'entêté

Un officier de l'aéronautique qui avait refusé de commettre des actes terroristes sur les ordres de ses supérieurs au temps de la dictature militaire se bat depuis vingt-trois ans pour faire reconnaître ses droits. Les militaires ont quitté le pouvoir en 1984, mais la décision de la plus haute cour du Brésil, qui pourrait mettre un point final à cette affaire, est sans cesse retardée...

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

« PARA-SAR » : derrière ce sigle qui claque comme un drapeau, se cache l'une des plus longues et ténébreuses affaires de la dictature militaire. Au printemps de 1968, à l'heure où les étudiants parisiens enflamment le Quartier latin, ceux du Brésil subissent la répression des militaires, au pouvoir depuis quatre ans. Le général Costa e Silva, « héritier » de la ligne dure du régime, préside aux destinées du pays. Manifestations ouvrières et estudiantines se multiplient, alors que le pouvoir se barricade et promulgue des actes institutionnels allant, en décembre 1968, jusqu'à instituer la censure généralisée, dissoudre les partis politiques et imposer des procédures judiciaires d'exception.

C'est un peu avant cette date que naît le « complot ». Rien que de très classique : il s'agit d'utiliser le groupe du PARA-SAR - une unité d'élite des forces aéronautiques jusque-là destinée aux sauvetages délicats et à la découverte de zones inconnues du pays - pour « sauver le Brésil du communisme », selon la formule du général João Paulo Burnier, alors en poste au cabinet du ministre de l'aéro-

nautique. La « seule besogne » est définie : une vague d'attentats contre des cibles prestigieuses (la Sears, la Citibank et l'ambassade américaine) puis le dynamitage du gazodôme du quartier Sao-Cristovao, situé au centre de Rio-de-Janeiro, et celui d'un barrage hydroélectrique. Le tout prévu pour une fin d'après-midi, à l'heure du plus grand trafic.

Des actions qui devaient, selon leurs instigateurs, être attribuées aux « communistes » et donc justifier - tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur - un accroissement de la répression et des mesures exceptionnelles. Un grain de sable se glisse pourtant dans cet engrainage bien huilé : c'est le « non » vigoureux et public de celui qui commande l'unité du PARA-SAR, le capitaine Sergio Ribeiro Miranda de Carvalho.

Exil, prison et radiation

L'homme, surnommé depuis son enfance Sergio Macaco (1), en raison d'un zoo que possédait l'un des membres de sa famille, est un baroudeur. Agé à l'époque de trente-sept ans, il totalise six mille heures de vol. Il a réalisé près de neuf cents sauvetages dans les conditions les plus difficiles : récupération de malades en pleine jungle, assistance à des cargos en dérive, hélicoptérisme en mer. Il s'est aussi acquis l'amitié et l'admiration d'ethnologues comme les frères Villas-Bôas ou d'anthropologues comme Darcy Ribeiro, mais aussi de plusieurs caciques indiens, dont le jeune et désormais connu Raoni, lors d'expéditions en Amazonie.

Lorsqu'il claque la porte en ce matin de juin 1969, il ne sait pas encore ce qui l'attend. Il est, dans un premier temps, envoyé en exil à Recife, puis emprisonné vingt-cinq jours et, en septembre 1969, rayé des

cadres. Depuis, il ne cesse de se battre pour sa réintégration dans son corps d'origine et au grade auquel il pourrait prétendre, celui de général. Automatiquement inclus parmi les bénéficiaires de l'amnistie en 1979, il l'a catégoriquement refusée en ces termes : « Cela ne concerne que ceux qui ont commis des crimes, et je n'en ai commis aucun ».

Maintes fois salué par la presse, l'opinion publique, et les hommes politiques comme un héros, Sergio Macaco attend son verdict. Il a bien été quelque temps (de 1989 à 1990) député fédéral, mais, dit-il, « les bavardages m'ont ennuyés : je reste un homme d'action ». Pour lui, l'exploitation de la longueur des procédures utilisées à son endroit tient en peu de mots : « Les hommes qui ont imaginé ce complot ne souhaitent bien évidemment pas que ce passé soit remis en question, c'est d'être vivant, mais c'est très gênant pour tout le monde ».

Plusieurs scénaristes, dont les grandes compagnies américaines, se sont intéressés à cette pathétique histoire. L'un d'entre eux, Olivier Horn, devrait commencer prochainement à tourner, pour FR3 et la chaîne brésilienne Manchete, l'épopée de l'Homme qui a dit non. La presse brésilienne fait régulièrement état de l'avancée de la procédure et annonce régulièrement une décision qui mettra un point final à cet épisode noir de l'histoire brésilienne.

En attendant un verdict que l'on continue de dire imminent, Sergio Macaco prépare la sortie d'un livre, écrit depuis longtemps et réactualisé souvent. Son titre est court : Non !

D. H.-G.

(1) Serge le Siage.

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde INITIATIVES

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde de la Fonction Commerciale

POLITIQUE

La Fête de l'Humanité à La Courneuve

La direction du PCF veut démontrer la vitalité populaire du communisme français

La Fête de l'Humanité, qui aura lieu du vendredi 13 au dimanche 15 septembre au parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), intervient, cette année, dans un contexte particulièrement difficile pour le Parti communiste français. Le directeur du quotidien communiste, M. Roland Leroy, a toutefois estimé, jeudi, que cette kermesse annuelle apporterait, par son succès, « la preuve de l'aptitude à rassembler et de la vitalité des communistes dans la France d'aujourd'hui ».

M. Georges Marchais tirera, dimanche après-midi, dans un discours, les conclusions politiques de ce rassemblement qui sera notamment marqué par l'organisation de très nombreux débats.

La Fête de l'Humanité a toujours eu, pour les communistes français, une fonction aussi psychologique que politique. Cette joyeuse kermesse annuelle produit chez les militants et la direction du PCF l'effet d'une cure de jouvence qui galvanise traditionnellement leurs énergies. Ce sera plus vrai que jamais, en cette fin d'été, au moment où les bouleversements survenus en Union soviétique paraissent sonner le glas du communisme à travers le monde. Le directeur du quotidien du PCF, M. Roland Leroy, a donné le ton, jeudi 12 septembre, en disant que cette soixante-cinquième édition de « sa » fête apporterait, « un démenti, dans les faits, à ceux qui prétendent les communistes déjà disparus ».

En attendant cette démonstration, qui sera favorisée, en terme de participation populaire, par la belle affiche proposée au public dans le domaine des variétés musicales — Johnny Hallyday, le groupe écossais Silencers, Manu Dibango, Isabelle Aubret, Pauline Esler, Pigalle et son « Bar-tabac », l'orchestre national de Lille, entre autres, sont au programme — l'Humanité n'échappe pas aux tensions internes qui, depuis le putsch raté contre M. Mikhaïl Gorbatchev, accentuent les divisions à l'intérieur du parti, entre les tenants de la ligne majoritaire, incarnée par M. Georges Marchais, et les diverses tendances contestataires.

M. Leroy a notamment été interrogé, jeudi, au cours d'un déjeuner de presse, sur la teneur de l'entretien accordé cette

semaine au *Nouvel Observateur* par M. Bernard Frédéric, l'ancien correspondant de son journal à Moscou, qui fait désormais partie, auprès de MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite, des animateurs du courant des « retoucheurs ». M. Frédéric estime que « dans la presse communiste il y a eu (en France) comme une espèce de préparation psychologique » à la tentative de coup d'Etat perpétrée en Union soviétique et laisse entendre que l'état-major du PCF avait été informé de la préparation du putsch : « La direction du PCF a-t-elle été bridée par des responsables soviétiques sur la même position que les comploteurs ? Je ne révélerai, dit-il, que des membres influents du PCF ont séjourné à Moscou au mois de juillet... ».

M. Leroy a confirmé sa présence à Moscou en juillet mais en précisant qu'il s'était rendu en Union soviétique en tant que délégué de l'association France-URSS, qui regroupe des parlementaires et des élus de tous les horizons politiques, et il a jugé « lamentables » et « ridicules » les insinuations de son ancien collaborateur en regrettant que « la rumeur, la simple suggestion puissent, sous la plume de quelques-uns, devenir des éléments d'information ».

Débat « un peu crispé » à la rédaction

Le directeur de l'Humanité a également été amené à confirmer que la rédaction de son journal n'est pas épargnée par les controverses internes sur l'évolution de l'Union soviétique et sur les premières réactions du bureau politique du PCF à la tentative de putsch. Le lundi 9 septembre, au cours d'une assemblée générale du personnel consacrée à la commémoration des débats du comité central, le chef du service étranger du quotidien, M. José Fort, en particulier, n'avait pas dissimulé ses états d'âme : « Depuis le 19 août, douze heures, moment où j'ai exprimé à notre directeur mon souhait de voir clairement et nettement condamner le « coup d'Etat » en URSS, avait-il notamment déclaré, j'ai entendu ici et là des remarques qui m'ont profondément et durablement blessé. (...) Sur la déclaration du bureau politique du 19 août, je conclus : 1° Notre attitude m'apparaît comme non conforme à notre politique et à nos orientations définies lors de nos derniers congrès ; 2° Nous disposons d'éléments suffisants pour savoir quel était le rapport des forces réel dans les différentes institutions soviétiques et connaissions l'état de débâclement

avancé du PCUS et la véritable qualité de ses dirigeants ; 3° Notre attitude a été marquée par une tendance opportuniste que l'on retrouve tout au long des jours qui ont suivi le 19 août. (...) Je tends à penser que notre faute pourrait être historique dans les prolongements qu'elle aura pour l'avenir du parti. (...) Le parti a changé, répétons-nous sur tous les tons. C'est vrai en partie, mais il ne suffit pas de le marteler, il faut le démontrer. La réaction aux événements du 19 août m'entraîne à penser qu'à tous les niveaux du PCF le changement rencontre des résistances... ».

M. Leroy a jugé naturel que la réaction de l'Humanité soit ainsi le lieu de « discussions profondes », même si, en la circonstance, le débat a été « parfois enflé et un peu crispé ». « J'aimerais savoir s'il y a des discussions aussi franches dans d'autres rédactions », a ajouté le directeur du quotidien en précisant que les échanges se poursuivent, à l'intérieur de son journal, avant la prochaine réunion du comité central.

Refus de « mise au point »

M. Leroy n'a pas démenti non plus le fait que l'Humanité n'ait pas donné suite, jusqu'à présent, à une demande de « mise au point » formulée depuis le 9 septembre par l'un des responsables de la section économique du parti, M. Paul Boccard, directeur de la revue *Issue*, membre du comité central, qui avait voté, le 5 septembre, contre le rapport présenté par M. André Lajoie. Estimant que son intervention devant le « parlement » du parti avait été « non seulement amputée mais déformée dans le compte-rendu de l'Humanité », M. Boccard souhaitait apporter cinq précisions aux militants de son parti : « 1° J'ai souligné ce qu'est pour nous la « ligne principale » des événements récents en Union soviétique : lorsqu'on prétend agir pour faire avancer le mouvement révolutionnaire, si l'on bloque sur les idées radicalement nouvelles nécessaires, sous l'influence des idées anciennes et par insuffisance de créativité, soit par hésitation, soit par opposition, alors on fait le plus grand mal possible à ce mouvement. Si l'on bloque sur la novation du Parti communiste, alors on lui porte le plus grand tort. 2° Autrement dit, nous sommes d'accord sur le fait que nous n'avons pas eu de compte-rendu de ce que j'ai énuméré « quatre axes de propositions ». En réalité, j'ai précisé qu'il y a « opposition » au changement dans quatre domaines où il y a créativité marxiste dans le parti et lutte contre le changement dans la

direction même du parti : la gestion et les critères de gestion ; la Communauté européenne et l'Europe ; les institutions de tendance autogestionnaire et l'étatisme ; la révolution informationnelle ; 3° J'ai critiqué notamment le discours de Georges Marchais à Périgueux, en juin, en précisant que réduire « l'issue politique... au problème du pouvoir » à « une majorité, un gouvernement d'union des forces de gauche pour appliquer une politique de gauche », ce n'était pas faux mais trop réducteur en général. (...) J'ai souligné que ce discours faisait le silence sur « l'intervention des travailleurs dans la gestion » et les « nouveaux critères de gestion » alors que l'importance de ces questions était soulignée dans la résolution du vingt-septième congrès. (...) J'ai indiqué qu'avec ce silence, d'ailleurs systématique, du secrétaire général, nous couvrons de centralisme démocratique, il y avait la hypercentralisation du fonctionnement de la direction : 4° J'ai proposé moi aussi trois campagnes de débats et d'initiatives (...) ; 5° Enfin, lors du débat sur le vote du projet de « trois campagnes pour le changement » (présenté par M. Philippe Herzog et repoussé par la majorité du comité central) j'avais aussi demandé la parole et malgré mes protestations, la parole ne m'a pas été accordée... ».

Les contestataires de tout bord profiteront naturellement du week-end pour faire entendre leur différence. Certains d'entre eux ont même pris les devants. En Corse-du-Sud, la direction départementale de la fédération communiste vient d'adopter, par vingt-trois voix contre deux et deux abstentions, une résolution regrettant que la direction du PCF ne prenne pas « la pleine mesure des bouleversements planétaires qui interpellent tous les communistes ». Quant au maire de Montreuil, M. Jean-Pierre Brard, député de Seine-Saint-Denis, il vient de franchir un nouveau degré, dans son escalade contre M. Marchais et ses partisans, en affirmant, jeudi, que l'état-major de son parti était désormais « illégitime » et en faisant savoir qu'il ne se sentait plus lié par la discipline de vote au sein de son groupe parlementaire.

Le rassemblement de La Courneuve sera l'occasion, pour les militants et les autres protagonistes, de suivre en direct les prolongements de ces joutes puisque bon nombre des contestataires, dont de la Fête et participeront même à l'animation des débats prévus.

ALAIN ROLLAT

L'élaboration du « projet » socialiste

Le PS doit encore préciser ses propositions pour l'avenir

Le « séminaire » de la direction du Parti socialiste, réuni mercredi 11 et jeudi 12 septembre pour examiner l'avant-projet rédigé par M. Michel Charzat (*le Monde* du 10 septembre), a approuvé celui-ci, mais décidé une révision de la troisième partie du texte, consacrée aux propositions, d'ici au 28 septembre, date à laquelle le comité directeur se prononcera sur le document.

La réunion des dirigeants du Parti socialiste, auxquels se sont joints, jeudi, M. Edith Cresson et plusieurs membres du gouvernement, a confirmé que les trois piliers du parti sont, aujourd'hui, MM. Michel Rocard, Jacques Delors et Laurent Fabius. Le président de la Commission européenne s'entretenait d'ailleurs en privé, vendredi matin, avec l'ancien premier ministre. L'un et l'autre ont fait, au sujet de l'avant-projet préparé par M. Charzat, des interventions qui ont été particulièrement écoutées, dans la mesure où ils sont crédités par les socialistes du privilège — revendiqué par M. Rocard, accepté implicitement par M. Delors — de définir une stratégie présidentielle. M. Fabius est, lui, dans la position d'un « poids lourd », représentant une part importante des élus et des appareils fédéraux du parti, se réservant pour l'avenir et dont l'appui à l'un ou à l'autre sera, le moment venu, décisif.

M. Rocard a exprimé un avis très positif sur le travail de M. Charzat, allant même jusqu'à s'enthousiasmer pour le style franc et décapant du texte dans ses deux premières parties, inspirées par un type de réflexion dont le chef de file de ce qu'on a appelé la « deuxième gauche » est familier. Cette approbation ne pouvait surprendre M. Charzat (celui-ci a sans doute été davantage étonné, comme l'ensemble des participants, de ne pas recevoir de M. Jean-Pierre Chevènement, avec lequel il a rompu à la suite de la guerre du Golfe, la volée de bois vert que l'ancien ministre de la défense avait laissé attendre).

Identifier l'adversaire

M. Rocard a relevé, cependant, que l'état des lieux dressé par l'avant-projet manque de perspective historique et que les forces que les socialistes se proposent de combattre, désormais, ne sont pas clairement identifiées. Pour autant qu'il s'agit de l'essentiel, — l'ancien premier ministre n'a fait entendre aucune bataille d'amendements et il a marqué, au contraire, sa préférence pour un travail commun afin de réduire, avant la réunion du comité directeur, les aspérités que le texte présente à ses yeux.

La question de l'identification de l'adversaire a été soulevée, aussi, par M. Delors, pour qui le conflit des années à venir opposera l'individualisme et ceux qui défendent les valeurs de liberté, certes, mais aussi de solidarité et de responsabilité. Le président de

la Commission européenne a insisté, d'autre part, sur l'idée que certaines évolutions observées en la France, mais générales en Europe : l'effacement des classes sociales, l'individualisme, la perte d'intérêt pour le débat politique. L'« exception française » réside, selon lui, dans l'existence d'une tradition républicaine, dans une mobilité sociale difficile, le déclin du syndicalisme, le rôle insuffisant des médiateurs, l'inschémement de la décentralisation. Il a souligné, aussi, que la « mondialisation », relevée dans le texte, n'est pas seulement celle, économique, du capitalisme, mais qu'elle concerne d'autres domaines relevant de l'intérêt collectif.

M. Fabius, tout en jugeant, lui aussi, que l'avant-projet est une « base de départ », s'est interrogé sur l'horizon dans lequel il se situe. S'agit-il d'un projet pour le long terme, d'un programme pour les élections législatives de 1993 ou d'un agenda pour l'action gouvernementale ? Pour le président de l'Assemblée nationale, qui a été rejoint sur ce point par M. Delors, le document doit être orienté sur le long terme. Il convient, a-t-il souligné, de renforcer substantiellement sa partie écologique, quasiment inexistante. M. Fabius a parlé, aussi, de la nécessité d'une réflexion sur le parti et sur les alliances. L'absence de dimension stratégique de l'avant-projet a été relevée, de la même façon, par M. Chevènement, qui a rappelé que le précédent texte de ce genre, qu'il avait rédigé en 1980, avait une finalité politique, celle d'enfoncer un coin entre les giscardiens et le RPR. M. Gérard Le Gall, jospiniste, s'est demandé si les socialistes peuvent élaborer, aujourd'hui, un projet « socialiste », plutôt que proposer une perspective à l'ensemble des forces progressistes, notamment écologistes.

Le travail de M. Charzat va être repris dans sa troisième partie, celle des propositions, et assorti, en préambule, d'une présentation de M. Pierre Mauroy, destinée à mieux mettre en valeur le bilan de l'action de la gauche au pouvoir et ses objectifs pour l'avenir. Il est bien normal que la tâche la plus délicate, pour les socialistes, incombe au premier d'entre eux.

PATRICK JARREAU

Les alliances PC-PS dans les municipalités. — Selon un sondage de l'Institut Louis-Harris, publié vendredi 13 septembre par *Profession politique*, une majorité de Français estime qu'il n'y a pas de raison de rompre les alliances conclues entre le Parti communiste et le Parti socialiste au niveau des municipalités : 47 % expriment cet avis, tandis que 23 % jugent qu'il faut rompre ces alliances lors des prochaines échéances et 21 % préféreraient les voir rompues dès maintenant. « *Quelle est la probabilité de nouvelles élections anticipées ?* » Ce sondage a été réalisé les 6 et 7 septembre par téléphone, auprès d'un échantillon national représentatif de mille quatre personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

En Polynésie française

Rupture de l'alliance entre M. Flosse et M. Vernaudon

PAPEETE de notre correspondant

Nouveau rebondissement dans le feuilleton politique tahitien : deux des membres du gouvernement territorial polynésien ont été démis de leurs fonctions lors du conseil des ministres qui s'est réuni, mercredi 11 septembre, sous la présidence de M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat (app. RPR). Il s'agit de MM. Joël Buillard, nommé en avril dernier ministre de l'éducation et de la formation professionnelle, et Jean-Claude Terrieroliers, ministre chargé de la jeunesse, des sports, des postes et télécommunications. Tous deux appartenaient au Aia Api (Patrie nouvelle), le mouvement conduit par M. Emile Vernaudon, député non inscrit de la deuxième circonscription et président de l'Assemblée territoriale, qui avait conclu un pacte de gouvernement avec M. Flosse au lendemain des élections territoriales du mois de mars.

La formation gouvernementale, dans laquelle quatre nouveaux

ministres ont été nommés, bénéficie désormais, en revanche, de l'appui du Here Aia (Amour de la patrie), l'ancien parti d'opposition que préside le maire de Papeete, M. Jean Juvenit, qui faisait jusque-là équipe, dans l'opposition, avec M. Alexandre Léontieff, député non inscrit de la première circonscription, battu par M. Flosse en mars.

Après un temps de réflexion, le ministre de la qualité de la vie, de l'environnement, de l'aménagement et des transports terrestres, le maire de Moorea, M. Pierre Delors, qui avait été reconduit, mercredi, dans ses fonctions, a annoncé le lendemain qu'il démissionnait aussi du gouvernement. Il regagne ainsi dans l'opposition la formation conduite par M. Vernaudon.

MICHEL YIENGKOW

Un entretien avec M. Michel Mouillot

« Il ne peut y avoir en aucun cas d'alliance entre la droite et le Front national » nous déclare le maire de Cannes

Après l'annonce de la candidature de M. Jean-Marie Le Pen, dans les Alpes-Maritimes, aux élections régionales de mars prochain, le maire de Cannes, M. Michel Mouillot, président du PR et chef de file de l'UDF dans ce département, exclut, dans l'entretien qu'il nous a accordé, toute alliance avec le Front national pour diriger la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, même si la droite n'obtenait qu'une majorité relative des sièges.

CANNES

de notre correspondant régional

« Par sa complaisance à l'égard du Front national, la droite du département ne récolte-t-elle pas ce qu'elle a semé ? »

— On ne peut pas dire, en effet, que beaucoup d'élus de droite aient combattu l'extrême droite comme il aurait fallu le faire, mais il faut tenir compte de la situation politique particulière qui a été, jusqu'ici, celle du département, sous l'influence de M. Jacques Médecin, ainsi que de la sociologie électorale. Certains élus ont peut-être eu peur, aussi, de perdre des voix parmi leurs électeurs les plus conservateurs. C'était un mauvais

calcul, comme j'en ai fait la preuve à l'élection municipale partielle de Cannes en janvier 1990. La population a approuvé mon attitude offensive envers le Front national, puisque j'ai été réélu dès le premier tour.

— Comment faire barrage à M. Le Pen aux régionales ? Suffit-il de dénoncer son « parachutage » ?

— M. Le Pen a jeté son dévolu sur les Alpes-Maritimes parce que c'est dans ce département qu'il espère faire le meilleur score, en profitant du vide créé par le départ de M. Médecin. On ne peut pas lui interdire de se présenter, mais il est évident qu'il poursuit une ambition personnelle, sans se soucier des préoccupations de la population.

« Nous devons le combattre à travers un débat d'idées, en opposant nos valeurs humanistes à la philosophie politique qu'il incarne, fondée sur la xénophobie, le racisme, l'exclusion, l'intolérance ; dénoncer son discours simpliste et démagogique ; montrer l'indigence de son programme dans les domaines économique, culturel, sportif, d'éducation, etc. ; lui arracher, sans relâche, le masque sous lequel il s'avance. Donc, se placer sur un terrain politique et ne pas transiger sur nos convictions. C'est ce que les électeurs attendent de nous. Personnellement, je suis

totallement confiant dans le résultat des élections (1).

Pas d'accord avec M. Tapie

— Que pensez-vous de ceux qui, dans les rangs du RPR ou, même, de l'UDF, se réclament toujours de M. Médecin et du médécinisme ?

— On ne peut pas avoir un double langage. Le médécinisme a été, certainement, une des pages marquantes de l'histoire de Nice et du département. Mais, aujourd'hui, c'est le passé. Je constate, de plus, que les médécinistes de droite sont en concurrence avec les lepenistes. Tout le monde ne peut pas, en même temps, récupérer M. Médecin. L'ancien maire de Nice, c'est un fait, a avalisé par avance la candidature de M. Le Pen en se déclarant d'accord à 99 % avec les thèses de l'extrême droite. Donc, il est indispensable que tous les candidats figurant sur la liste RPR-UDF fassent preuve d'une grande honnêteté et d'une grande clarté vis-à-vis des électeurs.

— La droite ne serait-elle pas plus crédible si elle annonçait qu'il n'y aura pas d'alliance, ni, d'ailleurs, de majorité de coalition avec l'extrême droite ?

— Elle doit se manifester, sur ce sujet, avant les élections. Pour moi, il ne peut y avoir, en aucun cas, une alliance quelconque avec

le Front national. Si nous sommes véritablement combattifs et si le débat d'idées se développe comme je le souhaite, M. Jean-Claude Gaudin conservera la présidence de la région, sans qu'il ait besoin de solliciter le concours de l'extrême droite et même si nous n'obtenons qu'une majorité relative, car je ne pense pas que les socialistes se feront les complices de M. Le Pen. Mais, parallèlement, après tout ce qui s'est passé à l'Est, il est inconcevable que le PS ne dénonce pas sa propre alliance avec le dernier Parti communiste stalinien d'Europe. Si, d'autre part, M. Bernard Tapie comptait sur une partie de la droite modérée pour constituer une majorité de rechange, il en serait pour ses frais : les idées socialistes ne sont pas les nôtres ; nous les combattons et nous proposons, précisément, un troisième terme face à l'alternative du PS et du Front national.

Propos recueillis par GUY PORTE

(1) Selon un sondage effectué en avril 1991 par la SOFRES auprès de cinq cents personnes, la liste du RPR et de l'UDF aurait alors recueilli 40 % des voix ; la liste du Front national, dirigée par l'ancien député, M. Jacques Peyrat, 22 % ; la liste du PS, 21 % ; les écologistes, 11 % ; le PCF, 6 %.

هكذا في الأصل

55 من الاول

POLITIQUE

Devant les élus des communes de moins de vingt mille habitants

M. Mitterrand appelle à la solidarité financière en faveur des petites villes

Au lendemain de sa conférence de presse, M. François Mitterrand s'est rendu, jeudi après-midi 12 septembre, à Chinon (Indre-et-Loire), dont le maire, M. Yves Dauge, est son conseiller, à l'Élysée, pour les questions de la ville. Après avoir parcouru les rues médiévales de la cité natale de Rabelais, le président de la République s'est adressé aux maires des petites communes (dont la population est comprise entre trois mille et vingt mille habitants), réunis pour les premières assises organisées par leur association, présidée par M. Martin Malvy (PS), maire de Figeac et député du Lot.

CHINON

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas parce que la veille il avait abordé pendant plus d'une heure et demie l'actualité générale devant les représentants de la presse que M. Mitterrand allait renoncer à s'exprimer devant quatre cents élus de petites villes sur le sujet qui les préoccupe. Pendant plus d'une heure, le président de la République a évoqué la décentralisation et l'aménagement du territoire. Chef de l'État, certes, mais aussi ancien élu local pendant trente-deux ans dans la Nièvre, il a mêlé souvenirs de son expérience et lignes d'action future.

A six mois des élections cantonales et régionales, M. Mitterrand a rappelé tout le bien qu'il pense de la loi de décentralisation mais il en a souligné au moins un aspect « déficient » : « Je m'inquiète de la politique des permis de construire, de ce rapport de faiblesse dans lequel se trouve le maître face aux promoteurs immobiliers », a-t-il dit. Après avoir qualifié les présidents de conseils généraux de « nouveaux seigneurs », le chef de l'État a souligné que ces derniers et « les présidents de conseils régionaux ne deviennent pas des petits Colbert ou des petits Napoléon Bonaparte ».

Observant que le rôle des préfets et des sous-préfets est « parfois menacé par un besoin de décentralisation », c'est-à-dire de pouvoir exécutif, chez beaucoup d'élus locaux », M. Mitterrand a souligné la nécessité pour l'État de « garder son rôle de maintien de l'unité nationale, de soutien de fortes traditions structurelles ». Il s'est déclaré partisan d'accroître la décentralisation mais en assurant de sa « fidélité à la notion d'État ».

Un hommage à M^{me} Edith Cresson

Avant d'encourager ses interlocuteurs à être « les maîtres d'école de la démocratie » et à adopter pour règle le dialogue et le cadre constructif, « le seul qui soit bon pour le pays », M. Mitterrand s'est référé à la loi du 14 mai instituant une coopération entre communes riches et communes pauvres. Il a ajouté : « Je demande au gouverne-

ment de mettre au point un projet de solidarité financière qui soutiendrait les petites villes et les communes rurales dans leurs projets de développement ». Un rapport du gouvernement sur ce sujet sera déposé au Parlement avant le 15 octobre.

Traitant du désenclavement, le président de la République a observé qu'il n'impliquait pas seulement la mise en place de grandes infrastructures, mais aussi, par exemple, la création d'emplois.

« Il faut que le gouvernement agisse de façon très volontaire. (...) J'entends souvent critiquer Edith Cresson à tort. Si vous voulez une volonté, vous en avez une, ce n'est pas tous les jours... », a-t-il lancé avant de proposer une accentuation du transfert des activités de l'Île-de-France vers les autres régions et de recommander à l'État de donner l'exemple. M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, et M. André Laignel, secrétaire d'État - présents à Chinon - proposeront « d'ici peu un plan d'ensemble de localisation avec un calendrier pour disperser, diffuser l'ensemble de ces services sur l'étendue du pays ». M. Mitterrand a cité le cas de la Poste où, sur proposition de M. Gérard Delfau, sénateur socialiste de l'Hérault, mille cinq cents des six mille emplois d'administration centrale seront transférés en province. Il a indiqué que le prochain budget pour 1992 prévoit des primes à la mobilité des personnes.

ANNE CHAUSSEBOURG

Après la conférence de presse du président de la République

Renforcer le poids des centres urbains... et de la gauche au Sénat

Au cours de sa conférence de presse du mercredi 11 septembre, M. François Mitterrand a fermement soutenu l'action de M^{me} Edith Cresson, notamment sa volonté de développer la formation en alternance. Mais il lui a aussi confié une mission politique, dont un des éléments pourrait être une réforme du mode d'élections des sénateurs.

Le gouvernement va-t-il entrer en conflit avec la majorité du Sénat ? Probablement, puisque M. François Mitterrand, s'il a reconnu - en le regrettant - l'impossibilité de modifier, dans l'immédiat, le mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers généraux, n'a pas exclu un changement du scrutin sénatorial (1). Or la mise en œuvre d'une telle réforme avant le prochain renouvellement du tiers du Sénat, en septembre 1992, donnerait satisfaction à la gauche mais ne pourrait que heurter la droite, puisque l'amélioration de la représentativité de l'Assemblée du palais de Luxembourg - objectif avoué - aurait comme conséquence une diminution de la prépondérance de la droite.

Depuis plusieurs années, M. Guy Alloche, sénateur PS du Nord, se plaint que le poids des députés des communes rurales dans le collège électoral sénatorial ne corresponde plus à la réalité démographique du pays, pénalise les villes... et la gauche. Le sys-

tème actuel, en effet, crée de grandes distorsions entre la population de chaque commune et le nombre d'électeurs sénatoriaux que son conseil municipal peut désigner, et cela au bénéfice des plus petites. Ainsi, par exemple, une commune de moins de trois mille habitants n'a que sept fois plus de député que sa voisine treize fois moins peuplée ; une ville de vingt mille habitants n'a que deux députés de plus qu'une de dix mille.

Résultat, et en se référant au recensement de 1982, les communes de moins de mille quatre cent quatre-vingt-dix habitants, qui ne regroupaient que 22,3 % de la population française, disposaient de 37,5 % des députés sénatoriaux, alors que les villes de plus de trente mille habitants, n'en avaient que 16,3 % bien qu'y habitaient 32,9 % de la population. Cela permet à M. Alloche de remarquer que « les droits civiques de l'habitant d'une commune de cinquante habitants sont trente fois plus forts que ceux d'une ville de mille habitants ».

Scrutin majoritaire et scrutin proportionnel

Le groupe socialiste du palais de Luxembourg avait donc rédigé, en novembre 1989, une proposition de loi corrigeant cette situation. Dans les derniers temps de son existence, le gouvernement de M. Michel Rocard avait repris à son compte cette idée, et rédigé un projet de loi qui est prêt, si la

décision en est prise, à être soumis au Conseil d'État. Retenant une solution simple, ce texte prévoyait que chaque commune dispose d'un grand électeur par tranche de cinq cents habitants, et que, dans celles de plus de trois mille cinq cents habitants, ceux-ci soient désignés à la proportionnelle.

Le gouvernement d'alors, comme M. Alloche, souhaitait aussi que les sénateurs eux-mêmes soient élus à la proportionnelle dans les départements désignant trois sénateurs ou plus, alors que pour l'instant ils le sont au scrutin majoritaire dans les départements qui élisent moins de cinq sénateurs, et au scrutin proportionnel dans les autres. La modification du collège électoral ne devrait pas avoir de grandes conséquences politiques. En revanche, l'extension de la proportionnelle pourrait permettre aux socialistes de prendre, progressivement, une vingtaine de sièges à la droite.

La partie du code électoral, qui répartit les membres du collège électoral sénatorial entre les communes et qui fixe le seuil au-delà duquel les sénateurs sont élus à la proportionnelle peut être modifiée par une loi simple : la majorité de l'Assemblée nationale peut donc imposer de telles réformes à un Sénat qui les refusait. C'est pourquoi le gouvernement Rocard avait décidé d'en rester là, alors que les socialistes souhaitent aller bien au-delà.

Une autre distorsion démographique met en effet à mal le principe constitutionnel de l'égalité des suffrages. Depuis 1948, il est admis que le nombre de sénateurs dont dispose chaque département est déterminé par une clé de répartition démographique : un siège pour les cent cinquante mille premiers habitants et un siège supplémentaire par tranche de deux cent cinquante mille habitants supplémentaires. Seulement, la dernière modification du tableau de répartition sénatorial remonte à 1976, et depuis il y a eu deux recensements. Pour en tenir compte, il faudrait accorder un siège supplémentaire à dix-sept départements, et en supprimer un dans deux (la Creuse et les Hauts-de-Seine), et même deux à Paris. Ce qui veut dire qu'il faudrait créer treize postes sénatoriaux supplémentaires sur le modèle de la loi de 1976 qui en avait institué trente-trois de plus.

Associées à la réforme prévue, ces créations favoriseraient surtout la gauche. Or pour accroître le nombre de sièges sénatoriaux il faut une loi organique, ce qui permet, en vertu de la Constitution, à la majorité du Sénat de disposer, sur ce point précis, d'un droit de veto.

THIERRY BRÉHIER

(1) Les sénateurs sont élus au suffrage indirect, dans le cadre départemental, par un collège composé de députés des conseils municipaux, de tous les conseillers généraux, des conseillers régionaux élus dans le département concerné, et des députés. Le Sénat est renouvelable par tiers tous les trois ans.

M. Gérard Longuet invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury-RTL-le Monde » dimanche 15 septembre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député UDF de la Meuse répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton du Monde et de Dominique Pennequin et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Élection législative partielle en Loire-Atlantique

M. Claude Evin, ancien ministre de M. Rocard tente de retrouver son siège de député

Le premier tour des élections législatives partielles dans la huitième circonscription de la Loire-Atlantique a lieu dimanche 15 septembre. Ce scrutin a été rendu nécessaire par la démission de M^{me} Marie-Madeleine Dieulouard (PS), suppléante de M. Claude Evin, ancien ministre du gouvernement de M. Michel Rocard, qui cherche à récupérer son siège.

SAINT-NAZAIRE

de notre envoyé spécial

Saint-Marc ne voue pas à M. Claude Evin une tendresse démesurée. Les rivières de ce quartier de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) n'ont guère apprécié les dernières initiatives de la mairie socialiste de la ville, tels ces trois cents galets ou dérapants les vélos. Ou encore cette grande toilette architecturale qui, au motif de lutter contre la vétusté, a rendu la corniche tristounette, ce qui est un comble pour ce lieu de pèlerinage où Jacques Tati tourna les Vacances de M. Hulot. Il était donc compréhensible que l'ancien ministre (santé, affaires sociales et solidarité) de M. Michel Rocard, s'y rendit, ce soir-là, un brin inquiet. Or la réunion de quartier s'est déroulée sans accroc. On a parlé très sagement du RMI, de la CSG, mais personne n'a fulminé à propos des galets glissants.

C'est peu dire que la campagne n'endosse pas les esprits. Certes, une escouade de contre-manifestants s'est formée, mardi 10 septembre, aux forces de l'ordre devant la salle des sports de Saint-Nazaire, au moment où M. Jean-Marie Le Pen, nouveau prophète de l'écologie, s'insurgeait contre le gavage des oies et l'élevage des veaux aux hormones.

Mais tout cela, au fond, n'était que brouillies. Saint-Nazaire, haut-lieu de la fièvre sociale, en a vu d'autres.

Apparition d'un épouvantail

L'abstentionnisme, tel est, comme ailleurs, le véritable ennemi du candidat Evin, donné favori au second tour en ce fief historique de la gauche (1). « Dites aux gens autour de vous de voter comme ils le veulent, mais au moins qu'ils votent », demande-t-il aux participants à ses réunions. Le lieutenant de M. Rocard a même rencontré quelques difficultés, au départ, à mobiliser l'ensemble des troupes socialistes, le courant local de Socialisme et République, par exemple, traînant plutôt les pieds.

La présence à la tête de son comité de soutien de M. Joël Betteux, maire chevronné de Saint-Nazaire, qui s'emploie à gommer l'image de « ville rebelle » architecturale, n'a pas aidé personne. Les relations entre les deux hommes ont toujours été crispées, surtout depuis 1988, quand M. Evin, soupçonné, avait refusé de prendre pour suppléant M. Betteux. « Je n'ai aucune vocation pour jouer au pendu », avait-il alors écrit dans une missive privée, opportunément rendue publique par d'autres que lui. Le climat, il est vrai, a légèrement changé ces derniers jours avec l'arrivée des témoins parisiens. « La venue de M. Le Pen peut nuire à la conscience civique des gens », dit-on dans l'entourage de M. Evin, où l'on n'est pas trop chagriné de l'apparition d'un épouvantail.

Car ce n'est pas le gaulliste Etienne Garnier, candidat unique de l'opposition, qui joue ce rôle. Cet énarque parisien, parachuté il y a une vingtaine d'années, ancien conseiller de M. Jacques Chaban-Delmas à l'hôtel Matignon et

aujourd'hui « chiraquien pas exemplaire », comme il se définit, entretient des rapports d'une grande urbanité avec le maire, M. Betteux, et peut même louer les qualités de M^{me} Marie-France Belin, la candidate trotskiste de Lutte ouvrière. Ses adversaires ironisent sur son peu d'enthousiasme à « aller au casse-pipe », ce qu'il n'est évidemment. Rien de tel, en tout cas, pour le requinquer et l'amener à pourfendre le « tempérament nul et froid » de M. Evin, qui « n'a rien apporté à Saint-Nazaire ». Mais il reconnaît que ses songes sont plutôt à La Baule, où il guigne la succession de M. Olivier Guichard, député de la septième circonscription voisine et baron du gaullisme régional.

« Nettoyage des écuries d'Angias »

M. René Bouin, candidat du Front national, est un tout autre « client ». Comme il était prévu, ce conseiller juridique, ancien dirigeant national d'un syndicat étudiant de droite, la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF), fait son miel des « affaires » locales touchant au financement du Parti socialiste, sur lesquelles un industriel nantais sous les verrous, M. René Trager, distille ses révélations. Le voilà donc campant dans le rôle de « Nettoyage des écuries d'Angias ». Dans sa croisade contre les « associations de malfaiteurs », il vient même de s'emparer d'une autre cause, celle des hémophiles contaminés par le virus du sida. Le clou de sa campagne : évoquer la perspective de « faire citer M. Evin (ancien ministre de la santé) et ses prédécesseurs pour crime contre l'humanité ».

Sur sa gauche, M. Evin devra compter avec M. Jean-Louis Le Corre, l'indémodable maire communiste de Trignac, cité-dortoir

des ouvriers de l'Aérospatiale et des chantiers navals. Élu depuis 1977 avec des majorités royales, avec ou sans union de la gauche, M. Le Corre a pour patronnerie contre les orages de l'histoire un charisme personnel, que ses adversaires lui reconnaissent volontiers. Comment s'en étonner ? Cet ajusteur-outilleur, communiste orthodoxe qui célèbre encore « l'amitié entre la France et l'URSS », a été le seul notable local à prendre fait et cause, cet été, en faveur des chasseurs de gibier d'eau « en lutte » contre le report de la date d'ouverture de la chasse. « La chasse populaire, dit-il, est un droit acquis sous la Révolution française ».

M. Evin a refusé tout accord de désistement avec le candidat du PC. Restent les Verts, qui tentent de chasser sur les terres au foin laissées par les partis traditionnels. Dans une région souffrant de la remontée de la salinité provoquée par le sur-croisement du canal du port de Nantes-Saint-Nazaire, leurs mises en garde rencontrent un écho grandissant. Mais l'empoi gnade entre frères ennemis de l'écologie est rude avec d'un côté, M. Joël Gicquard, candidat des Verts, et de l'autre, M. Jean-Claude Demare, porte-drapeau d'Ecologie-Solidarité, coalition locale regroupant des militants de Génération-écologie de M. Brice Lalonde et de l'Alternative rouge et verte (AREV). Les querelles de légitimité font rage : les premiers accusent les seconds de n'être que des « sous-traitants du PS ». Ils sont finalement les seuls à jeter un zeste d'épice et de suspense dans cette campagne en quête d'enjeu.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) Au premier tour des élections législatives de juin 1988, M. Claude Evin avait obtenu 49,61 % des voix contre 26,61 % à M. Etienne Garnier (RPR), 13,27 % à M. Louis Le Corre (PC), notamment. Il avait été réélu député au second tour avec 67,28 % des suffrages.

M. Rocard : « La France va bien. » - M. Michel Rocard a déclaré, jeudi 12 septembre, à Saint-Nazaire où il était venu soutenir M. Evin : « La France va bien. Elle est un des pays aux institutions les plus stables du monde. Elle détient un des records mondiaux de la moindre inflation, ce qui représente des exportations et des emplois. Notre déficit extérieur est moitié moindre qu'en 1980. Certes, elle a plus de chômage que d'autres en Europe, dû en partie au fait qu'elle a aussi plus d'enfants. Mais si cela aggrave les problèmes du présent c'est une garantie pour l'avenir. » (Corresp.)

Le Monde PHILATELISTES SEPTEMBRE 1991

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ SUR L'ANTARCTIQUE

● France : tous les timbres de la rentrée.
● Cartes postales : les postobots.
● Histoire postale : le travail.
● Télécartes et cinécartes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ANTENNE 2

15 septembre JOSPIN

Les socialistes ont-ils un avenir ?

Émission à 1 heure du matin

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La renégociation de la dette de Nice

M. Médecin est déclaré « comptable de fait »
par la chambre régionale des comptes

La chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur a rendu, le 12 septembre, son jugement définitif dans l'affaire de la restructuration de la dette de la ville de Nice en déclarant conjointement et solidairement « comptables de fait » des deniers de la commune, pour une somme de 5 767 023 F, l'ancien maire (CNI), M. Jacques Médecin, ainsi que la société Analyses et recherches de financements pour les collectivités locales (AREFIC). Tout en maintenant une « réserve générale », elle a, en revanche, exonéré de toute responsabilité les autres protagonistes de cette affaire (notamment l'actuel maire de Nice, M. Honoré Baillet, apparenté RPR) qui avaient été déclarés gestionnaires de fait dans un jugement provisoire en date du 12 juillet 1990.

NICE

de notre correspondant régional

L'affaire remonte à 1986. Le 26 juin de cette année, le conseil municipal avait voté une délibération confiant à la société AREFIC la mission de négocier le rembourse-

ment d'anciens prêts et de mettre à sa disposition de nouveaux emprunts de substitution à des taux plus avantageux. L'opération avait donné lieu à une convention signée le 3 juillet, prévoyant une rémunération d'AREFIC fixée à 3 % hors taxe sur les sommes effectivement mises à la disposition de la ville par la société et de 0,75 % sur celles correspondant à de nouveaux emprunts pour lesquels elle aurait apporté son assistance technique. Elle avait porté, effectivement, sur moins du tiers de la dette totale de la ville (soit 664,3 millions de francs sur 2 milliards de francs) et, en définitive, le service rendu par AREFIC s'était limité à la négociation d'un prêt de 205,2 millions de francs accordé par l'un de ses actionnaires, la BNP.

Les conditions financières de ce prêt s'étaient révélées, de surcroît, si peu avantageuses pour la ville que celle-ci avait dû le renégocier, elle-même, trois ans plus tard. D'autre part, les taux d'honoraires pratiqués par AREFIC étaient le double de ceux qu'elle pratiquait habituellement. La société avait perçu une commission totale de 13 090 381 F, somme sur laquelle elle avait reversé, 3 127 000 F à un cabinet d'analyses financières dirigé par M. Thierry Perrin, 1 585 000 F à une autre société, la SARL Delatana (liée à M. Perrin) et 5 372 000 F à une association, sans existence légale, Club SUD dont la seule « dirigeante » était M^{lle} El-

sabeth Arnulf, par ailleurs attachée de direction de la SARL Europ Show ayant pour gérant un proche de M. Médecin, M. Lucien Salles, également, à l'époque, directeur de Nicos-Opéra (1). Tous ces intermédiaires n'ayant eu aucun rôle officiel dans l'opération puisque n'étant pas partie à la convention du 3 juillet 1986.

« Extraction irrégulière de fonds publics »

Dans son jugement définitif, la chambre régionale des comptes considère que la société AREFIC « n'a pu apporter la preuve, même minimale, que son intervention a été nécessaire » dans la plus grande partie de l'opération de restructuration de la dette de la ville. Qu'ainsi « elle a facturé des services qu'elle n'a pas rendus » en participant à l'émission de « mandats fictifs » et à « l'extraction irrégulière de fonds publics » pour une somme de 5 767 000 F, « en vue de se constituer une liberté qu'elle savait partager avec des tiers ». La chambre estime, par ailleurs, que M. Médecin « a directement organisé l'intervention d'AREFIC » et qu'il n'a pu ignorer, en conséquence, la liberté consentie à cette société. En revanche elle a exonéré de toute responsabilité les autres protagonistes de l'affaire qui avaient été déclarés « comptables de fait » dans son jugement provisoire du 12 juillet 1990, c'est-à-dire, outre M. Médecin, la société ARE-

FIC et les intermédiaires, l'actuel maire (app. RPR) de Nice, M. Baillet, qui était, au moment des faits, adjoint aux finances, ainsi que trois autres conseillers municipaux ayant signé des mandats au profit d'AREFIC, M^{me} Yvette Hancy, M^{me} Maurice Chapelin et Max Vérola.

Au sujet de M. Baillet, la chambre estime que son intervention « semble s'être interrompue après la signature de la convention » et qu'il ne peut, en l'état actuel du dossier, « être impliqué dans la certification fallacieuse qui a entraîné l'extraction irrégulière de fonds ». En se fondant, uniquement sur la théorie du mandat fictif, elle constate, par ailleurs, que les intermédiaires n'ont pas signé la convention et n'ont participé « ni à la facturation fallacieuse, ni à la certification consciencieusement inexacte du service fait ». Si bien qu'elle ne peut apporter la preuve qu'ils ont participé à l'extraction irrégulière des fonds. Son jugement constitue, cependant, une base sérieuse pour engager contre eux des poursuites pénales, une enquête préliminaire de police ayant été ordonnée, sur ces faits, le 27 mars 1990, par le procureur de la République de Nice.

GUY PORTE

(1) Dans l'affaire d'Europ Show, le tribunal correctionnel de Nice a condamné, le 18 juin dernier, M. Lucien Salles à un an de prison ferme (Le Monde du 20 juin).

ÉDUCATION

En région parisienne

Les petits problèmes de la rentrée scolaire

La rentrée scolaire en région parisienne est marquée, comme d'habitude, par un certain nombre d'accrocs. Ainsi, à Ferrière-sur-Bré (Seine-et-Marne), parents et enseignants ont organisé une classe sauvage et bloqué la route nationale à Villeneuve-le-Roi pour protester contre une suppression de poste.

On note aussi une grève des enseignants à l'école de la rue des Cheminets (Paris-19^e) et une occupation de l'école Eugène-Varin (Paris-10^e) par les parents pour obtenir la réouverture d'une classe fermée.

Grogne, également, au collège Pierre-de-Geyter de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où des travaux de réfection ne sont pas terminés et posent de sérieux problèmes de sécurité, selon les enseignants qui se sont mis en grève jeudi.

D'une manière générale, cependant, M^{me} Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'académie de Paris, a estimé, jeudi 12 septembre, que la rentrée scolaire dans la capitale ne soulève pas de problème majeur.

Ainsi les quelque cent cinquante collèges et trois cents lycées qui n'étaient pas encore inscrits la semaine dernière ont pratiquement tous, selon le recteur, trouvé un établissement d'accueil, et les derniers dossiers en instance devraient être réglés dans les jours à venir.

Quant aux enfants des familles installées quai de la Gare, le rectorat souligne qu'ils seront tous accueillis : une classe de cours préparatoire a été ouverte à l'école de la rue Dunois (Paris-13^e), ainsi qu'une classe maternelle.

EN BREF

□ L'affaire des « fausses factures du Sud-Est » devant le tribunal le 27 novembre. — La première audience du procès des « fausses factures du Sud-Est », dans laquelle neuf personnes sont poursuivies pour faux en écriture de commerce et abus de biens sociaux, a été fixée, jeudi 12 septembre, au mercredi 27 novembre par la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par Jacqueline Chevalier. Le procès doit durer trois semaines, jusqu'au 13 décembre. Parmi les inculpés, figure notamment Gérard Monast, ancien PDG de la société Urba, responsable de la collecte des fonds pour le Parti socialiste lors de la campagne présidentielle de 1988. A l'origine, trente-six personnes avaient été inculpées, mais vingt-sept ont bénéficié d'un non-lieu ou de l'amnistie liée au financement des campagnes électorales ou des partis politiques.

□ La prison d'Ajaccio désertée par ses surveillants. — Les surveillants qui devaient prendre leur service à la maison d'arrêt d'Ajaccio mercredi 11 septembre ont tous déposé des avis d'arrêt-maladie de quatre jours afin de protester contre les heures supplémentaires qui leur sont imposées. Cette maison d'arrêt, qui compte cinquante détenus, vit en effet des heures difficiles : sur les vingt-cinq surveillants de la prison, huit sont actuellement en arrêt-maladie prolongé et quatre en congé annuel. Les surveillants restants sont donc contraints de faire de nombreuses heures supplémentaires. L'administration pénitentiaire a envoyé à Ajaccio un contingent d'une dizaine de surveillants du continent qui sont assistés de CRS, jeudi, après des contrôles médicaux, deux des surveillants qui avaient des arrêts-maladie la veille ont dû reprendre le travail.

□ Dépôt de plainte après le décès d'une détenue de la prison de Nancy. — Le parquet de Nancy a ouvert une information judiciaire à la suite du décès, jeudi 12 septembre, de Corinne Hellis, détenue à la maison d'arrêt de Nancy (Meurthe-et-Moselle) depuis le 13 août pour émission de chèques sans provision. Souffrant de crises

d'asthme fréquentes, la jeune femme, âgée de trente et un ans, est morte d'un arrêt cardiaque au CHU de Nancy, où elle avait été transférée. Son époux a mis en cause la façon dont elle avait été soignée au cours de sa détention.

□ Un médecin pris en otage, puis libéré à la centrale de Clairvaux. — Un détenu de la centrale de Clairvaux (Aube), Mohamed Bhar, de nationalité algérienne, a pris en otage pendant près de deux heures, jeudi 12 septembre, le docteur Datta, médecin psychiatre, avant de le relâcher vers 20 h 20, à la suite de négociations menées par M. Claude Assiet, directeur régional de l'administration pénitentiaire, et de se rendre, Mohamed Bhar, condamné à vingt ans de réclusion pour vol, souffrait de problèmes psychiques et demandait à être transféré dans un établissement psychiatrique préfectoral. Il avait été récemment placé en quartier disciplinaire pour avoir volé un blouson, d'ailleur il ne avait commis.

□ Condamnation d'un conservateur gersois pour tromperie sur le foie gras. — Alain Barquier, PDG d'une conserverie qui porte son nom à Castelnaud-Auzan (Gers), a été condamné, jeudi 12 septembre, à deux ans de prison avec sursis et 25 000 F d'amende pour tromperie sur la qualité du foie gras, par le tribunal correctionnel d'Auch. Les juges ont très exactement suivi les réquisitions du ministère public (Le Monde du 26 juillet). Les analyses du laboratoire du service de répression des fraudes ont révélé que le foie gras, motif d'inculpation, « tromperie, tentative de tromperie, falsification et mise en vente de denrées falsifiées », alors qu'Alain Barquier devait livrer 850 000 boîtes de foie gras de canard à bas prix au bénéfice d'une centrale d'achats alimentant divers supermarchés. — (Corresp.)

□ Ouverture d'une enquête après la diffusion par TF1 d'un film sur l'attentat du DC-10 d'UTA. — Le procureur de la République de Paris, M. Bruno Cotte, a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire, à la demande du ministre de la justice, pour déterminer les circonstances dans lesquelles TF1 a entrepris de diffuser des extraits d'un film sur l'attentat survenu le 19 septembre 1989 contre le DC-10 d'UTA (cent soixante-dix morts). Le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière, chargé de l'enquête, avait fixé rendez-vous aux parties civiles, le 20 septembre, pour leur projeter le film retraçant l'attentat et l'enquête (Le Monde du 12 septembre).

□ M. Jean Oltra condamné à un an de prison. — M. Jean Oltra, ancien directeur de Nice-Communication et du Comité des fêtes de la ville de Nice, a été condamné pour abus de confiance, vendredi 13 septembre, à un an de prison

et à 500 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Nice. Le bras droit de M. Jacques Médecin, n'avait pu justifier les avances reçues pour un montant d'un million de francs, dont une partie avait servi à régler ses impôts (Le Monde du 4 septembre). Le substitut du procureur, M. Pierre-Claude Scholten, avait requis une peine de deux ans de prison et un million de francs d'amende.

□ Manifestation des surveillants de prison de l'U.F.A.P. — Près d'un demi-millier de surveillants de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (U.F.A.P.) ont manifesté jeudi 12 septembre, à Paris, non loin du ministère de la justice, afin d'exprimer leur « mécontentement » face à la politique pénitentiaire de la chancellerie.

□ Double tentative de suicide à la maison d'arrêt de Nice. — Michel Kaci, vingt-cinq ans, prévenu pour recel de chèques, et Farid Sissi, vingt-trois ans, prévenu pour vol à main armée, tous deux incarcérés à la maison d'arrêt de Nice, se sont ouvert les veines, mercredi 11 septembre vers 14 h 30. Ils avaient demandé au main à correspondre, à rencontrer en parloir et à épouser leurs amies respectives, emprisonnées dans le quartier des femmes. Secourus rapidement grâce à l'intervention du surveillant d'étage, les deux hommes, qui s'étaient retrouvés dans la même cellule, ont été hospitalisés à Nice.

□ Attentat contre une agence immobilière à Bayonne. — Un engin explosif de fabrication artisanale a endommagé, dans la nuit de jeudi 12 à vendredi 13 septembre, la façade d'une agence immobilière du centre-ville de Bayonne, sans faire de victimes. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les enquêteurs orientent leurs recherches vers l'organisation séparatiste basque (Iparratarak).

□ Un mort et deux blessés dans une rixe à Cognac. — Un déseur de vingt et un ans a été tué à coups de carabine et deux autres personnes blessées, dont une grièvement, jeudi soir 12 septembre, dans le centre de Cognac (Charente), à la suite d'une rixe entre bandes rivales. La victime, Paolo Brendao, demeurant chez des amis à Cognac, est décédée des suites de ses blessures au cou et à l'aiselle. Huit personnes, toutes connues des services de police, pour de petits trafics de drogue ou des vols divers, ont été interpellées par la police pour avoir participé à la rixe.

ESPACE

Lancement du satellite UARS par la navette Discovery

L'ozone sous l'œil de la NASA

La navette spatiale américaine Discovery a décollé de Cap Canaveral (Floride), vendredi 13 septembre à 01 h 11 (heures françaises), pour une mission de cinq jours destinée à mettre sur orbite un satellite d'étude de l'ozone atmosphérique, UARS. Entièrement militaire, l'équipage est composé de John Creighton, quarante-huit ans, commandant de bord, Kenneth Reighiter, quarante ans, pilote, et des spécialistes Charles Gamar, trente-six ans, James Buchli, quarante-six ans, et Mark Brown, quarante ans.

« Il s'agit d'un événement historique, car il marque la première mission de la NASA en faveur de l'environnement », estime Lennard Fisk, chercheur de l'Agence spatiale américaine. Le satellite UARS (Upper Atmosphere Research Satellite) inaugure en effet une série d'engins prévus pour être lancés d'ici à l'an 2 020 dans le cadre du programme d'étude de la NASA « Mission pour la planète Terre ». Objectif : l'étude de la couche d'ozone, ce gaz présent dans la haute atmosphère qui protège la Terre des rayons solaires ultraviolets, et dont la couche diminue de manière inquiétante, sous l'effet des CFC (chlorofluorocarbones) industriels, au-dessus de l'Antarctique.

La gros satellite UARS (plus de 7 tonnes, 3,6 milliards de francs) emporte toute une série d'instruments, qui, pour la première fois, permettront de mesurer depuis l'espace les modifications de cette couche d'ozone. Samedi 14 septembre, les cinq astronautes qui s'ajourneront à bord de Discovery le placeront à 600 kilomètres d'altitude, sur son orbite polaire définitive. Celle-ci, inclinée à 57°, permettra au satellite d'étudier l'atmosphère au-dessus de régions proches des pôles (le Canada dans l'hémisphère nord, la Terre de Feu dans l'hémisphère sud), là où les instruments terrestres, chaque printemps, mesurent un « trou »

d'ozone dont on explique encore mal l'apparition.

Pendant dix-huit mois, les neuf instruments embarqués par UARS mesureront les profils de température, les concentrations de gaz, le bilan énergétique du Soleil dans la haute atmosphère. L'appareil WIND II (Wind Imaging Interferometer), mis au point en collaboration entre l'Agence spatiale canadienne et le Centre national des études spatiales (CNES) français, étudiera quant à lui la dynamique de l'atmosphère. Capable de mettre en images tridimensionnelles les mouvements des vents stratosphériques, cet interféromètre digitalisé devrait permettre de mieux comprendre leur rôle dans la distribution de l'ozone stratosphérique.

Polémique sur les nuisances

Ce programme ambitieux n'a pas empêché une légère controverse entre scientifiques et défenseurs de l'environnement. Selon ces derniers, certains combustibles de la navette Discovery, parmi lesquels le chlorure d'hydrogène, pourraient en effet contribuer... à la destruction des molécules d'ozone atmosphérique. « Il est un peu paradoxal de voir les responsables d'une préieuse étude sur la destruction de l'ozone contribuer directement à ce problème », a déclaré Lanny Siegel, l'un des responsables du National Toxics Campaign Fund, une association américaine privée de défense de l'environnement.

Sans nier qu'un tir de navette entraîne une certaine pollution, la NASA rétorque que le nombre de lancements soutient mal, et de loin, la comparaison avec la quantité de CFC produite chaque année (plus d'un million de tonnes en 1989). « Il faudrait cinquante-quatre tirs de navette et trente-six tirs de fusées Titan par jour pour accroître d'un pour cent le processus de dégradation de l'ozone terrestre », estime la firme Thiokol, qui construit les fusées d'appoint des navettes.

Ca. V.

POLICE

A la Fédération autonome des syndicats de police

Le secrétaire général du syndicat des CRS est évincé

Une assemblée générale extraordinaire du Syndicat national indépendant et professionnel des CRS (SNIP), réunie au siège de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a évincé jeudi

12 septembre le secrétaire général de cette organisation, M. Elie Puigmal. Prenant soin d'agir sous le contrôle d'un huisier, les opposants ont adopté une motion annonçant la « dissolution » du bureau national, estimant que sa « légitimité (...) n'est plus reconnue ». Début septembre, plusieurs des opposants avaient déjà quitté le bureau national, car ils reprochaient à M. Puigmal de « mélanger le corporatif et le politique » et d'être trop proche du directeur du service central des CRS.

La légitimité de ce mini-putsch est controversée. « Je n'ai pas convoqué l'assemblée générale qui vient de me démissionner en violation des statuts syndicaux », affirme M. Elie Puigmal, élu deux ans plus tôt à la tête du syndicat.

Les « putschistes » ont pu se compter et confirmer qu'ils représentent une nette majorité des délégués des soixante compagnies républicaines de sécurité.

Il ne leur a toutefois pas été possible de consulter les quelque six mille adhérents de la « base » avant d'écarter un dirigeant démocratiquement élu en congrès.

Les délégués se sont donnés, jeudi 12 septembre, un nouveau dirigeant, M. Joaquim Masanet, tandis que M. Puigmal a lancé sa riposte en convoquant un congrès extraordinaire, les 8 et 9 octobre.

Sans condamner les « conditions d'élection » de M. Puigmal, le secrétaire général de la FASP, M. Richard Gerbaud, se contente de souligner qu'un débat interne est en cours chez les CRS. E. In.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

AFRIQUE CULTURELLE

Envoyer 40 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

46-62-73-75

ISAMBERT

OPTIQUE PHOTO
LENTILLES de CONTACT- 20 % sur lunettes et verres aux lecteurs
du Monde sur présentation de cette annonce

93, rue Saint-Lazare, 75009 Paris

☎ 48-74-11-38

Métro : Havre-Caumartin - Saint-Lazare

تحتفظ من الأصل

50 كذا من الاصل

SOCIÉTÉ

191 5

MÉDECINE

A la demande de la commission européenne des droits de l'homme

Un règlement amiable va être tenté entre l'Etat et un hémophile contaminé par le virus du sida

La commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, siégeant à Strasbourg à huis clos, a tenu, mercredi 11 septembre, une audience sur le bien-fondé d'une requête dirigée contre la France. Ce dossier concerne la durée d'une procédure administrative engagée par un hémophile contaminé par le virus du sida, et cherchant à se voir attribuer une indemnité.

Le malade, dont le nom n'a pas été rendu public, est un Parisien âgé de vingt-huit ans, sans activité professionnelle, dont l'état de santé impose aujourd'hui une hospitalisation. Il avait reçu, notamment entre septembre 1984 et janvier 1985, plusieurs transfusions sanguines à l'hôpital Saint-Antoine de Paris. On devait découvrir, le 21 juin 1985, qu'il avait été contaminé par le virus du sida.

Dès le 1^{er} décembre 1989, il présentait une demande préalable d'indemnisation au ministère de la Santé et de la protection sociale. Selon lui, cette contamination était la conséquence d'un retard fautif de l'administration française quant à la réglementation des produits sanguins. Le 30 mars 1990, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la Santé, lui faisait savoir par courrier qu'il rejetait cette demande.

Le 27 avril, le malade deman-

de l'assistance judiciaire, puis, le 30 mai, il déposait une requête en vue d'une indemnité devant le tribunal administratif de Paris. En octobre, il attirait l'attention des autorités judiciaires sur l'urgence de son cas, compte tenu de l'évolution de son état de santé, qui s'était brutalement aggravé. Il demandait alors au tribunal de mettre le ministère en demeure de conclure. «Aucune suite, dit-on à Strasbourg, ne fut donnée à cette demande.»

Datée du 12 décembre 1990, le mémoire du ministère ne fut déposé au tribunal administratif de Paris que le 21 février 1991. «Dans ce mémoire, explique-t-on encore à Strasbourg, le ministère a présenté une demande d'expertise estimant qu'il n'existait dans le dossier du requérant aucune information concrète et personnalisée sur sa situation médicale, ni sur les circonstances de survenue du dommage qu'il a subi.»

Suit encore une série de passes d'armes juridiques entre le requérant et le ministère français (mémoires en réplique, complément d'expertise).

Un retard anormal

En juillet dernier, la commission européenne des droits de l'homme, qui avait été saisie en février de la même année, déclarait «recevable» la requête, estimant que celle-ci posait «des questions de fait et de droit concernant la durée

de la procédure (...) et nécessitant un examen au fond». C'est sur le bien-fondé de cette requête que la commission s'est réunie à huis clos le 11 septembre à Strasbourg. Le gouvernement français y était représenté par quatre fonctionnaires et le requérant défendu par M^{re} Evelynne Lasserre, avocate au barreau de Paris. «La commission va maintenant poursuivre l'examen du bien-fondé de la requête et se tenir à la disposition des parties en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire, qui s'inspire du respect des droits de l'homme», indique-t-on à Strasbourg.

Il reste à connaître les termes financiers ou autres - que pourrait retenir un tel règlement amiable. Si, en revanche, aucune solution ne pouvait intervenir, la commission européenne des droits de l'homme rédigerait un rapport et émettrait un avis sur le point de savoir si ces faits constituent une violation par l'Etat français des obligations qu'impose à ce dernier la convention de sauvegarde des droits de l'homme.

Après la publication du rapport de M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, sur l'hémophilie et le sida (le Monde du 11 septembre), et dans l'attente des décisions judiciaires concernant les nombreux recours d'hémophiles contaminés devant les tribunaux administratifs français, l'épilogue juridique de l'affaire examinée à Strasbourg est du plus haut intérêt.

JEAN-YVES NAU

DÉFENSE

Le débat sur la stratégie de la France

L'armée de terre mettra en sommeil des unités de combat deux mois par an

Des unités de combat dans l'armée de terre française seront mises en sommeil deux mois par an, selon un plan de réorganisation des forces lié à la déflation des effectifs et à l'instauration d'un service militaire réduit à dix mois. Le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, l'a annoncé en début de semaine à la commission de la Défense du Palais-Bourbon, en soulignant la nouvelle situation en Europe.

Cette mesure, que prépare l'état-major et qui n'a pas été révélée à l'issue de l'audition de M. Joxe par les députés, concerne notamment les régiments du corps de manœuvre dans le Centre-Europe, qui réunissent quelque 100 000 hommes. Les unités professionnelles ou semi-professionnelles de la Force d'action rapide (FAR), qui rassemblent 47 000 hommes et jusqu'à 60 000 avec les réservistes, ne sont pas visées par cette mesure, de même que certaines unités de commandement (les transmissions, par exemple), qui doivent continuer à assurer leurs missions.

M. Joxe a expliqué qu'il fallait, compte tenu des nouvelles circonstances en Europe, distinguer entre la «disponibilité permanente» des recrues dans les régiments de l'armée de terre et ce qu'il a appelé la «disponibilité différée» des rappelés.

«Dans l'hypothèse, qui n'est plus aujourd'hui dominante, d'une crise armée en Europe, les unités de combat doivent continuer à être régies par la «disponibilité permanente». C'est donc le corps de manœuvre - la valeur de deux corps d'armée, dont quelques-unes des divisions sont en voie d'être dissoutes en Allemagne - qui est essentiellement touché par cette mesure. Trois considérations sont à l'origine de cette décision, qui oblige l'armée de terre à envisager d'organiser différemment la cohésion de ses régiments : la réduction à dix mois de la durée du service militaire en 1992 (le Monde du 11 juillet), la fin de la période dite des «classes» en centres d'instruction (le Monde du 12 septembre) et la déflation des effectifs, qui, dans la seule armée de terre, passerait de 280 000 à 230 000 ou 220 000 hommes (le Monde du 24 juillet).

«Dans cette nouvelle organisation, a ajouté M. Joxe, les unités de combat seront opérationnelles pendant une partie de l'année correspondant au temps de présence opérationnelle des appelés après leur formation. A l'issue des libérations du contingent et en attendant l'incorporation suivante, l'unité serait mise en sommeil pendant une période de deux mois.»

Une armée à plusieurs vitesses

Pendant deux mois par an, les cadres d'active suivront des stages de perfectionnement ou ils prendront leurs congés. Les matériels seront stockés en l'état et disposés sur cales. Les casernes seront entretenues et les appelés invités à rentrer chez eux. L'armée de terre alignera des régiments de son corps de manœuvre qui, selon les cas, seront amputés d'un quart ou d'un sixième de leurs personnels mis en sommeil.

«En cas de crise nécessitant la réactivation de ces unités, a exposé le ministre aux députés, les délais de préavis seront largement suffisants pour rappeler les jeunes appelés qui viennent de quitter leur service et qui retrouveraient tels quels leur emploi, leur encadrement et leurs équipements.»

M. Joxe a précisé que ce dispositif ne s'appliquerait pas à la FAR.

JACQUES ISNARD

M. Balladur souhaite une «organisation militaire propre à l'Europe»

Dans un article publié par le Figaro du vendredi 13 septembre, M. Edouard Balladur invite les hommes politiques français à ne pas demeurer «passifs» face à l'urgence de faire «progresser l'Europe tant sur les plans économique que militaire ou politique». Parmi les raisons «qui justifient une meilleure organisation de l'Europe», l'ancien ministre place la nécessité «d'une émancipation de cette Europe par rapport aux Etats-Unis» : «Nous devons, écrit-il, avoir de la reconnaissance pour les Etats-Unis, pour le rôle de défenseur de nos libertés qu'ils ont joué à plusieurs reprises, mais l'on ne peut accepter qu'à un demi-siècle de tutelle américaine sur le continent succède un autre demi-siècle de tutelle inchangée voire même renforcée du fait de l'effondrement soviétique.»

Définissant les conditions d'une «nouvelle architecture» de l'Eu-

rope, M. Balladur plaide pour un renforcement de l'Europe des Douze s'appuyant «sur une structure de décision plus efficace». Il suggère notamment que le président du conseil européen puisse être désigné par ses pairs pour une période de deux ans. En matière de défense, M. Balladur se prononce pour un maintien de l'alliance atlantique tout en considérant qu'une organisation militaire propre à l'Europe paraît nécessaire pour lui permettre de défendre mieux et plus elle-même, la stabilité et la sécurité du continent, comme ses intérêts dans le monde.

Sur le plan économique enfin, M. Balladur, assurant qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe de maintenir à ses portes une «zone de désordre et de pauvreté», est favorable à la signature avec les pays de l'Est de «traités d'association».

MICHEL DELBERGHE

SCIENCES

A l'occasion d'un congrès des sociétés géologiques

M. Curien plaide pour une coopération européenne dans la recherche sur la croûte terrestre

«Les Français ont un peu oublié les sociétés savantes. Celles-ci ont pourtant un rôle essentiel à jouer pour populariser les sciences de la Terre qui constituent une des bases des économies modernes et qui doivent donc faire partie de l'éducation. Si le public jeune en est convaincu, il leur donnera son soutien moral et matériel et les sciences de la Terre pourront bénéficier de bons budgets». En ouvrant le septième congrès de l'Association des sociétés géologiques européennes réuni du 10 au 12 septembre à l'UNESCO et portant sur la «connaissance de la croûte continentale européenne par la sismique et les forages», M. Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, a souligné une double nécessité : développer les sciences de la Terre pour mieux connaître la géologie profonde et les ressources du continent européen, sans oublier la genèse encore mal comprise des croûtes continentales ; associer plus étroitement les unes aux autres les sociétés géologiques - forcément assez petites - des pays européens pour rendre leur action plus efficace et mieux informer les géologues du monde entier et le grand public des progrès et de l'utilité des sciences de la Terre.

«Les actions pénales en cours ont déjà donné lieu à une instruction poussée, explique M. de Langre. Ce rapport appelle une action rapide du ministre dans des domaines qui lui sont propres. Il peut, par ailleurs, tirer toutes les conséquences de ce document en ce qui concerne les responsabilités gouvernementales.»

L'AFH explique «ne pouvoir encore une fois accepter un report d'échéance, alors que des décisions politiques et financières s'imposent de toute évidence».

Selon cette association, le gouvernement ne peut raisonnablement prétendre l'attente des décisions des tribunaux administratifs, qui, bien que nécessaires, n'apporteront pas de solution globale. Cette association demande enfin une nouvelle fois que «le gouvernement cesse de prêter la politique du pire par ses atavismes et qu'il s'engage réellement et rapidement dans la mise en place d'un véritable dispositif d'indemnisation».

chimiques de celles-ci, fluides contenus, etc.).

La plupart des pays européens sont déjà associés dans des programmes de sismique : plusieurs milliers de kilomètres de profils sont faits et de nouveaux programmes, concernant notamment la bordure méditerranéenne du continent européen, vont commencer incessamment. Des programmes analogues existent pour l'Europe de l'Est : la présence au congrès de nombreux scientifiques de ces pays peut laisser espérer qu'une bonne coopération va bientôt s'établir dans ce domaine à l'échelle de l'Europe entière.

Les forages profonds, par définition, sont des opérations ponctuelles. L'URSS en est le pionnier. Depuis 1965, les Soviétiques forment dans la péninsule de Kola (non loin du nord de la Finlande). En 1990, ils étaient parvenus à la profondeur de 12,3 kilomètres et continuent dans l'espoir d'atteindre le but qu'ils se sont fixé : la profondeur de 15 kilomètres. A ce forage-récord, il faut ajouter d'autres projets en cours de réalisation en URSS et aussi en Allemagne (10 ou 12 kilomètres de profondeur), mais très instructifs sont les forages faits ou en cours de réalisation en Belgique, en France, en Islande, en Grande-Bretagne, au Chypre, en Autriche, en Suisse, en Tchécoslovaquie, pour ne parler que des pays européens.

Sismique et forages ne doivent pas être opposés. Ce sont des méthodes complémentaires qui ont besoin l'une de l'autre. Les images indirectes données par la sismique sont forcément mieux interprétées si l'on dispose des informations directes recueillies dans les forages.

YVONNE REBEYROL

SPORTS

Une déclaration de M. Juan-Antonio Samaranch

Les Etats baltes à nouveau dans le mouvement olympique

LYON

de notre bureau régional

Les trois Etats baltes vont réintégrer le mouvement olympique dont ils ont été exclus après leur annexion par l'URSS, et leurs athlètes pourront participer aux Jeux d'Albertville, en février 1992. Selon M. Juan-Antonio Samaranch, son président, qui intervient jeudi 12 septembre à Chambéry, en conclusion de la première conférence des villes et régions organisatrices des Jeux d'hiver, la commission exécutive du Comité international olympique (CIO) devrait prendre cette décision lors de sa réunion, prévue la semaine prochaine à Berlin. Des contacts ont déjà été noués avec les différentes fédérations de ces pays, a reconnu M. Marc Hodier, membre du CIO et président de la fédération internationale de ski.

Le président du CIO a toutefois assorti de réserves les demandes formulées par les Républiques, soviétiques et yougoslaves, en quête d'indépendance. «Dans le cas des pays baltes, il s'agit d'une réadmission d'Etats désormais reconnus par la communauté internationale. Le mou-

vement olympique n'a pas à précéder les décisions politiques», a-t-il affirmé.

Par ailleurs, M. Samaranch a confirmé une disposition adoptée l'an dernier à Tokyo pour les Jeux d'hiver. Les villes candidates sont désormais autorisées à faire appel à d'autres régions ou pays pour l'organisation de certaines compétitions inscrites au programme olympique. Il a été notamment le cas de la Finlande, pays nordique qui n'a jamais accueilli les Jeux d'hiver parce qu'il ne possède pas les installations de ski alpin nécessaires. Dans cette hypothèse, ces épreuves pourraient se dérouler en Suède.

Cette modification répond, d'une certaine façon, aux préoccupations des villes organisatrices qui ont fait état de leurs difficultés à réunir ou à reconstruire certains équipements lourds et coûteux, comme les pistes de bobsleigh, les trempings de saut. Elle est destinée aussi à rassurer ceux qui s'inquiètent de «l'effet» des JO d'avoir détourné à leur profit des dépôts bancaires portant sur une somme de 700 milliards de yens, provenant de dix-sept sociétés financières, dont une banque étrangère encore non identifiée. (AFP)

o FOOTBALL : Monaco conforte sa première place. - Vainqueur à Saint-Etienne (1-0), jeudi 12 septembre, en match avancé de la dixième journée du championnat de France, Monaco compte quatre points d'avance sur Marseille, qui doit se déplacer à Sochaux, samedi 14. Metz, qui a battu Auxerre (2-1),

sur la préservation de l'espace montagnard. Tirant un premier bilan de son expérience, M. Michel Barnier, coprésident du Comité d'organisation des Jeux d'Albertville et président (RPR) du conseil général de la Savoie, a proposé que les villes candidates fournissent une étude d'impact sur l'environnement des projets présentés. Ce serait alors un nouveau critère de sélection. Le président du CIO n'y est, a priori, pas opposé.

MICHEL DELBERGHE

o JEUX OLYMPIQUES : une seule équipe pour les Républiques soviétiques en 1992. - Les fédérations sportives des Républiques de l'URSS ont décidé, jeudi 12 septembre, «à l'unanimité», de constituer une seule équipe pour les Jeux olympiques de 1992. Les trois Républiques baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie), dont le Conseil d'Etat de l'URSS a reconnu l'indépendance, ne semblent pas concernées par cet accord annoncé par la télévision soviétique. (AFP)

Actions pénales

L'Association française des hémophiles a annoncé, vendredi 13 septembre, qu'elle se joindrait aux diverses actions pénales actuellement en cours dans le cadre de la contamination des hémophiles par le virus du sida. Cette décision, rendue publique par M. Bruno de Langre, président de l'Association française des hémophiles, fait suite au rapport rédigé par M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales.

«Ce rapport établit une chronologie documentée qui apporte quelques pièces nouvelles, notamment en ce qui concerne les instances administratives et ministérielles, explique-t-on à l'Association française des hémophiles. Le manque de décision et la prédominance des critères économiques et industriels sont patents. Il faut bien constater que les organismes dont nous parcourons le fonctionnement dans ces documents ne sauraient manifestement pas prétendre avoir agi pour le mieux et au plus tôt dans l'intérêt des malades.» L'AFH dit par ailleurs «s'étonner que le ministre renvoie simplement un tel dossier à la justice».

«Les actions pénales en cours ont déjà donné lieu à une instruction poussée, explique M. de Langre. Ce rapport appelle une action rapide du ministre dans des domaines qui lui sont propres. Il peut, par ailleurs, tirer toutes les conséquences de ce document en ce qui concerne les responsabilités gouvernementales.»

L'AFH explique «ne pouvoir encore une fois accepter un report d'échéance, alors que des décisions politiques et financières s'imposent de toute évidence».

Selon cette association, le gouvernement ne peut raisonnablement prétendre l'attente des décisions des tribunaux administratifs, qui, bien que nécessaires, n'apporteront pas de solution globale. Cette association demande enfin une nouvelle fois que «le gouvernement cesse de prêter la politique du pire par ses atavismes et qu'il s'engage réellement et rapidement dans la mise en place d'un véritable dispositif d'indemnisation».

maine général des CPS
s-demain
PRIQUE
LITUELLE

5521 من الاجل

CULTURE

Le deuxième âge de Beaubourg

Suite de la première page

Autre exemple, une autre pourrait prendre en charge la recherche dans le domaine des technologies de pointe : images technologiques, trois dimensions, etc. Ces sociétés accompagneraient ainsi l'institution sans jamais interférer sur la programmation.

- Vous avez été nommé président du Centre Pompidou il y a quelques semaines. Votre première décision a été d'y créer une fonction qui n'existait pas : celle de directeur général.

- Le président a autorité sur les deux départements associés, BPI et IRCAM, dont il préside les conseils d'administration. D'ici six mois, quand les nouvelles structures seront en place, le nouvel organisme apparaîtra clairement.

- A la tête du Centre, un président et un directeur général qui assiste dans ses différentes responsabilités : administration, gestion, finance, personnel, bâtiment, etc. Cette nouvelle fonction renforcera l'autorité de la présidence sur l'ensemble des départements mais en même temps elle fédérera davantage les activités.

- Il ne faut pas oublier que le Centre Pompidou n'est pas seulement un musée et un centre de création industrielle mais aussi une bibliothèque, un institut de recherche et de coordination acoustique et musicale, sans oublier, bien entendu, la présence, à combi-son fort, du théâtre, du cinéma, de la danse, de la littérature, d'un atelier des enfants... bref toute une programmation fort complexe.

Capter l'attention des visiteurs de la BPI

- Pour l'instant, outre la présidence, vous conservez vos responsabilités à la tête du MNAM et du CCI. Est-ce difficile ?

- Pourquoi pas aussi la direction de l'IRCAM et celle de la BPI ? Non, dans six mois le MNAM et le CCI auront chacun sa nouvelle structure. Le ministre m'a confié la mission de réorganiser le Centre, ce qui pourra aller jusqu'à la refonte du décret fondateur de 1976 que tout le

monde s'accorde à trouver inadap-

- Notre réflexion n'est pas suffisamment avancée pour pouvoir apporter dès aujourd'hui une réponse détaillée. Toutefois ni le MNAM ni le CCI ne disparaîtront. Ce sont deux identités fortes, ce sont deux labels. Le Centre Pompidou perdrait beaucoup à l'amalgamation de l'un ou de l'autre. Mais on peut imaginer, par exemple, que la collection architecture/design - qui se concrétisera l'année prochaine - puisse s'articuler avec celles du musée et se gérer conjointement.

- D'une manière générale, il s'agit de fédérer les volontés, de faire mieux travailler ensemble les départements et d'instituer une autorité qui permette de dégager des thématiques cohérentes pour l'ensemble de l'établissement.

La piazza réaménagée

- La relative exigence de Beaubourg et la construction au sein de la Bibliothèque de France d'une sorte de super-BPI ne risquent-elles pas, à terme, de menacer l'existence de la bibliothèque du Centre Pompidou ?

- Nous devons d'abord, Jacques Bourgain, directeur de la BPI, et moi-même rencontrer les responsables de la BDF pour voir quel est leur concept de l'espace accessible au grand public au sein de la nouvelle bibliothèque. Ensuite, le ministre devra évaluer le nombre de bibliothèques parisiennes, leurs fonctions, leurs missions. Quelles que soient les conclusions des études et des hypothèses retenues, il ne faudra jamais oublier que la BPI reste une pièce capitale de notre institution. Nous devons de toute façon développer nos centres de documentation et de recherche sur l'histoire de l'art et les archives contemporaines, qui sont une des composantes essentielles des départements et qui accompagnent les manifestations.

- Son public n'est-il pas très autonome par rapport aux autres activités du Centre ?

- On évalue à 10 % le public de la BPI qui participe à toutes les autres activités du Centre, soit environ 1 200 personnes. Ce n'est pas assez mais c'est un chiffre déjà appé-



Le nouveau président du Centre Pompidou.

table. Il faut réussir à capter une partie croissante de ces visiteurs.

- Vous allez bientôt présenter les nouvelles collections de design et d'architecture, dites-vous. Mais qui dit collections dit espaces pour les présenter. Or le bâtiment semble saturé.

- Le ministre a demandé à l'un des architectes du bâtiment, Renzo Piano, de travailler sur les volumes intérieurs - le forum en particulier - et, en accord avec la Mairie de Paris, sur le réaménagement de ses abords - la piazza et ses alentours. Il y a en effet peu de chances que le musée démolisse avant une quinzaine ou une vingtaine d'années.

- Il faut réinvestir les espaces du Centre pour que des activités nouvelles puissent s'y créer, s'y déployer, s'y développer (auditoriums, salles de conférences, lieux destinés à la formation et à l'éducation du public). Plusieurs locaux administratifs ont déjà été libérés par mes prédécesseurs. Le mouvement se poursuit. Nous allons pouvoir récupérer à terme 2 000 à 3 000 mètres carrés, soit deux fois le nouveau Jeu de paume.

- Il ne faut pas oublier que la surface dont dispose le MNAM est tout à fait comparable à celle des grands musées du vingtième siècle : ceux de New-York, de Londres, de La Haye, d'Amsterdam ou des établissements allemands. Ce qu'il faut surtout c'est avoir des moyens pour faire tourner nos collections, pour modifier la muséographie, la rendre plus vivante par le biais de confrontations, de réflexions, d'oppositions.

- Un des problèmes fondamentaux à résoudre est que n'est le propre ni du Centre ni de son musée, c'est celui des réserves. Dans les années 60, on comptait un tiers de réserves pour deux tiers de salles ouvertes au public. Aujourd'hui les proportions sont presque inversées, du moins pour les musées d'art contemporain. On caser le surplus des collections, les œuvres secondaires qui doivent néanmoins être archivées et accessibles aux historiens ? Tous les musées de France sont saturés. Sans doute faut-il imaginer, demain, des réserves centrales,

une sorte de « garde-moules » commun géré conjointement par tous les intéressés.

- Plus de moyens, cela signifie aussi un personnel plus nombreux pour faire des accrochages, des présentations, étudier les collections, penser en permanence la muséographie.

« Ce n'est pas le musée du vingtième siècle »

- On peut imaginer que la partie la plus ancienne des collections du MNAM soit installée au Musée d'Orsay. Votre prédécesseur avait évoqué cette éventualité.

- On pourrait effectivement faire débiter nos collections avec du dada, du surréalisme et l'apparition d'une autre modernité ou prolonger à Orsay la veine impressionniste jusqu'à Bonnard. Le Musée d'Orsay aurait-il la capacité d'accueillir ces nouvelles ensembles ? En doute. De plus, toucher à la chronologie du Musée national d'art moderne revient à déplacer celle d'Orsay et par ricochet celle du Louvre, ce qui me semble impossible.

- On aurait pu rêver d'un musée qui abandonnerait le strict fil historique pour une thématique qui pourrait être, par exemple, l'apothéose de la modernité parisienne, de Manet à Picasso, d'un Déjeuner sur l'herbe à l'autre. Mais ça remettrait trop de choses en cause.

- Cette remise en question des musées est de toute façon un sujet passionnant. Pour plus tard, dans vingt ans. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne devront pas être repensés avant. La nécessité du Musée d'art moderne est apparue dès la fin des années 50, il s'est réalisé vingt ans plus tard.

- Vous estimez qu'il faut déjà penser aux musées du troisième millénaire ?

- Oui, mais sans songer nécessairement à un « musée du vingtième siècle ». Il faut réfléchir à des idées de contenu, de thématique, de cohérence, d'affinités, de mouvements, mais certainement pas le lier à une

chronologie qui ne correspond à rien.

- Ne va-t-on pas assister tout naturellement à une réécriture de l'histoire du vingtième siècle, sur le plan esthétique comme sur celui des idées ?

- Bien sûr. C'est pour ça que je me refuse à considérer le MNAM comme le musée du vingtième. Le Centre est un lieu qui parle du vingtième siècle, qui doit envisager le vingt et unième siècle, mais il n'est pas le musée du vingtième. Son histoire lui donne, provisoirement peut-être, une spécificité, une identité particulière. Je n'ai jamais songé, contrairement à une vieille idée répandue, à faire ici un MOMA bis (1).

- Le Centre Pompidou a-t-il joué et doit-il jouer un rôle dans la création contemporaine ?

- Incontestablement il a joué un rôle vis-à-vis de la création dans les années 70. Rôle qu'il continue à tenir dans tous les champs qui relèvent de sa mission et peut-être plus largement. Par ailleurs, aujourd'hui, il y a d'autres lieux où l'on peut voir un panorama de la création contemporaine (Ville de Paris, Jeu de paume), mais je reste convaincu que son rôle est loin d'être achevé : les équipements français ne sont pas très nombreux dans ce domaine et chaque institution a des approches différentes.

- Il a aussi une autre mission, inégale à ce jour, celle de faire des bilans, des lectures, des révisions sur la création des trente ou des quarante dernières années, voire plus loin.

Un réseau à travers l'Hexagone

- Vous avez déclaré récemment que la création contemporaine, dans le domaine des arts plastiques en particulier, n'était pas au mieux de sa forme...

- S'il y a toujours des grandes personnalités dans le monde des arts, celles-ci sont désormais plus dispersées. Il n'y a plus ces concentrations, ces notions d'école (Paris-New-York ou Berlin).

- Il y a d'autre part un tel phénomène inflationniste d'œuvres, une valorisation si rapide des talents que cette banalisation de la création a étouffé la perception des vrais apports et même peut-être occulté les créateurs les plus importants. L'envoie du marché a incontestablement joué un rôle dans ce comportement.

- Enfin, pendant trop longtemps on a vécu avec l'idée - c'était un travers général - que l'on était tout, qu'on arrivait toujours après la bataille, pour des raisons de structure, de budget. Cette culpabilité a débouché sur une sorte d'activisme : il fallait absolument être présent sur tous les fronts de la création, sans grand discernement. Cette attitude s'est relativisée, d'où une impression, sans doute superficielle, d'atonie.

- Quel devrait être le comportement de l'Etat ?

- Quel est le rôle de l'institution par rapport à la situation générale de la création artistique aujourd'hui ? Les institutions à l'étranger se posent la même question. Aujourd'hui, l'aide de l'Etat vers les grandes insti-

tutions régionales de province modifie complètement notre responsabilité.

- Le « vieux » Musée national d'art moderne, qui était la seule institution pendant des années, peut aujourd'hui se comporter différemment et répartir, partager ses anciennes responsabilités, je dirai presque académiques, avec d'autres établissements de région.

- La chance de la France est d'avoir maintenant un réseau d'institutions à travers l'Hexagone assez unique, comparable à celui des Pays-Bas, de la Suisse et de l'Allemagne. Encore faut-il que chacune de ces institutions puisse vivre d'une manière autonome, indépendante. Il n'y a pas de secret. Une institution a une cohérence, une identité qui se fait au fur et à mesure de la politique de ses conservateurs.

- Le rôle de l'Etat ? C'est encore autre chose. En France il est traditionnellement considérable. Il a longtemps favorisé la jeune création en organisant des Salons, ce qui donnait la possibilité aux artistes d'être montrés. Les Salons, sont aujourd'hui moribonds. Déjà, lorsque j'étais délégué aux arts plastiques, j'avais demandé une étude pour tenter de les révaloriser. Mais je vois avec plaisir se tenir une nouvelle biennale à Lyon, qui déplace, là aussi, la responsabilité de l'Etat vers les collectivités territoriales. Ce sera au conseil artistique du vingtième siècle, que le ministre et le directeur des musées de France viennent de me confier et que je préside, de se poser ce genre de question.

- Quel est le rôle de ce conseil ?

- Il n'est pas encore installé. Placé auprès d'un nouveau département de la direction des musées de France, sa mission est d'évaluer, suggérer, orienter une politique des arts visuels du vingtième siècle.

- Le patrimoine moderne est, on le sait, très mal représenté dans nos musées. Ce conseil devrait favoriser les acquisitions grâce aux différents moyens qui viennent du ministère des régions, des villes, renforcer les achats patrimoniaux grâce aux donations, dans un plus grand nombre d'établissements. Les collections seraient ainsi plus fortes, plus cohérentes, et paradoxalement plus autonomes.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

(1) Museum of Modern Art de New York

L'EPOQUE FRANÇAISE QUI FAIT CHANTER LE MONDE
LONDRES - NEW YORK - TOKYO - BUDAPEST - PARIS - AMSTERDAM - MONTREAL

CAMERON MACKINTOSH
PRÉSENTÉ EN COOPÉRATION AVEC
HACHETTE PREMIERE
Les Misérables
LA COMÉDIE MUSICALE
D'ALAIN BOBELA ET CLAUDE-MICHEL SCHÖNBERG
D'APRÈS L'ŒUVRE DE VICTOR HUGO



EUROPE 1
THEATRE
MOGADOR
LE 12 OCTOBRE
LOCATION 48 78 04 04
AUX THEATRES, AGENCES, FNAC, VIRGIN MEGASTORE, GILLETTEL-MONTTEL, 36 15 CODE THEA

o Festival de marionnettes à Charleville-Mézières. - Trente-six pays, de la Pologne au Vietnam, des Etats-Unis à la Roumanie, de la Côte-d'Ivoire au Danemark, plus la France, participent au neuvième Festival mondial des théâtres de marionnettes, qui a lieu à Charleville-Mézières, du 20 au 29 septembre. Marionnettes, théâtre de figures, le genre est vaste. Des expositions, des rencontres, des colloques complètent les spectacles. Une hor-

loge monumentale à automates sera inaugurée.
» Institut international de la marionnette : tél. : 24-56-44-55. Bureau du festival : tél. : 24-59-04-04.
o « Renouveau urbain » en Irlande. - La Conférence AIVN 1991, qui aura pour thème le « Renouveau urbain-Réhabilitation l'équilibre », se tiendra du 22 au 24 septembre à Belfast et du 25 au 27 septembre à Dublin.

ESPRIT
septembre 1991
Paul Ricœur
Le juste, entre le légal et le bon
Le numéro : 70,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 480 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - TEL : 48 04 08 33

ACTUELLEMENT

Un film étonnant et détonnant "HIDDEN AGENDA" est une grenade dégonflée tendue à bout de bras.
STUDIO

L'Irlande telle qu'on vous la cache.
LE FIGARO

Une critique au sabre de la société britannique qui laisse des envies de colère dans la bouche.
LIBERATION

Un thriller sans fioritures, sans faille, sans faiblesse.
TELERAMA

SECRET DEFENSE

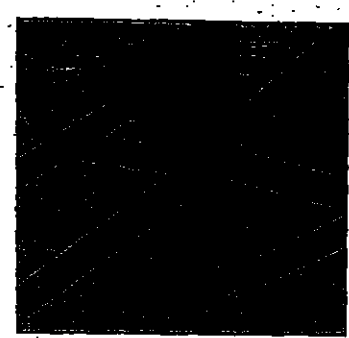
UN FILM DE KEN LOACH

Hidden Agenda

هكذا من الامل

S A N S V I S A

La bataille de Trafalgar Square



L'époque aime ses musées, les modernise, les agrandit. A Londres, la National Gallery vient d'inaugurer son extension, attendue depuis trente ans. Dedicée à la présentation de l'exceptionnelle collection de peintures de la Renaissance, la Sainsbury Wing est aussi l'expression et le résultat des batailles de style qui font rage sur le front de l'architecture depuis que le prince Charles s'est mêlé de donner, à voix haute, l'avis du « bon sens ». La critique, elle, ne désarme pas et réclame un débat de fond. Les Londoniens comptent les points.



PHIL STANLEY

A paix semble régner sur Trafalgar Square. Pourtant la bataille fut vive, même si l'enjeu, aujourd'hui, paraît modeste : l'édifice qui complète la National Gallery, sous le nom de Sainsbury Wing, sagement posé au rez du trottoir, écarte d'une des plus belles collections de la Renaissance qu'on puisse voir hors d'Italie, n'a rien qui doive, à première vue, choquer l'œil non averti. Ici, pas de raffinerie, comme à Beaubourg, ni de pyramide, comme au Louvre... Et c'est sans doute l'une des grandes atouts de ses auteurs, les Américains Robert Venturi et Denise Scott-Brown, d'avoir affiché leur discrétion, de s'être cachés derrière une sorte de paravent de pierre, mince comme un

origami. Jouant plutôt pour le partier, ils n'ont ainsi agacé, et même irrité, que leurs adversaires plus agacés des magazines d'architecture et les critiques de la grande presse, nombreux, actifs et déliés, qui, eux, dénoncent le « pervers », ils le disent, du jeu qui consiste à imiter l'ancien avec des pilastres corinthiens pressés les uns contre les autres, en clin d'œil, à l'approche de l'antèpe, quand on est tout bonnement un cube climatisé. Prompt à combattre les farces et attraits du postmodernisme, dont Robert Venturi est l'un des « penseurs » pour avoir énoncé dès 1966 dans un livre, *Complexité et contradiction en architecture*, les principes qui ébranlent la dictature morale du modernisme, la presse britannique semble aussi mettre un point d'honneur à ne pas laisser le pays être traité comme une vulgaire colonie du goût américain. Bataille de formes, bataille d'idées.

construit en 1838 par Wilkins et dont les colonnades néoclassiques et le portique corinthien occupent tout le nord de la grande place, dut remettre tous ses plans en chantier. Trafalgar Square est une sorte de comble londonien : carrefour insensé, où le rouge et le noir, les bus et les taxis, tournent sans répit : point de jonction obligé entre le centre du gouvernement, Whitehall, l'une des gares les plus animées, Charing Cross, le début du Strand, la fin du Mall, c'est aussi, en bordure du quartier chic de Mayfair, le marchepied vers les zones les plus densément actives de la ville : Piccadilly et Leicester Square sont à deux pas, mais rien dans la structure urbaine ne le laisse deviner, aucun axe, aucune

responsables le regrettent - d'une meilleure utilisation de l'espace public alentour, et on est très loin des ambitieux espaces piétonniers que Paris a offerts et au Centre Pompidou et à la cour du Louvre. Trafalgar Square reste et restera ce grand cirque urbain, à la fois lieu de passage, lieu de rassemblement pour les manifestations politiques et sociales, lieu d'accueil traditionnel, à Noël, du sapin géant offert par la Norvège depuis la guerre, lieu de détente, l'été, autour des bassins, près des lions et en compagnie des pigeons, lieu de fierté nationale aussi (mais pourquoi diable donnent-ils à leurs grandes places des noms de défaites, se demandait la femme d'Anthony Burgess, « buonapar-

penseront les historiens). Le monument le plus précieux de la place est la petite église de Saint-Martin-in-the-Fields (due à Gibbs, un disciple de Wren), placée comme en retrait, se démarquant, pleine de grâce, des masses pompes et fortes, avec sa flèche acérée, aussi précise que l'aiguille d'un métroscopie. En son temps, la National Gallery de Wilkins, qui occupe tout le haut de la place, avait déjà fait l'objet de virulentes critiques : on lui reprochait d'être faible, trop basse, et de ne pas tenir son rang. Promue « ami très cher » par le prince de Galles, mais plus familièrement connue sous le sobriquet de « moulin à poivre » à cause de sa coupole, la National Gallery attendait depuis trente ans les

lançait, avec Pei, le mouvement, James Stirling et Richard Meier en Allemagne, et, en France, bien sûr, Orsay, le Louvre, le Jeu de Paume, le Musée Picasso, Lille, Grenoble, etc. La Grande-Bretagne n'est pas en reste, encore que les conditions dans lesquelles elle y parvient soient très différentes : thatcherisme et charisme se sont conjugués pour faire de cette extension de la National Gallery, préparée depuis dix ans, souhaitée depuis trente ans, un nœud d'hésitations et de discussions byzantines, telles que celles que Paris connaît avec le trou des Halles.

Charles a gagné la bataille de la rue, pas celle de la presse. Les critiques ne désarment pas et ne veulent reconnaître aucune qualité à cette architecture de compromis, qui sent le faux et qui, comble de malchance, perdu son humour en traversant l'Atlantique : c'est du style « jetlag », ironise Martin Pawley dans *The Independent*. « M. Venturi a subi les méfaits de ses trop longs voyages au-dessus de l'océan... ». Mais que n'auraient-ils pas dit si, en plus, les chapiteaux étaient peints de couleurs vives, comme il est d'usage à Cincinnati ou à Portland, Oregon ! Alors qu'il faut être vraiment attentif pour noter la coloration de deux ou trois colonnes en fonte, style retour d'Egypte... Denise Scott-Brown, l'associée et l'épouse de Venturi, se plaignant, le soir même de l'inauguration, du ton criard de la presse britannique, ajoutait aussitôt : « On me dit que c'est parce que personne ne les écoute qu'ils sont tellement virulents. »

de notre envoyée spéciale
Michèle Champenois
Lire la suite page 18

AU SOMMAIRE



La Liban des monastères maronites	p. 19
Laguiole design et terroir	p. 17
Le sud enfin seul	p. 16
Escals (p. 16) • Titres (p. 16)	
Joux (p. 20) • Table (p. 21)	

Les chapiteaux corinthiens de la Sainsbury Wing (Robert Venturi, 1991), à gauche, répondent à ceux de la National Gallery (William Wilkins, 1838), à droite.



PHIL STANLEY

perspective, ne l'annonce. L'urbanisme londonien, comme le jardin à l'anglaise, résout ses problèmes par approximations successives : on passe, et on pense, à autre chose. C'est dire que, en l'absence d'autorité d'ensemble pour l'aménagement de la ville, il ne faut pas s'attendre à des « grands projets » au sens parisien du terme : l'extension de la National Gallery n'a même pas été l'occasion - et ses

tista » convaincue). Autour, on a voulu réunir les « maisons » du Commonwealth, Canada, Afrique du Sud, qui dressent leurs imposantes façades authentiquement victoriennes, mais les défenseurs du patrimoine, comme English Heritage, se désolent de n'avoir pu sauver le gigantesque immeuble de la même époque qui faisait l'angle de Northumberland Avenue et qui vient d'être remplacé par une copie neuve (Carolus fecit,

moyens de s'agrandir sur le terrain acheté par le gouvernement en 1959 (le grand magasin qui occupait avait été détruit par une bombe en 1940), et plusieurs concours d'architecture avaient déjà eu lieu. Les années 80 et 90 auront été, dans les pays riches, celles des musées, de leur création (au Japon, en Californie) ou de l'extension des grands établissements : la National Gallery qui

(1) Ahrends, Burton et Koralek.

Le Sud enfin seul



LS sont repartis, ou plutôt « remontés », puisqu'ils étaient « descendus » au début de l'été, en vertu d'une curieuse idée de déclinisme entre le nord et le sud. Ils ont reflé, estivant arrivés à la fin de l'été, et renvoyés bronzés, vacanciers pour quatre semaines payées, Français ou Européens emportés, deux mois durant, par ce phénomène de masse que constitue chaque année l'exode névrotique vers le Midi. Ils ont quitté l'Eden à leur manière particulière, l'embouteillage routier et le surbooking ferroviaire, et se retrouvent à nouveau accrochés, au-dessus de la Loire, à leurs embarras de vie quotidienne.

Partout ailleurs, c'est la rentrée, scolaire, parlementaire ou médiatique. L'indispensable reprise. Pour le Sud, une drôle de période, léthargique, le vide, soudain, après le trop-plein. L'heure des interrogations sous un soleil qui reste de plomb, malgré les premières rosées de l'aube. Oh ! de bien furtives interrogations, une courte gêne avant le calcul de la recette, quelques doutes solubles dans le pastis, les fêtes des vendanges et l'ouverture de la chasse. De Menton à Perpignan, de Tarascon à Port-Camargue, l'optimisme tient lieu de foi : ils reviendront. De mémoire de cafetier ou de loueur de pédalos, on n'a jamais vu une saison sans ses pacifiques envahisseurs du haut de l'Hexagone.

Mais, tout de même... Chaque année, à la décade, le Sud se pose quelques questions. Il s'ouvre, avec mélancolie, à un brin d'inspection. Le Sud est fatigué, lassé des bienfaits qu'il prodigue au tarif, vaguement écorché de sa propre publicité. « *Dégustation gratuite, produits du terroir, promenades en mer...* » Pour un peu, il s'inquiéterait même. Tous ces touristes, serrés dans leurs villas avec piscine, leurs campings ou leurs gîtes ruraux, ces chemins vicinaux encombrés comme des nationales, ce monde, partout,

avide de la moindre visite de chapelle romane, du plus médiocre concert de musique médiévale en plein air, ces agglutinations de plage, bref, ces démesures si rentables doivent bien comporter un revers. En tout cas présenter un danger.

L'attente, d'abord... En bas, l'automne, l'hiver et le printemps ne font qu'un, tout ce qui n'est pas l'été s'appelle la « morte saison », comme si les Méridionaux n'entretenaient qu'un décor pour Nordistes absents. Ils vont hanter, dans les mois à venir, des villes au dixième de leur population maximale, c'est-à-dire, du point de vue mercantile idéale, enlaidies de parkings trop vastes, de terrasses de bistrot désertes. Les théâtres romains, les arènes supporteront des éclairages désormais trop voyants et inutiles. Le Sud compte soudain trop de théâtres, de lieux d'exposition, d'églises à culture. Fermés jusqu'à l'année prochaine. L'été a gorgé le moindre village du répertoire, du vrac artistique, et, dès la rentrée, les voilà revenus à la lecture de leur quotidien régional, devant la télé...

LES villes du Midi sont devenues trop grandes. Les Méridionaux refusent cette évidence, vantent leur plaisir d'un terrain de boules à soi seul, de marchés hebdomadaires à échelle humaine, d'une ombre sans partage, sous les platanes. Mais c'est ainsi : l'hyper-trophie estivale tourne les têtes, accélère tous les rythmes, défigure

les identités. Tout l'été, les cités du Rhône, de Valence à Salon n'ont souvent été prises par ceux d'en haut que pour des bornes kilométriques, longées pour gagner du temps, traversées comme par mégarde. Autant dire des obstacles, des verrous sur le chemin de l'Eldorado. Comment s'en remettre ? Comment être de Valence ou de Salon ? En se repliant sur soi, ses régionalismes, le souvenir de ses charmes d'antan, d'une autre Provence ? En maudissant, par accès de mauvaise foi, tous les

« pinguins », tous ceux d'ailleurs, de « la banquise », qui, comme le notait l'autre jour une restauratrice d'origine marseillaise, « commence à Montélimar » ?

L'orgueil sudiste, si prompt à l'humour corrosif, chaque année se retrouve blessé, après la grande vague de convoitise. On dit encore le Midi peu accueillant aux Nordistes, un peu escroc, habileur, emphatique, ou au contraire silencieux comme une rocaïlle perpallotte. Le Midi se défend mal de ces vieux soupçons, ritournelles de

son histoire touristique depuis les congés payés de 1936. Bien sûr, la limonade est souvent vendue au prix du champagne, des générations de restaurateurs d'occasion naissent, puis disparaissent. On truke toujours un peu, on s'arrange avec les règlements, mais c'est la demande qui veut ça, et puis « ça ne fait l'affaire de que quelques-uns ». Les autres, les plus nombreux, vivent au prix de la saison, au plus cher, dans leurs supermarchés trop vastes, dès septembre revendus.

Ils ne s'enrichissent pas, ils subissent. A eux comme aux autres, on loue ce mètre carré de plage que leurs aïeux avaient aimé gratuitement. Le Casanais s'affiche idem. Et il leur faut forcer sur l'accent, en remonter chaque jour, pour ne pas être pris pour des touristes belges. Le Sud ne fait pas le détail, néglige parfois les stens pour la bonne fortune d'une poignée. Les Nordistes vivraient-ils, à la fraîche, à proximité de paysages pour son et lumière ? Près du Musée Picasso d'Avignon ? De la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence ? Trop impressionnant, et puis d'ailleurs, clos, ou presque, déserté en tout cas. Ralent, comme les journées, comme les semaines...

CETTE année encore, on les a dits débordés, et peu soucieux. Mais quels Français expérimentent comme eux l'Europe de demain, avec ces centaines de milliers d'Allemands, de Hollandais ou d'Anglais, qu'il faut servir, avec pour seul secours la langue de Pagnol ? Autrefois, sur les pentes du mont Ventoux, seuls les

gamins de Carpentras et de Malaucène se retournaient le cœur à bicyclette. Ebbah, la région voit maintenant débarquer, en uniforme et casque fluo, des centaines de jeunes Américains, attirés par le slogan de Greg LeMond. Et ainsi de suite. Le Sud, pour tout dire, peine à suivre ses propres succès.

En ces temps de douce déprime d'après coup de feu, il se prendrait presque pour une autoroute, le Sud, puisqu'on le réduit à cela dans les messages de Bison Futé. Et même pour un égoût, car la presse ne manque pas de relever la moindre de ses pollutions marines. La Méditerranée fait la joie des dermatologues, mais quel Méridional, petit-fils ou neveu d'ancien pêcheur reconventi dans le crustacé d'importation, s'en réjouirait ?

Les chiffres de fréquentation du Midi sont annoncés à la baisse. Conséquence, encore, de la grandeur de la guerre du Golfe. Mais les Méridionaux, dans les ruelles de Saint-Rémy ou d'Antibes, se seraient toujours crus, comme hier, dans Nîmes un jour de corrida. Ils ont grogné, pesté, comme chaque année, puis ont applaudi à l'attrait de leur cité, de leurs campagnes d'oliviers, de leurs dernières calanques. Comme chaque année, poussés par des sentiments contradictoires, ils ont fini par relativiser, entre cœur et portefeuille.

Le Midi sait bien que la belle saison commence demain. Septembre, aime-t-on à répéter de Juan-les-Pins à Manosque, est le mois rêvé pour cette contre-malmenée, surchauffée, éternelle, mais qui trouvera encore, sous son ciel, de quoi se détendre avant de s'assoupir un peu... et dresser de nouveaux plans pour l'accueil de l'an prochain.

Philippe Boggio

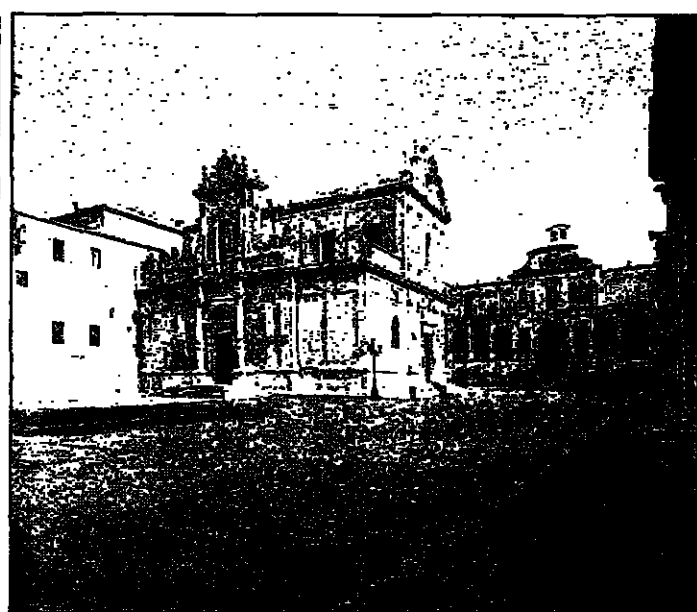
ESCALES

Les chants du baroque

Elle est l'essence même de Lecce, habit d'été d'une ville considérée comme la capitale intellectuelle de l'Italie du Sud. Une pierre blanche quand on l'extrait, et qui dure doucement au soleil. Une pierre si particulière qu'elle n'entre dans aucune catégorie. On l'appelle simplement : la *pietra leccese*, la pierre de Lecce. On a d'ailleurs écrit des livres sur elle car, de tout temps, l'homme y a ancré ses rêves. Un beau jour, après avoir été dolmen, autel et mille autres choses encore, elle s'est faite baroque, et donc prolifique, dévergondée, moqueuse ou précieuse. En un mot elle s'est donnée en spectacle, diva aux mille visages.

C'est un peu une constante en Italie et surtout ici, dans cette ville qui a vu passer Athènes - certains paysans parlent encore un dialecte grec - Rome et Byzance, avant les Normands, les Souabes, les Angevins et les Aragons. Des influences diverses dont on trouve l'héritage dans les traits des habitants et sur les murs de la ville. Car le Salento, ce talon de la botte italienne, par ses trois ports de Brindisi, Tarente et Otrante, était un passage obligé pour les commerçants et les croisés. Des influences diverses sur, ou à côté desquelles se greffe, aux dix-septième et dix-huitième siècles, le baroque.

D'après Ildersa Laudisa, historienne d'art, « le baroque de Lecce se différencie de celui de Rome par ses motivations et ses réalisations. Le baroque de Rome célèbre la grandeur de l'Eglise ; celui de Lecce est l'expression humaine de problèmes locaux. Tandis qu'à Rome, la tension entre l'intérieur et l'extérieur aboutit à des lignes courbes,



La place du Duomo, à Lecce.

animées comme un corps vivant, Lecce conserve les structures statiques de la Renaissance, y introduisant euphorie ou rage, désespérance et espoir ». De cette époque date une constante du tempérament local : « *Far bello di se* », se montrer sous son meilleur jour, un goût certain pour la représentation que l'on retrouve dans l'élégance de la place du Duomo.

C'est, selon les spécialistes, l'une des plus belles places fermées d'Italie. Le campanile à cinq étages, la cathédrale à deux entrées, le palais épiscopal avec sa galerie, le séminaire qui abrite un cloître autour d'un puits, sont des instruments que font sonner les architectes, ou la mise en scène d'une représentation. Éléments de décor, également, les portails, les balcons et les colonnes d'angle des palais alentours qui « jouent sur

l'intériorité d'un espace externe qui semble privé ».

Ainsi, du moins, les voit notre regard. Car la construction d'églises était, alors, « une réponse, économique et politique, aux problèmes de non-emploi et de famine », au même titre qu'un impératif de la Contre-Réforme. On édifie d'ailleurs un si grand nombre d'églises que Lecce fut surnommée « la città-chiesa », la ville-église. Ce qui n'empêchait pas les artistes d'avoir des rapports conflictuels avec cette institution et de donner aux masques l'aspect, tragique ou caricatural, de personnages contemporains.

Du 25 au 30 septembre, la pierre blonde de Lecce sera le cadre du deuxième Festival international de musique baroque. Des œuvres de Scarlatti, Carl Philipp-Emanuel Bach, Boccherini seront jouées dans

des édifices qui semblent bâtis pour eux. Programme après de Jean Dedolin, créateur de ce festival (tél. : 42-21-14-42, le soir, jusqu'au 19 septembre ; après cette date auprès de Marcello Favale, à Lecce, tél. : 19-39-832-54-117 le matin). Voir également Nardo (baroque et fermes fortifiées) et Martina-Franca (baroque et trulli, ces maisons rondes, en pierre, à toit conique). Pour toutes informations : Office national italien de tourisme, tél. : (1)-42-66-03-96. Sur le baroque de Lecce, lire, en italien : *Barocco leccese*, de Mario Manieri Elia, édité par Electa, ouvrage de référence, superbement illustré ; plus courts, deux guides : *Un giorno a Lecce*, d'Ernesto Alvino ou *Guida alla città di Lecce*, tous deux publiés par l'Office de tourisme de Lecce.

Pushkar

Quand un simple mortel laisse tomber une fleur, cela passe en général inaperçu. Il en va tout autrement pour une divinité. (Brahma, par exemple. Un jour, une fleur de lotus glisse de ses doigts : en cet endroit surgit un lac. Ainsi le veut la légende. Cela se passait au Rajasthan, en un lieu nommé Pushkar.) Depuis, chaque année, à la pleine lune de novembre (cette année, le 21), des centaines de milliers de pèlerins viennent se purifier dans les eaux du lac sacré et participent à une foire où, au milieu des dunes, se négocient dromadaires, chèvres et moutons. Une fête comme seule l'Inde sait en offrir : mêlés dans un rassemblement haut en couleurs, se côtoient sadhus, bateleurs, cavaliers du désert et moutons d'ours.

Un rendez-vous que programment régulièrement la plupart des grands généralistes (Jet Tours, Kuoni) et les spécialistes de l'Inde. Citons, notamment, Orients (29,

rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : (1) 46-34-29-00) qui, en collaboration avec Swissair, propose une découverte du Rajasthan avec, outre Pushkar, Delhi, Agra, Fatehpur-Sikri, Jaipur, Amber, Jodhpur, Jaisalmer et Udaipur. Du 15 au 30 novembre, 20 450 F (sur la base de 20 participants), nuits dans des palais-hôtels.

Le voyageur suisse ARTOU (8, rue de Rive, 1204 Genève, tél. : (22) 21-84-08), pour sa part, donne le choix entre trois itinéraires, le plus captivant s'attarde une semaine dans le Gujrat (réception par le maharajah de Wankaner et nuit dans son palais). Du 1^{er} au 23 novembre, 24 800 F, pour 10 à 15 voyageurs.

De son côté, l'association Arts et Vie (tél. : (1) 40-43-20-21 et Minitel 36-14 AREVIE) inclut la fête dans un circuit de 19 jours Inde du nord Rajasthan-Népal, du 13 novembre au 1^{er} décembre (17 200 F tout compris).

Approche originale avec Vélonature, parrainé par Terres d'Aventure (5, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. : (1) 40-46-87-65 et Minitel 36-15 VEONATURE), qui organise, du 10 au 25 novembre, un circuit de 16 jours dont 9 en VTT ou à vélo, à travers montagnes et déserts. Pour 15 500 F, de Paris à Paris, non compris la location d'un VTT sur place (800 F) ou le transport de son propre VTT. Hébergement en hôtel et sous la tente.

Quant aux marcheurs, Alibert (39, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris, tél. : (1) 48-06-16-61) leur propose une randonnée de 4 jours au désert du Thar, au cours d'un circuit de 16 jours, du 16 novembre au 1^{er} décembre, pour 16 450 F.

Sélection établie par
Patrick Francis
Danielle Tramad

TELEX

Géo apporte à sa maquette quelques retouches imperceptibles. En ouverture du numéro de septembre, une superbe séquence photo (delta du l'Okavango) suivie d'un papier expliquant la menace qui pèse sur ce paradis terrestre animalier de Botswana. Même rigueur informative dans le reportage sur les autochtones non-aryens de l'Inde et dans les autres rubriques : géographie, exploration, traditions et document. En kiosque, le numéro, 32 F.

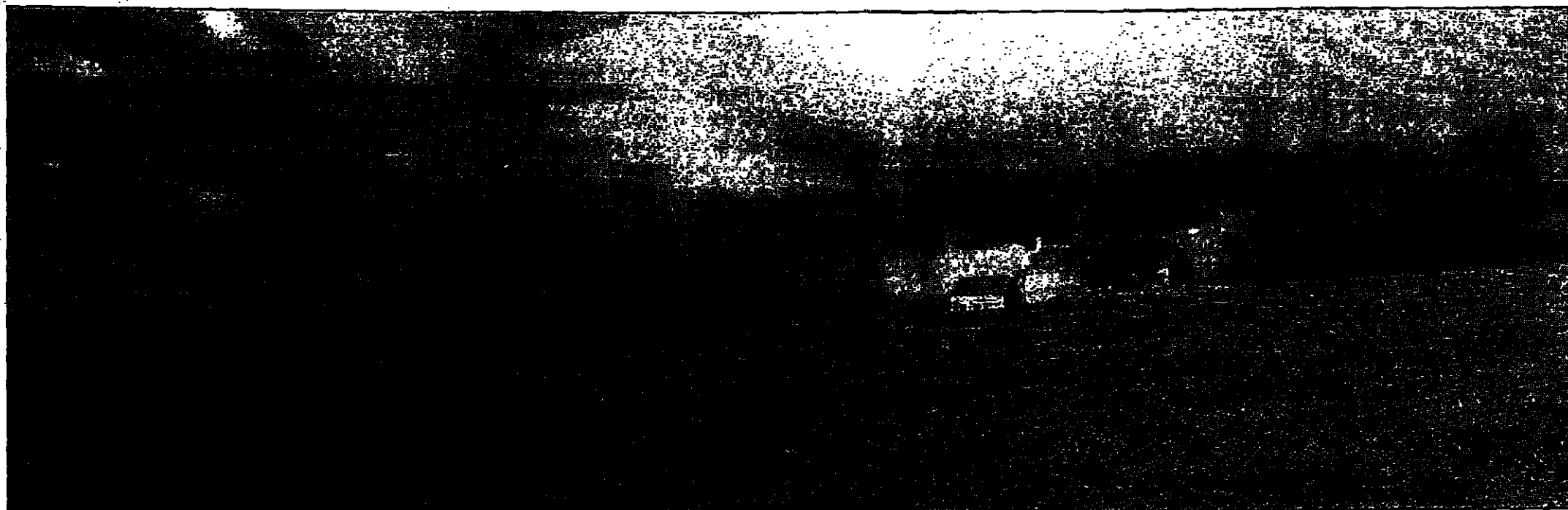
A Maisons-Laffitte (Yvelines), au château de Maisons, fêtes baroques avec chant, musique et jeux. *Le Jardin de Cyrus*, par le théâtre de la Sapience, avec Olivier Baumont au clavier, du 13 septembre. *Les Miroirs de la cour*, spectacle itinérant suivi d'un concert, le 15 septembre. *Le Dieu de mots*, avec la participation d'un comédien et d'un violon, du 18 au 20 septembre. Renseignements : 39-62-01-49.

Le troisième salon Tourfirst, consacré à la promotion des services touristiques de luxe, aura lieu du 18 au 20 septembre au Palais de Chaillot, à Paris. Ouvert aux décideurs et aux professionnels du tourisme, il réunit cette année une soixantaine d'exposants spécialisés dans le tourisme d'affaires et de prestige. Renseignements : (1) 45-47-60-45.

Golfer au Club Méditerranée. Du 26 septembre au 3 octobre, un séjour au village marocain d'Agadir, (7 200 F) et, du 16 au 20 octobre, au cœur de la Provence, un tournoi en trois tours (5 660 F), sur les parcours de Mandelieu, Valbonne et la Grande Bastide. Renseignements : place de la Bourse, 75002 Paris, tél. : (1) 42-61-85-00, dans les boutiques Club Med en province et les agences agréées.

Guide

هكذا من الأصل



PIERRE SOISSONS

Buron d'Aubrac

Laguiole retourne à Laguiole

Objet symbole de la culture de l'Aubrac, le couteau dit de Laguiole, depuis sa relance dans son bourg d'origine en Nord-Aveyron, connaît un développement remarquable, notamment, aux designers, qui sont en train d'en faire un instrument fétiche pour les jeunes citadins. Regards sur la forge et enquête sur place auprès de ceux à qui l'on doit cette renaissance... et quelques autres.

Il est de mode, nous dit-on, chez les citadins en âge de baccalauréat, d'ignorer aujourd'hui le couteau de table, pour déplier de leurs mains lisses leur propre couteau de poche, et le claquement du ressort ouvrant sonne, pour qui n'aurait pas voulu voir, comme le signal qu'il faut compter avec eux. Que l'œil brille alors de provocation autant que de reconnaissance envers l'objet d'autant d'attention, que celui-ci jouisse d'attouchements réitérés, montre à l'évidence l'importance de l'affaire, comme si ces jeunes gens se sentaient tenus de rendre ostensible, plus que l'outil d'un avoir été doté comme leurs aïeux paysans au premier printemps d'un homme, l'existence d'un manque.

On ne s'attarde pas sur une symbolique trop facile, au demeurant plus complexe qu'il n'y paraît, tout juste s'étonnerait-on - ou s'aveuglerait-on - d'apprendre que nombre des couteaux plantés sont achetés par des femmes pour leurs maris, leurs amants... ou leurs fils. Elles savent déjà que ces garçons inquiets n'acquiescent la certitude d'être bien nés qu'au prix de la signature ornant la lame et, de même qu'ils imaginent volontiers impossible de se hisser le vendredi soir sur les trottoirs

de Saint-Germain-des-Prés avec un véhicule de moins de seize soupapes ou de moins de vingt ans d'âge, ils ne s'aperçoivent qu'au contact d'un Laguiole. Un vrai.

Laguiole est ce petit bourg du Nord-Aveyron où est né il y a cent-soixante-deux ans, des mains de Pierre-Jean Calmels, le couteau plant. Son nom est si léger (il se prononce l'afole) qu'il s'installe sans invitation en mémoire, et qu'il a pu, avant de toucher nos jeunes contemporains de sa grâce, courir dans plus de têtes qu'il n'acceptait de mains, cressant durablement cette différence que l'économiste a pu appeler demande et le publicitaire image. Une image qu'il y a dix ans encore des Laguioles fidèles ont estimée usurpée, tant le nom de l'objet et celui de son lieu de fabrication ne coïncident plus.

Au fil des ans, en effet, et dès l'entre-deux-guerres, sans qu'on en eût précisément toutes les raisons (émigration, prix de revient plus bas?), la production des couteaux quittait son territoire d'origine pour celui de Thiers, et s'il demeurait à Laguiole un artisan n'ayant pas perdu la main, il ne disposait plus des pleins moyens de l'exercer. Comme ses nombreux compatriotes montés à la capitale dans la limonade, comme les Cazes (brasserie Lipp) hier, ou les Costes (café Costes et café Beaubourg) aujourd'hui (1), devenus parisiens, le couteau avait été naturalisé thierois, mais, étrangement, trop honteux, lui, pour consentir à afficher en bonne place sa nouvelle identité de «laguiole fabriqué à Thiers».

L'essentiel des secrets de fabrication dont excipent les successeurs des plus anciennes maisons du bourg aveyronnais pour interdire la visite de leurs ateliers, consistait en l'occultation de toutes ces naissances acceptées et, dans le même temps, ressenties par eux comme profondément illégitimes. Mais leur histoire et leur nom les protégeaient, comme leurs vitrines inchangeables assuraient l'authenticité d'une mémoire, la pérennité de l'image. On pourrait, en Puy-de-Dôme, traiter à l'occasion de durcir les courbes gracieuses du Laguiole pour en faciliter l'industrie-

lisation, vendre plus et plus vite, à des prix imbattables par l'artisan, les Aveyronnais, eux, demeureraient intraitables.

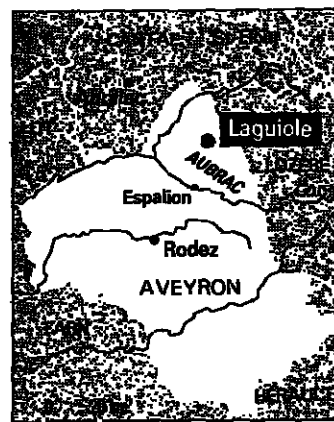
La situation était cependant suffisamment malsaine pour qu'en 1981, sous l'impulsion notamment du maire de l'époque, Jean-Louis Cromières, inquiet de voir sa commune se vider de son sang, le repatriement du couteau soit envisagé. Encouragés par les pouvoirs publics, cinq jeunes gens soucieux de «vivre et travailler au pays» rallient l'association «Le couteau de Laguiole», mais ni les anciens du pays, assoupis, ni les Thierois, inquiets de la concurrence, n'accepteront de les former. Et c'est après un détour par Nogent-en-Bassin que quatre d'entre eux ouvrent en 1985 leur atelier à l'enseigne du «Taureau de l'Aubrac». Si les pièces d'acier proviennent encore de Thiers, l'ensemble des opérations de montage peut être désormais assuré de manière visible dans la commune.

Mais la reconnaissance ne sera consommée que lorsque Laguiole pourra couvrir la totalité du cycle de production. Une nouvelle unité, la société «Laguiole», également adhérente de l'association, récupérera en 1987 à Thiers le chalonn manquant : une forge. Elle va l'installer avec un écart qui saura projeter loin à l'extérieur la bonne nouvelle d'une renaissance durable du Laguiole de Laguiole. De la petite usine qu'il conçoit avec et pour ses quatre fondateurs, Philippe Starck fait en effet surgir, inclinée vers le ciel, une lame de dix-huit mètres, signal qui vaudra désormais pour toute la commune, concurrençant jusqu'au clocher de la vieille église à l'autre bout du bourg, et envoyant ses ondes par-delà les collines de l'Aubrac vers de nouveaux territoires, jusqu'aux États-Unis et au Japon, où le couteau des champs serait reconnu comme couteau des villes.

Le designer en façonne un modèle, remplaçant à l'occasion la pointe de corne du manche par l'aluminium, tout en demeurant si discrètement fidèle à la tradition, que sa signature s'y fonde. D'autres planchent à sa suite (Pomroy), ou viendront plancher (on parle de Jean Nouvel et de Sonia Rykiel), sur le Laguiole «de Laguiole», pour des éditions numérotées, fabriquées parallèlement aux modèles de toujours. Des mains nouvelles, à l'instar de nos jeunes bacheliers, nombreuses, s'en emparent avec la jubilation d'autrefois, même lorsque sa fonction leur échappe, n'y percevant plus que l'objet précieux, une réconciliation, une affaire d'hommes, grave comme un jeu d'enfant.

Bien sûr, ce n'est plus une renaissance que connaît le Laguiole, mais un boom dont Thiers tire paradoxalement autant de bénéfice que son lieu d'origine. Quarante cent cinquante mille lames étaient produites à Thiers en 1985 et pas une à Laguiole d'où deux cent cinquante mille sortiraient cette année, contre un million à Thiers. En sept ans, la production est multipliée par trois. A Laguiole même, la reconnaissance frappe les boulangers sans distinction : la photographie a fiché ses appareils pour s'emparer des couteaux, de même que le marchand de vêtements pour enfants. Heureusement pour leurs concitoyens, la boulangère et le charcutier, il est vrai de qualité, résistent encore.

En un rien de temps, la com-



mune, qui n'a pas douze cents habitants, s'est retrouvée à la tête de dix-neuf points de vente, dont deux offrent assurément des produits de Laguiole, ce qui ne semble guère bouleverser les autres qui jurent vendre les couteaux les plus purs, quitte à rémunérer aux beaux jours un employé chargé de le démontrer. Avec un allant tout taiwanais (l'île lointaine s'y serait mise également - après les forgerons népalais), on cherche à éclipser les concurrents dans une surenchère d'affichettes intimidantes, de manches de jaspé ou de lapis-lazuli impériaux, n'hésitant pas à s'écarter d'un peu trop près (les tribunaux seraient appelés à juger) les modèles des designers.

Ce ne sont plus des époques, ni des styles, mais presque des morales qui s'affrontent, avec la rue pour témoin, entre la vénérable maison Calmels, dont la vitrine croule sous les couteaux et les médailles comme une poitrine de maréchal soviétique, et la boutique transparente de Starck, soucieuse de laisser de l'air et encore de l'air autour de la dizaine de Laguioles qu'elle présente. Dans cette cacophonie, et devant la difficulté, pour tout produit de ce type, de créer une appellation d'origine contrôlée, l'association Le couteau de Laguiole prépare une charte de qualité : étude, aussitôt imitée par Thiers, un poinçon qui permettrait d'identifier l'origine, chaque pièce étant accompagnée d'un certificat d'authenticité, qui rendrait apparentement cet «objet symbole de la culture de l'Aubrac», selon le mot du directeur de la société Laguiole, Gérard Boissin, à la mère, à la terre patrie.

Jamais la mission du CNRS, qui plongeait quarante chercheurs plusieurs mois durant dans l'Aubrac, au milieu des années 60, en pleine crise de l'élevage et de l'artisanat, n'aurait pu imaginer une renaissance aussi rapide, aussi éclatante (2). Le couteau n'a certes pas resurgé d'un terrain vierge, mais préparé de longue date, précisément depuis ces années où tout chancelait, et où Laguiole, contre toute attente, allait découvrir pas à pas, avec ténacité, comment reconquérir Laguiole. «Nous avions alors le sentiment du déclin, celui de la fin d'un monde», raconte André Valadier, le président de la coopérative Jeune Montagne, et l'on nous annonce que nous étions en train d'écrire la dernière page de notre histoire. Les gens du CNRS nous ont aidés à redécouvrir ce qu'avaient fait les générations précédentes. Au moins avions-nous commencé à percevoir ce qu'il ne fallait pas faire : le prêt-à-porter, pour nous, ne marchait pas.

C'est en se tournant vers la part la plus rude d'elle-même, vers cet Aubrac aux hivers redoutables, vers

sa tradition d'élevage, que Laguiole a pu prendre ses propres mesures et réensemencer. Déjà, le nombre de burons, bâtiments de haute rusticité où se fabriquait le fromage de Laguiole était, en chute libre (trois restent en activité aujourd'hui), tout comme le cheptel d'Aubrac, croisé et recroisé de charolais, au nom de politiques de production lointaines au pays. En récusant les modèles d'importation, en adaptant les gestes et les instruments du passé au présent, la coopérative Jeune Montagne et son fromage (Laguiole d'appellation contrôlée, lui) a retrouvé et dépassé le niveau de production et, estime-t-on, la qualité du début du siècle.

Quant aux bovins d'Aubrac, l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) s'inquiétait de leur lente disparition dès le début des années 70, et il a fallu, ici aussi, des volontés patientes pour reconstruire un cheptel. Une longue attente qui explique peut-être la précipitation avec laquelle on a apposé, sans indication d'espèce, ce panneau naïf, excessif ou douteux, à l'entrée de la commune : «Laguiole : un pays, une race». Les bovins, en leur transhumance, n'assurent pas seulement la permanence de saveurs comme celle de l'ailigot, plat à base de tonte fraîche, si clairement enraciné dans l'Aubrac qu'il est quasi-anagrammatique de Laguiole, ils permettent, selon la formule d'André Valadier (également éleveur), «de maintenir le partenariat avec notre associé permanent, la nature, et offrir ainsi aux visiteurs un paysage vivant, entre-tenant». Friches et écomusées qui croyaient tenir leur proie il y a vingt-cinq ans iront s'installer ailleurs.

L'effort et essentielle figure de la résistance, considérée par tous comme l'âme ardente et exigeante du renouveau laguiole, est le cuisinier Michel Bras, poète et pédagogue, comme tous ceux qui sont attentifs autant aux voies qu'ils tracent qu'à la manière dont ils les ont tracées. Lui n'a jamais songé à s'installer ailleurs qu'au pays, ni dans les moments difficiles, ni dans la réussite, lorsqu'on se pressait du plus

haut et du plus loin pour répondre à son invitation à communier avec le terroir d'Aubrac à sa table.

«Terroir, oui, dit-il, mais l'expression cuisine du terroir me blesse car on ne l'attribue qu'aux produits, comme les tripoux ou la charcuterie ici. Le terroir est bien plus que le produit, c'est l'esthétique d'un pays. Ma cuisine est de l'heure qu'il est, empreinte du patrimoine, tout en s'attachant à retravailler un paysage. Elle est l'expression de l'Aubrac, avec lequel on ne peut pas tricher, comme on ne triche pas avec la nature. C'est notre intimité avec la nature qui nous permet d'oublier les valeurs qui ont géré notre manger et d'en réapprendre de nouvelles : ce peut être une framboise qu'on va cueillir, ce peut être le rôle de la pluie qui humidifie les muqueuses et libère les perceptions olfactives, puis une fleur, plus belle dans son élément. Cette vie intense qui évolue chaque jour - l'été est court chez nous - ne peut pas se traduire par une nature morte, mais par une assiette où il y ait du volume et que ça bouge».

Et cela bouge désormais jusqu'aux Laguioles de Paris qui «voient leur région d'origine devenue plus brillante qu'eux et cela les gêne un peu». Le pays souhaite les sentir moins préoccupés d'activités «américaines» pour s'engager dans un «partenariat d'avenir». Aux dernières nouvelles, l'agence parisienne du Crédit agricole de l'Aveyron ressentirait déjà les effets de cette demande. Laguiole retrouvée peut continuer de croire en elle au point de croquer, seule de sa région, comme l'a révélé le dernier recensement.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(1) On compterait 50 % d'originaires de l'Aveyron de plus en Ile-de-France que dans le département.

(2) L'Aubrac, étude ethnologique, linguistique, agronomique et économique d'un établissement humain. Huit volumes aux Éditions du CNRS.

Guide

• Transports : Laguiole est distante de 54 km de Rodez (gare SNCF, autocars et aéroport - attention aux horaires très approximatifs de la compagnie TAT), et de 64 km de Saint-Flour (gare SNCF et autocars).

Couteaux : les ateliers de la société Laguiole sont route de l'Aubrac (tél : 85-48-43-34), magasin en ville, ainsi qu'à Paris prochainement, place des Innocents. Les ateliers du Couteau de Laguiole sont sur la place du Nouveau-Foirail (tél : 85-44-39-49), magasin face à l'ancien foirail.

Livres : De corne et d'acier, l'épopée du couteau de Laguiole, de Daniel Crozes, aux éditions du Rouergue, 142 p., 180 F. Le Laguiole, de Philippe Saglio et Philippe Wolff, avec un

catalogue de la société Laguiole, Saglio éditeur, 56 p., 360 F. A paraître le 19 octobre prochain, le Livre de Michel Bras, d'Alain Boudier et Michel Bras, aux éditions du Rouergue, 320 p., 450 F.

Table : Le restaurant-hôtel de Michel Bras (fermé de novembre à mars) doit quitter le centre de Laguiole à Pâques pour s'installer, à portée de vue, sur un puech voisin (nombre de couverts limité, tél : 65-44-32-24). On se procurera du Laguiole à la coopérative fromagère Jeune Montagne (tél : 85-44-35-54), du saucisson chez Conquet (tél : 65-44-31-93), des tripes (d'agneau) chez M^{me} Bouldoirs (tél : 85-44-33-06), et de la fougasse chez M^{me} Roux (tél : 65-44-33-30).

Syndicat d'initiative de Laguiole : tél : 65-44-35-94. •

NOMADE

PLUS DE 50 RANDONNÉES
DANS LES
GRANDS ESPACES

FRANCE - EUROPE - SÉNÉGAL - AMÉRIQUE

ÉDITIONS DES ROMAINS
50 av. des Thermes - 75017 PARIS - Tél. 43.48.45.45

NOM

VILLE

ADRESSE

CODE

La bataille de Trafalgar Square

Suite de la page 15

La grande dame de la critique américaine, Ada Louise Huxtable, qui fut éditorialiste au *New York Times* et qui avait participé au jury, s'est même crue obligée de monter au créneau, dans le *Daily Telegraph*. A force de commentaires et de sous-titres, elle fait la leçon à ses confrères et se plaint qu'ils n'ont pas saisi l'importance des références historiques et culturelles qui constituent l'armature du projet. On lui répond : Gavin Stamp, de Glasgow, rétorque que la bonne architecture parle d'elle-même et n'a pas besoin que ses intentions soient énoncées. « Si on doit se servir autant de ses oreilles, dit-il en citant Lutyens, c'est ennuyeux car elles finissent par devenir trop grandes et cacher la vue. »

Très attachés à défendre une modernité franche dont leur pays détient, chance ou malchance, quelques-uns des meilleurs représentants (Norman Foster, Richard Rogers, Michael Hopkins), mais qui n'a plus l'occasion de s'exprimer à Londres, ni en Grande-Bretagne, depuis que Charles fait régner le terrorisme verbal en faveur d'un néoclassicisme qui se contenterait de colonnes et de chapiteaux décoratifs, d'allusions et d'illusions historicistes, experts et critiques forcent le trait. Ils démentent par écrit au prince Charles le droit de dire le beau et le bon, moquent le vide de sa pensée et se montrent particulièrement méfiants à l'égard de la peste postmoderniste qui recouvre d'images volées et de couleurs gaies des ordres et d'indigence formels. « Un chimpanzé à qui l'on donnerait un jeu de cubes », voilà ce qu'est, pour Jonathan Glancey — qui publie chaque semaine une page sur l'architecture, dans *The Independent* — un architecte postmoderne.

Mais beaucoup, hors du premier cercle des connaisseurs, reconnaissent à l'héritier de la couronne le mérite d'avoir lancé un cri d'alarme légitime et efficace : « Il a mis le holà, il a fait comprendre qu'il y avait quelque chose à faire face à la médiocrité », estime Christopher Brown, conservateur en chef de la National Gallery. « Le républicain qui est en moi se demande pourquoi ce garçon qui n'a aucune formation particulière dans ce

domaine peut ainsi donner son avis à tout propos et être suivi. Mais personnellement, j'apprécie le nouveau classicisme, et, surtout, je suis gré au prince Charles d'avoir, par son éclat, fait échouer le projet précédent : il s'agissait à l'époque de financer la construction des nouvelles salles du musée par une opération immobilière mixte, avec des bureaux. Nous aurions eu une banque ou des bureaux et les galeries au-dessus. C'était indigne. »

L'abandon en 1984 du projet de modernisation surmonté d'une sorte de beffroi hérissé de métal qui avait fait dire à Charles qu'il pensait à « une caserne de pompiers » avait fait, en effet, reprendre toute l'affaire à zéro : le gouvernement de M^{me} Thatcher ne voulait pas donner d'argent, la communauté architecturale s'était discréditée, c'est alors qu'un miracle se produisit. Les musées de la générosité inspirèrent à l'un des trustees de la National Gallery une idée audacieuse : Lord Sainsbury et ses deux frères, propriétaires de chaînes de supermarchés, se proposaient d'offrir à la collectivité la construction de la nouvelle aile (environ 400 millions de francs). Mécénat inscrit dans la pierre, le bâtiment qui vient d'ouvrir porte leur nom, déployé sur le mur d'enceinte, pierre d'emballage d'une boîte où s'imbriquent, avec tous les raffinements que la technique moderne met au service de la conservation des chefs-d'œuvre du passé, salles d'exposition et de conférences, librairie, auditorium, atelier de consultation sur micro-ordinateur et un restaurant admirablement situé en surplomb de la fameuse place où l'amiral Nelson, éternelle vigie, scrute un sud très lointain et l'horizon d'un passé glorieux.

« Dès l'origine, nous avions pensé aux collections de la Renaissance », raconte Christopher Brown, qui a vécu toute l'affaire. Pour plusieurs raisons : ce sont les plus précieuses, les plus anciennes et les plus fragiles. Une collection exceptionnelle qui tient aux achats judicieux faits au dix-neuvième siècle par le premier directeur de la Gallery, Sir Charles Eastlake, et confirmés par les donations de la reine Victoria après la mort du prince Albert, lui-

Les salles conçues par Robert Venturi ont des proportions très « classiques ». Autour des portes, l'ordre toscan, fait allusion aux églises et aux palais florentins qui, les premiers, ont abrités ces peintures de la Renaissance.



même bon connaisseur des *primis flamands et italiens*. « Une collection très cohérente et équilibrée avec laquelle est inaugurée aussi la nouvelle présentation mise au point par le directeur du musée, Neil Mc Gregor, qui rassemble les œuvres par époque et non plus par écoles nationales ou régionales. Une première mondiale qui fait voisiner Flamands et Toscans, et qui permet de découvrir le couple Arnolfini non loin de la Bataille de San Romano, de passer d'Uccello à Van Eyck (qui peint pour un marchand italien et sa femme établis à Bruges le fameux portrait) en passant une seule porte. « Une façon de préparer l'Europe en se souvenant de ses origines culturelles communes », disent les responsables de la National Gallery.

Détenteurs d'une collection qui a pour particularité de n'être pas d'origine royale (2 200 œuvres en tout, 250 pour la Renaissance, alors que la famille royale en possède plus de 7 000, dont une centaine parmi les plus importantes seront exposées au public en octobre prochain), les conservateurs de la National Gallery disposent en revanche d'un choix de qualité, très équilibré, qui les autorise à tenter cette révolution de la présentation par époque et non plus par école. « La Renaissance était aussi la partie de la collection la plus statique, explique Christopher Brown, la moins appelée à s'enrichir : c'est pour quoi nous avons pu étudier sur maquette, pendant des mois, un accrochage et des itinéraires presque idéaux. Les grandes toiles ont été mises en fond de perspective (Le Baptême du Christ, de Piero della Francesca, la Vierge au rocher, de Léonard de Vinci), mais de nombreux rapprochements, des croisements, des correspondances peuvent être établis librement par le visiteur, l'amateur ou l'érudit. »

Le charme particulier des grands musées, à Londres, et ce depuis l'époque victorienne, soucieuse d'éducation du public, est que leur entrée est gratuite, vive incitation à venir souvent, pour voir ou revoir une toile et non s'épuiser des heures dans la visite fastidieuse de toute une collection. Située au cœur de la ville travaillée, active, vivante, à deux pas d'une des gares les plus animées, la National Gallery est ainsi (comme Saint-Martin-in-the-Fields et ses concerts de midi) un véritable lieu de culture popu-

laire. Estimé à trois millions et demi de personnes par an, le nombre de visiteurs a plus que doublé pendant les premières semaines d'ouverture de la Sainsbury Wing, d'accès très informel, qui offre une nouvelle entrée, d'un autre style, au grand musée.

Derrière les grilles, un hall bas ; derrière la façade latérale vitrée de brun, l'escalier : la « mystérieuse pénombre » du hall, vaste mais dont le plafond plutôt bas s'appuie sur une colonnade massive, a été voulue par l'architecte, qui réservait toute la surprise de la lumière au grand escalier, « grand » en anglais au sens de majestueux, adjacent à l'édifice est bordé de corniches surdimensionnées. Pour rire, sans doute, comme les chausseurs trop grandes de la Minnie de Walt Disney.

Mais le sérieux reprend tous ses droits et devoirs dans les galeries du musée, directement reliées aux salles damassées de grenat, de vert et de bleu de l'ancien bâtiment, et placées au même niveau. La commande — l'idée d'une atmosphère basilicale — a été respectée. Sous une lumière zénithale qui fait la part du naturel et d'une savante correction, c'est une noble enfilade de salles « classiques » d'allure, de belles proportions, uniformément peintes d'un gris qui a été choisi comme devant entretenir les meilleures relations avec les ors, les rouges et les bleus des retables et des ornements d'autels qui font l'essentiel de ce « trésor ». Acharnés, les critiques britanniques ont moqué aussi la façon dont Venturi cassait, fragmentait, recomposait, l'ordre toscan (le moins décoratif pourtant, et le plus fort), choisi pour l'entourage des

principaux passages d'une salle à l'autre.

Ils en voulaient beaucoup, semble-t-il, au choix de la *pietra serena*, la pierre grise des palais florentins, détail « snob » en quelque sorte à leurs yeux. Leur sévérité les égare : le jeu des fausses perspectives qui finit par encadrer au loin telle ou telle œuvre, la façon très mesurée dont les architectes ont voulu évoquer les églises ou les palais contemporains de ces œuvres et qui les ont d'abord abritées semblent au visiteur continental, qui n'a aucun compte à régler avec le prince ni avec sa cour, parfaitement honorables et même admirables.

Mais on comprend, en s'écartant un peu de Trafalgar Square,

en s'informant rapidement de l'état d'autres dossiers laissés en suspens dans la capitale britannique, la virulence des critiques, et leur inquiétude. Sept ans après les premières piques lancées (le « *car-buncle* ») par le prince Charles, et dans l'atmosphère d'ultra-libéralisme encouragé par le gouvernement de M^{me} Thatcher, il semble qu'aucun projet ne puisse plus passer les courses d'obstacles administratives et financières sans un minimum d'ornements néo-classiques, un habillage de frontons et de colonnes. Les derniers plans dévoilés pour les abords de la cathédrale Saint-Paul, les projets destinés à transformer le centre culturel de la rive sud, South Bank, comme des dizaines de moyens ou petits chantiers un peu partout dans la City et ailleurs, tous sont marqués de cette peur de déplaire et de la hantise du camouflage. Une sorte de grand « black-out » mais en couleurs, cette fois.

Dans ce climat de guerre culturelle, où les architectes convaincus et les intellectuels se tournent vers la France, tenue pour un exemple d'ouverture et d'audace, et où un éditorialiste, récemment, réclamait un maire élu pour Londres, livrée aux égoïsmes des bourgeois, les amateurs de pureté et de franchise cherchent des raisons d'espérer. Et, miracle, en trouvent : la reine, aussi, l'inauguration : c'était en juin. De la rue, on ne voit rien. C'est un musée, aussi, ou plutôt des galeries d'exposition installées tant bien que mal dans deux palais du dix-neuvième siècle, sur Piccadilly, et que la Royal Academy, qui y organise des manifestations très fréquentées (dans le genre de celles du Grand Palais à Paris), a demandées à Norman Foster de transformer.

C'était un travail extrêmement ingrat : recréer une circulation simple entre deux façades qui avaient été progressivement colmatées, et là, au sommet, rénover trois grandes salles. Le résultat, limpide, clair, lumineux, est éblouissant. Accentué, ce jour-là, par la palette méditerranéenne des fauves, exposée pendant l'été dans ces nouvelles salles. Métal, verre opaline, charpentes métalliques, tous les détails s'accordent pour donner à cet aménagement qui aurait pu n'être qu'une commodité, une ampleur surprenante. Posées sur la corniche de l'ancienne façade, des sculptures de Michel-Ange semblent vraiment ne pas souffrir du voisinage. Mais qu'en pense le prince Charles ?

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jacques - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48.
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06500 MENTON

HÔTEL-VILLA NEW-YORK***
LOGIS DE FRANCE
Chambres grand confort, climatisées, TV
couleur, téléphone direct, vue panorami-
que, jardin, parking clos. La tranquillité à
100 m des plages. Forfait 717 F en
1/2 pension à partir de 1 300 F.
DOC : tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

06500 NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 280 F à 420 F
FAX : 43-54-24-30.
Tél. : 43-54-92-53.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION AUX BAUX-DE-PROVENCE LE MAS DE L'OLIVIER***

Un nouvel hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
paysagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.

Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Afrique

BURKINA-FASO

HÔTEL EDEN PARK***

100 chambres - 10 suites - bars -
4 restaurants - night-club - boutiques
Antenne télévision parabolique. Hôtel
situé à 5 minutes de l'aéroport.
O1 BP 2070 OUAAGADOUGOU 01.
Tél. : 31-14-86 - 31-14-87.
Téléc. : 5224 - Fax : 31-14-88.

TOURISME

LA MAISON BLEUE

Un automne de charme
à Riquewihr - Alsace
Maison du 16^e s. Rénovée.
Appart. 2-4 pers. 1 600-1 800 F/sem.
Tél. : 89-27-24-61/89-27-53-59.
Fax. 89-27-33-61.

Guide

● **Musées.** — La National Gallery est ouverte tous les jours de 10 heures à 18 heures, le dimanche de 14 heures à 18 heures. Entrée gratuite. Tél. : (71) 839-33-21. Dans la Sainsbury Wing sont présentées les œuvres du début de la Renaissance, de 1260 à 1510. Parmi les plus fameuses : *Mars et Vénus de Botticelli*, une *Bataille de San Romano* d'Uccello (les deux autres sont au Louvre et à Florence), des œuvres importantes de Piero della Francesca, Mantegna, Masaccio, Van Eyck, Memling et Léonard de Vinci. Au rez-de-chaussée, excellente librairie d'art.

Au 1^{er} étage, très agréable restaurant, moderne d'ameublement et de cuisine (compter 150 F par personne), avec un bar. « The Queen's pictures » : pour la première grande exposition temporaire (à partir du 2 octobre), une centaine d'œuvres appartenant à la reine, généralement accrochées dans ses châteaux et propriétés, témoignent de l'évolution du goût des souverains sur trois siècles.

Livres. — Le catalogue des œuvres, publié par Yale University Press sous la direction de Jill Dunkerton et intitulé *Giotta to Dürer* est distribué également en France (400 pages, 288 illustrations en couleurs, 315 F).

Vient de paraître, en français,

La Renaissance en Italie, art, culture, société, de Peter Burke, professeur à l'université de Cambridge (Ed. Hazan), qui, à travers la vie de 600 musiciens, écrivains et plasticiens, analyse le rôle social de l'art à cette époque.

Royal Academy. — Une grande exposition rétrospective du Pop Art en Grande-Bretagne vient d'ouvrir à la Royal Academy of Arts (Burlington House, Piccadilly, tél. : (71) 439-74-38). Dans les nouvelles Sackler Galleries (de Norman Foster), sera présentée à partir du 20 septembre, l'œuvre de Francesco Clements (jusqu'au 27 octobre) et, à partir du 15 novembre, les gravures de Hokusai.

Voyage et séjour. — Une nouvelle aéroport construite par Norman Foster vient d'ouvrir à l'aéroport de Stansted, au nord-est de Londres, reliée à la capitale par un nouveau métro (40 minutes jusqu'à la gare de Liverpool Street), et desservie par les principales compagnies aériennes (Air France assure deux vols par jour, en semaine). Le tarif visite (avec une nuit de samedi inclus) est actuellement à 1 230 F et le tarif jeunes (moins de 25 ans) de 890 F. L'Office du tourisme de Grande-Bretagne, 63, rue Pierre-Charbon, Paris 8^e, tél. : 42-89-11-11, fournit une documentation sur les différentes formules d'hébergement. ●

هكذا من الأصل

صكنا من الاجل

SANS VISA
PARCOURS

191 5



Prêtre maronite
FOUAD ELKOURY

Si la pax syriana présente beaucoup d'inconvénients, elle a au moins l'avantage, pour le moment, de rendre plus sûres les routes du Liban septentrional, où l'antique monastère de Qochaya est depuis peu investi par pèlerins et curieux, avec d'inevitables aménagements du paysage. En revanche, Qannoubine, autre lieu saint fondateur, reste encore voué à l'Esprit et à la Nature.

CONNAÎTRE les maronites sans doute est-ce d'abord accomplir le pèlerinage de la vallée de la Qadicha, au nord du mont Liban. Qadicha signifie « sainte » en syriaque, idiome parlé par le Christ, employé ici comme langue d'Eglise jusqu'au dix-neuvième siècle, époque à laquelle la liturgie commença à s'arabiser. En la sanctifiant, les disciples de saint Maron, fondateur de la communauté maronite (quatrième-cinquième siècle), ont voulu exprimer leur gratitude envers cette gorge vertigineuse creusée par le torrent-fleuve du même nom, dont l'escarpement leur permit des siècles durant de préserver leur personnalité culturelle fondée sur le christianisme.

Le tréfonds de l'âme maronite, c'est donc là et pas dans la baie de Jounieh, encore moins à Beyrouth, qu'il faut le débusquer. La Qadicha a marqué à jamais la conscience collective de cette petite nation qui, en union avec les druzes du Chouf, a jadis enfanté le Liban ; elle y a trempé une personnalité déconcertante par ses contrastes, à la fois larouche et conviviale, résistante et accommodante, rugueuse et raffinée, unique en son genre au Levant.

Rares pourtant sont ceux, parmi les Libanais, que la curiosité a poussés, même avant la guerre de 1975-1990, à la découverte de ce site : berceau des mythes et des légendes, témoin d'une épopée ingrate quoique exaltante. Les maronites se connaissent-ils encore eux-mêmes depuis qu'ils ont succombé aux mirages du confort citadin, des bonheurs du pouvoir politique tombés dans leur escarcelle avec l'indépendance complète de leur Etat en 1943 ? On a parfois l'impression qu'en tournant le dos à leur Vallée sainte ils cherchent à exorciser un passé trop exigeant qu'ils croient peut-être incompatible avec la situation actuelle. Leurs manuels d'histoire sont en effet étrangement lacunaires sur ce sujet...

Les étrangers, eux, ne sont pas davantage encouragés à entreprendre l'excursion. Incitative pour la voisine et célèbre forêt des cèdres millénaires, la littérature de voyage méprise presque la Qadicha, pourtant d'une incomparable beauté. « Un sentier très raide descend, en une heure et demie environ, au fond de la vallée jusqu'au couvent Saint-Antoine-de-Qochaya, situé à 900 mètres dans une gorge sauvage en partie cultivée », lit-on dans l'édition d'avant-guerre (du Liban) d'un guide qui ne signale que pour mémoire, sans présentation historique, l'austère bâtisse

fichée dans l'un des pans rocheux, réédifiée il y a soixante-cinq ans sur les ruines de l'ancien monastère.

Indifférence inexplicable au regard du jalon majeur représenté par Qochaya dans l'histoire maronite. En des temps plus reculés, son accès difficile n'entravait pas son rayonnement : ici fonctionna, dès l'aube du dix-septième siècle, dans la clandestinité, la première imprimerie du Liban, grâce à laquelle les textes sacrés échappèrent à la fureur du Grand Turc, alors maître absolu de l'Orient méditerranéen. De tout temps, la monarchie française avait saisi l'importance de l'endroit, comme en témoignent les objets précieux jalousement cédés dans la sacristie, parmi lesquels une croix incrustée de nacre, un ostensor d'or et de platine, dons respectifs de Saint Louis et de l'impératrice Eugénie.

Mais depuis ces derniers mois la vitrine qui les expose reste interdite au public à cause de la fréquentation assidue que connaît soudain Qochaya. Plutôt que de s'en réjouir, il faut s'en plaindre car cette affluente a pour prix une défiguration irréparable du site. Les moines gardiens du sanctuaire, désireux de « vivre avec leur temps », ont cédé à la tentation du « modernisme », si bien qu'aujourd'hui des autocars venus de tous les coins du pays y déversent leurs flots de pèlerins-touristes.

Commenté avec le percement d'une route - plaie dans ce paysage intact - descendant tout droit des abords de la grosse bourgade d'estivage d'Ehden pour échouer sur une aire de stationnement bétonnée, le mouvement s'est amplifié depuis la récente abolition des frontières intérieures, au point qu'il n'est plus insolite de croiser dans le Saint des saints maronites des jeunes musulmanes voilées.

Et aussi des tables de pique-nique, une épicerie ambulante, un itinéraire fléché (en anglais !) conduisant à l'église voûtée sous la roche, puis à la grotte aux Fous où l'on a conservé les lourds anneaux de fer servant naguère à enchaîner les « possédés du démon » jusqu'à leur « guérison » sans oublier l'inevitable magasin de souvenirs, tous ces aménagements, chassant la bienfaisante quiétude ressentie lors de précédentes visites, ont brusquement banalisé Qochaya.

Seule peut encore émouvoir, le dimanche, la vibrante sonnerie qui se répand en écho à partir du clocher néo-mauresque. Le Père Dario, prêtre colombien venu se

retirer au mont Liban, est bien conscient du danger d'« embourgeoisement » qui guette ses pairs libanais. Dès qu'il en recevra la permission du patriarche maronite, il s'écartera du monastère pour vivre seul, en ermite, succédant aux centaines de cénobites, stylites et autres reclus volontaires qui peuplaient jadis les innombrables cavités trouant la montagne.

C'est à pied et de nulle autre façon que la Qadicha doit se découvrir. Pour retrouver sa magie fervore, laissant là Sélim Yarak, modeste moukreb (accompagnateur) motorisé, nous nous sommes dirigés avec le jeune historien Joseph Moawad (1), vers Qannoubine, vestige plus prestigieux encore de l'aventure maronite puisque ce couvent servit de siège patriarcal durant près de quatre cents ans. Fuyant sa résidence d'El Tigre, dans le haut pays de Byblos, Jean El Jajji s'y établit en 1440 pour échapper aux persécutions mameloukes. Ses successeurs y résidèrent jusqu'en 1823, date à laquelle, rassuré, Joseph Hobeiche émigra définitivement à Bkerké (Kesrouan), dominant Jounieh, où, cinquante ans plus tard, Jean Hage fera construire un palais de pierre blanche aujourd'hui habité par Nasrallah Sfeir, l'actuel patriarche des maronites, dit officiellement « d'Antioche et de tout l'Orient ».

Trois à quatre heures de marche sont nécessaires pour atteindre notre but. Tantôt agrippés aux parois arides et rocailleuses, tantôt peinant sur des sentiers sablonneux, glissant parfois vers la rive rafraîchissante de la Qadicha, nous communications avec un panorama seulement ébaissé par le gros tube en ciment provenant de la centrale électrique qui capte l'énergie de la source. L'été naissant éclate en jaune des genêts, rose nacrée des ancolies, rose bordé de vermillon des églantines ; les feuilles ciselées des platanes orientaux frémissent dans la brise qui propage des senteurs aromatiques : thym, menthe épicée, et cette sauge prolifique dont les Libanais, bizarrement, ne connaissent pas - ou plus ? - les vertus culinaires et salvatrices que lui attribuent les Provençaux.

« Comment pouvons-nous revendiquer une ascendance phénicienne, maritime et marchande ? Navons-nous pas ici la preuve de nos origines terriennes et paysannes ? », observe mon guide en m'invitant à contempler, face à nous, l'ubac verdoyant où s'étendent les terrasses façonnées par ses aïeux. Délaisées, ces restanques levantines ne sont plus exploitées qu'à Phrodos, minuscule hameau suspendu où des enfants intimidés, familiers des poules et des chèvres, nous saluent en français. L'olivier, la vigne, le blé, les primeurs, forment comme une oasis dans ce décor pierreux.

Qannoubine, transposition syriaque du grec κοινοβιον, c'est la « maison des Cénobites » le « monastère » par excellence. Au quatrième siècle, l'abbé Théodose le Cénobite avait choisi la grotte dans laquelle le couvent actuel se niche, comme centre de tous les ermites qu'il organisait autour d'une règle commune. Plus tard, les fidèles de saint Maron, menacés par l'hégémonie byzantine puis par la conquête arabe, quittant Apamée (aujourd'hui en Syrie) sur les bords de l'Oronte, rejoignirent les solitaires de la Qadicha.

Là se développa cette Eglise-nation unie au Vatican bien qu'attachée à ses particularités rituelles. Le Saint-Père veillait sur elle : l'émissaire mandaté pour remettre le bref ou la bulle d'investiture à tout nouveau « Patriarche d'Antioche » et de tout l'Orient » avait aussi pour mission de s'assurer du respect de l'orthodoxie romaine. Nonce pontifical, le jésuite italien Jérôme Dandini, qui visita Qannoubine au dix-septième siècle, a consigné, dans son *Voyage du Mont-Liban* (2), « les abus qui régnent dans les monastères : ils n'ont point de noviciat pour éprouver ceux qu'ils reçoivent (...) Ils sont tellement distraits et si occupés du temporel qu'ils n'ont aucunes heures destinées à la prière (...) Ils ne font point leur profession avec les vœux ordinaires (...) Les femmes entrent

dans leurs monastères et s'y promènent partout librement. Elles y mangent et couchent quelquefois. » Occupés, les moines l'étaient certes, l'organisation de la collectivité maronite tout entière leur incombait. Leur temps se mêlait donc à celui des laïcs. On retrouve ce trait chez les moines libanais aujourd'hui, dont la vie « mondaine » étonne tant l'Européen non initié.

Dandini a décrit l'hospitalité pratiquée à Qannoubine. « On y a, pendant toute l'année, table ouverte, l'entrée n'en étant jamais défendue » ; notant : « L'on ne saurait croire combien cela y attire de monde tous les jours. » On a du mal à l'imaginer, mais, autrefois, la Vallée sainte bouillonnait de vie. La liberté que savait y préserver la hiérarchie religieuse - ici sonna longtemps la seule cloche de toute l'aire musulmane - donnait à Qannoubine un prestige dépassant de loin les frontières du Liban.

Beaucoup de pèlerins de Terre sainte l'incluaient dans leur itinéraire vers Jérusalem (ils nous ont laissé des relations enthousiastes) ; des ordres missionnaires latins s'y installaient, et nos souverains faisaient de ces maronites qui s'iden-

consul de France à Tripoli du Liban, - les patriarches avaient à cœur de sortir leurs ouailles de l'ignorance. Un court, et très abrupt, détour par Notre-Dame de Haouka permet d'en juger. Là-haut, derrière une chapelle fleurie, se cache le premier séminaire maronite, bûni par le pape Urbain VIII, l'ami de Galilée. Une douzaine d'élèves sélectionnés pour aller étudier la théologie au Collège maronite de Rome (fondé en 1584) y apprenaient les langues étrangères.

A Qannoubine, les patriarches acceptèrent humblement la tenue de synodes convoqués par les légats Jean-Baptiste Eliano (1580), puis Dandini (1596), pour corriger les erreurs dogmatiques et liturgiques que les influences des « hérétiques » voisins (nestoriens, jacobites, etc.) y avaient introduites. « Nous avons toujours eu besoin, et aujourd'hui plus que jamais, de la présence d'amis étrangers, plus particulièrement français, à nos côtés ; les Français ont toujours su faire jaillir les étincelles de notre génie national », commente Joseph Moawad.

Au dix-septième siècle, le patriarche Etienne Douaihy, dont

Gallaup du Chasteuil. Ce savant, devenu prêtre maronite, résolut, pour fuir le culte qui lui vouait la population, de quitter son monastère, Mar-Sarkis (Saint-Serge) d'Ehden, et de s'exiler pour une retraite éternelle dans une caverne de la Qadicha.

C'est un Qannoubine transformé en bergerie que l'abbé maronite Youakim Moubarak découvrit au hasard d'un récent retour aux sources. Abandon inadmissible, pensa aussitôt le prêtre. Confident de Massignon, auteur de nombreux écrits scientifiques, notamment une *Penologie maronite* (5), responsable de la commission préparatoire du futur concile de l'Eglise maronite, le Père Moubarak a conçu un projet de réhabilitation. Son idée n'est pas d'y attirer les foules comme à Qochaya - l'accès restera pédestre - mais d'en faire, sous la vigilance d'un groupe de religieux antoniniens, un lieu d'étude et de recueillement où pourront s'isoler ceux de ses coreligionnaires désireux de se réconcilier avec leurs racines. Si ce plan s'accompagnait de la création d'un parc naturel destiné à sauver l'écologie envahissante, nous serions pleinement



La Qadicha

FOUAD ELKOURY

tifiaient à la nation française le point d'ancrage de leur influence en Orient. Le roi ex-protestant Henry IV, comprenant l'intérêt de cette politique relancée par le catholique François I^{er}, délégué à Constantinople son ambassadeur, Savary de Brèves, pour renouveler les Capitulations, trait conférant notamment à la France la protection des catholiques levantins. Lors de son arrivée à Qannoubine, le diplomate, déçu de n'y point trouver un faste correspondant à sa renommée, ne put s'empêcher d'ironiser sur cette contrée « plus peuplée d'ours que d'hommes » (3).

C'est dans un couvent très dépouillé en effet qu'il pénétra, par un sombre passage de pierres nues. Soumis aux avanies fiscales des pachas ottomans et aux razzias des *metoualis* (nom local des chittes), le patriarche et les siens vivaient dans le dénuement et l'anxiété. « Le palais patriarcal était alors une cellule creusée dans le roc, si basse, si étroite, qu'à peine y peut loger une personne. Un enfoncement dans la muraille servait de cachette à la caisse d'un maigre trésor : une lucarne donne sur l'église : les patriarches y passaient souvent des nuits en prière, leur lampe posée dans un trou que l'on montre encore » (4). C'est exactement ce qu'a pu voir aussi, la présence humaine en moins, l'ambassadeur de France René Ala, venu il y a quelque temps sur les traces de ses prédécesseurs, avant de quitter Beyrouth pour son nouveau poste, au Vatican.

Frustes et pourtant bons pasteurs - ils n'ont que des croix de bois, mais ce sont des évêques d'or », écrit en 1660 le chevalier marseillais Laurent d'Arvieux,

le procès en béatification est en cours de préparation. fit du monastère un grand centre spirituel et œcuménique. Auteur d'une *Histoire des maronites*, il commanda aussi les fresques - hélas ! très abîmées - qui ornent l'église dédiée à la Vierge Marie, patronne du Liban. Celle du cheur reconstitue l'Assomption : on y voit la mère de Jésus s'élevant, entourée d'anges, adorée par l'assemblée des patriarches prosternés à ses pieds.

Dans une pièce attenante, une chasse renferme la dépouille du patriarche Yousef Tyan. Ce théologien réputé, mort en 1809, préféra démissionner de sa charge plutôt que d'endosser l'application de la *charia* (loi islamique) que l'émir druze du Liban entendait imposer à ses sujets chrétiens pour complaire au sultan turc.

La dernière étape nous fait passer sous le couvent déserté Mar-Licha (Saint-Elysée) où repose un Aïsois qui, au dix-septième siècle, s'illustra dans le pays : François

rassurés quant au retour d'au moins une partie de la Qadicha à sa vocation, mariant l'Esprit et la Nature.

De notre envoyée spéciale
Annie Laurent

(1) Joseph Moawad a publié et commenté la *Notice historique sur l'origine de la nation maronite* envoyée par Mgr Nicolas Mourad au roi Louis-Philippe en 1844. Sans doute le premier ouvrage écrit en français par un Libanais, ce texte par lequel le prêtre attirait l'attention sur les malheurs qui frappaient alors sa communauté, était censé prouver que les maronites avaient les mêmes droits que n'importe quel citoyen français. Ed. Cariscript, Paris, 1988.

(2) Traduit de l'italien par Richard Simon, et publié à Paris, 1675.

(3) Relation des voyages de M de Brèves, Paris, 1623.

(4) Joseph Goudard 1823, *La Sainte Vierge au Liban*, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1955.

(5) Editions du Centre libanais, Beyrouth, 1984.

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 165 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.



CONTACTOUR

30, rue de Richelieu - 75001 PARIS
Tél. : (1) 42-96-02-25.

Bridge

n° 1451

PRÉCURSEURS
A DEAUVILLE

A une époque où, dans les grands championnats, on assiste à l'emploi de multiples enchères artificielles pour désamorcer l'adversaire, il est intéressant de voir Jais et Trézel utiliser dans les années 70 un système agressif, mais naturel, avec mineure de 1 SA de 10 à 12 points non vulnérable. Mais, même quand le système semblait échouer, le résultat n'était pas forcément négatif, comme le montre cette donne jouée au Tournoi des champions du Casino de Deauville en 1974.

♠ A 7 2
♥ 10 9 6
♦ A 9 7
♣ A 6 5

♠ 8 7 4 3 2
♥ D V 10
♦ 8 7 4 3
♣ 8 7 4 3

A la première table, Trézel en Ouest avait ouvert de 1 Pique que Carozzo en Sud avait laissé jouer. La chute de 300 au contrat de 1 Pique n'était pas mauvaise à condition que Sud puisse, à l'autre table, déclarer et faire la manche à Pique.

Voici le déroulement du coup à la deuxième table.

Ouest Nord Est Sud
Sharif Sheehan Ous Flint
1 ♠ passe 1 ♠ 2 ♠
passe 3 ♠ passe 4 ♠

Ouest ayant entamé atout (pour empêcher une coupe éventuelle par le mort), comment Flint a-t-il gagné QUATRE PIQUES ? Qu'aurait-il fait sur l'entame à Tréfle ?

Réponse : Après trois tours à Tréfle, Flint donna un coup à blanc à Carreau pour affaiblir le quatrième Carreau et défausser un Tréfle. Cependant, même sur l'entame à Tréfle, le contrat est gagnable contre toute défense. De quelle façon ?

Le déclarant laisse passer le Roi de Tréfle et prend le second tour avec l'As, puis il joue le troisième Tréfle, sur lequel il défausse un de ses Carreaux ! Ce jeu de « perdante sur perdante » ne coûte rien, mais, si Est n'a pas un gros Tréfle, il a l'avantage de laisser la main à Ouest, dont la contre-attaque à Cœur n'est pas dangereuse. Ouest va prendre avec le 10 de Tréfle, mais il ne pourra empêcher

Sud de tirer le Roi de Carreau et l'As de Carreau, puis de couper le troisième Carreau. Ensuite, Sud donnera trois coups d'atout en terminant au mort, et il défaussera un de ses deux Cœurs sur le quatrième Carreau affaibli...

PLUS FORT
QUE L'ORDINATEUR

Parmi les équipes favorites au prochain championnat du monde, on peut citer les Anglais, vainqueurs du récent championnat d'Europe. Leur chef de file est Tony Forrester, que nous allons observer dans une émission de télévision à la BBC où il a été opposé à un ordinateur qui a moins bien joué que lui. Mettez-vous à sa place en Sud en cachant les mains Est-Ouest.

♠ D V 9 7
♥ R 5
♦ R 6 3 2
♣ A 8 5

♠ 8 2
♥ 9 7 3 2
♦ V 9 4
♣ 9 6 3 2

Ann. : N. don. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud
Mahm. Kheila Sundel. Forrester
1 ♠ passe 1 ♠ 2 ♠
passe 3 ♠ passe 4 ♠

Ouest a entamé le Roi de Tréfle pour le 5, le 3 et le 4 de Tréfle, et il a continué avec la Dame de Tréfle. Comment Forrester, en Sud, a-t-il réussi QUATRE PIQUES contre toute défense, les atouts étant 2-1 ?

COURRIER DES LECTEURS
Danger de surcoupe
« Il y a comme un défaut, écrit J. Cortier, car la rubrique qui a suivi l'énoncé du problème « Danger de surcoupe » n'a pas donné la solution... » D'autres lecteurs (Mercier, Sally...) font la même remarque. Et ils ont raison car, pour la première fois depuis... 1964 (problème n° 1), l'ordre des chroniques n'a pas été respecté. En fait, la solution, au lieu de paraître le 20 juillet, avait paru le... 6 juillet, une semaine avant l'énoncé !

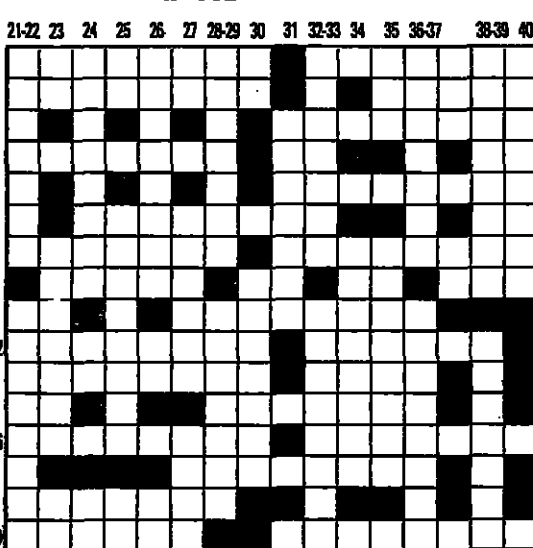
Voici un résumé de la ligne de jeu d'Albaron : convaincu à juste titre que le mort serait surcoupé, le fameux champion, au lieu de couper, a défaussé deux des trois Tréfles du mort, et il a pu ensuite couper un Tréfle avec un atout mort sans être surcoupé. Ensuite, il a capturé le Roi d'atout (devenu second) en impasse...

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 682



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par des lettres de mots à trouver.

HORIZONTALEMENT
1. CENOTIX. - 2. AEGIMS (+1). - 3. ACEINNO. - 4. AMNNOUX. - 5. AALLNRT. - 6. HINORSS. - 7. ADGGINRU. - 8. AELST (+1). - 9. AAEIMT. - 10. ADELNOU. - 11. CEHLORS. - 12. ACMSU. - 13. CEHRSSU. - 14. EINOSV. - 15. EELLRTU. - 16. AENPSST (+1). - 17. EENORPU. - 18. EHRUUX. - 19. AERTTU. - 20. AELSSU.

VERTICALEMENT
1. CILORTU. - 2. AACCHRST (+1). - 3. AAEINNO. - 4. AEGIMS (+1). - 5. AALLNRT. - 6. HINORSS. - 7. ADGGINRU. - 8. AELST (+1). - 9. AAEIMT. - 10. ADELNOU. - 11. CEHLORS. - 12. ACMSU. - 13. CEHRSSU. - 14. EINOSV. - 15. EELLRTU. - 16. AENPSST (+1). - 17. EENORPU. - 18. EHRUUX. - 19. AERTTU. - 20. AELSSU.

SOLUTION DU N° 681
1. BENITIER. - 2. CINQUE (CONIQUE COQUINE). - 3. MANIEURS (NUMERIS...). - 4. COULOIR. - 5. IDRIEES. - 6. TITILLEE.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

TROP CÔTEUSE

Championnat des Pays-Bas juniors, 1990.

Blancs : Palmer.

Noirs : De Heer.

Ouverture : Raphaël.

Réplique : Barteling.

1. 32-28 18-23 13-20 4-11
2. 38-32 12-18 (a) 14-33 19-24 (b)
3. 43-38 (b) 7-12 15-44 4-10
4. 49-43 (c) 2-7 16-33-28 14-19
5. 31-27 20-24 17-33 (g) 10-14 (g)
6. 37-31 14-20 (d) 18-38-44 (d) 18-22
7. 41-37 10-14 19-28 (e) 23-28 (e)
8. 34-30 17-22 (e) 20-23-34 7-11
9. 28-17 11-22 21-6-17 12-41
10. 31-36 22-31 22-47-36 24-29 (n)
11. 36-27 (f) 24-29 (g) 23-38-24 19-56
12. 33-24 20-29 Abandon (n)

NOTES

a) On peut surprendre l'adversaire dès le deuxième temps par 2... (17-21), puis 3... 43-38 (21-26); 4... 49-43 (11-17); 5... 34-30 (12-18); 6... 20-25 (20-24) [LEM-PRINSEN, Doetinchem, novembre 1989].

b) Ou encore 2... (20-24), puis 3... 42-38 (15-20); 4... 34-29 (23-34); 5... 40-29 (10-15); 6... 47-42 (24-30) [KRAJENBRINK-HERMELINK, Nijmegen, juillet 1988].

c) Exemples de continuation également usités et d'une combinaison très élaborée : 3... 31-27 (7-12); 4... 43-38 (17-22); 5... 5... 28-17 (11-31); 6... 36-27 (12-17); 7... 33-28 (17-21); 8... 38-33 (8-12); 9... 42-38 (20-24); 10... 34-30 (14-20); 11... 39-34 (20-25), enchaînement qui livre un très beau mouvement tactique en huit temps : 12... 27-22 ! (18-27); 13... 33-29 (24-31); 14... 44-39 ! (27-38); 15... 41-37 ! la pointe instantanée (23-17) [prise majoritaire prioritaire]; 16... 46-8 ! [fait sauter le pion de garde de la case damantée] (3-12); 17... 39-33 (38-29); 18... 34-31 [dame] (25-34); 19... 3-17, etc., la dame peut être prise après (2-7); 40-29 (6-11); 17-16 (7-11); 6-29 (4-13), mais 8-1 [SILVERMAN-SHEORATAN, championnat du monde, 1969, Paramaribo].

d) 4... (20-24); 5... 49-43 (2-7); 6... 37-31 (14-20); 7... 27-22 (18-27); 8... 31-22 (10-14) [AALTEN-DA SILVA, championnat du monde, 1988, Paramaribo].

e) 5... (23-34); 6... 37-31 (10-14); 7... 27-22 (18-27); 10... 30-22 (24-30) atout dans le triangle [LUTJEN-SCHOTANUS, championnat du monde par correspondance, 1983].

f) Ou, comme dans la variante (RECTITE) - 36. NIDIFIAS - 37. DIRIGAL - 38. QUELLES - 39. SAUTEURS (SURAUTE) - 40. ESSENIES (INSENSEE) - 41. STANES (TASSES).

g) Positions symétriques dans la pure tradition du début du siècle.

h) Les Noirs rompent la symétrie qui, dans ce type de jeu, leur est

théoriquement favorable en raison de l'avantage du truit.

i) Le pion à la bande [case 26] peut constituer une petite faiblesse.

j) Attaque classique sur l'aile droite adverse qui contraint les Blancs à placer un autre pion à la bande : deuxième petite faiblesse.

k) La réplique classique est 14... (14-20). Le coup du texte laisse supposer que les Noirs désirent provoquer l'incident majeur.

l) Pénétration dans les zones de turbulence.

m) Exploitant leur avantage, psychologique tout au moins, consécutif à 11... (24-29), les Noirs tentent, par ce coup de position anodin, une faute pour danner à 30.

n) La faute attendue par le jeune conducteur des Noirs, qui, à ce niveau, ne plaçant aucun espoir sur 18... 40-34 (29-40); 19... 45-34 sanctionnée par le coup de la bombe 19... (24-30); 20... 35-24 (19-39); 21... 23-10 (39-23) [caractéristique majeure du thème]; 22... 28-19 (15-4), etc., N+1.

o) Pour les Blancs, le coup juste était 18... 46-41.

p) Prise majoritaire prioritaire.

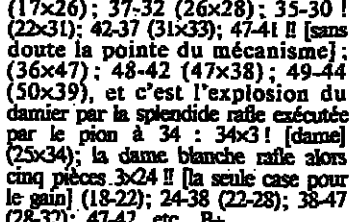
q) L'ouverture de la brèche.

r) Et non 22... (24-30); 23... 39-24 (19-50); 24... 42-37 (50-41); 25... 46-37, prise de la dame, égalité numérique, et tout est dit à refaire.

s) La prise de la dame noire serait trop coûteuse : 42-37 (50-11); 43-39 (11-50); 38-33 (50-41); 46-37, dame prise, mais N+1 et + à terme dans cette position.

PROBLÈME

P. GARLOPEAU (Rochefort) 1991



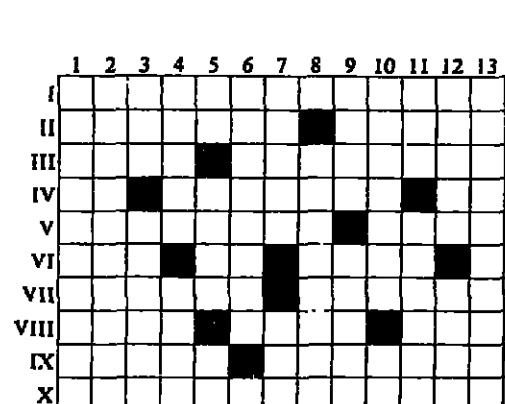
Les Blancs jouent et gagnent.

● SOLUTION : 26-21 ! [très difficile à déceler] (28-50); 40-34 ! (17-26); 37-32 (26-28); 35-30 ! (22-31); 42-37 (31-33); 47-41 ! [sans doute la pointe du manœuvre] (36-47); 48-42 (47-38); 49-44 (50-39), et c'est l'explosion du damier par la splendide rafle exécutée par le pion à 34 : 34-31 ! [dame] (25-34); la dame blanche rafle alors cinq pions 3-24 ! [la seule case pour le gain] (18-22); 24-38 (22-28); 38-47 (28-32); 47-42, etc., B+.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 680



HORIZONTALEMENT

1. Tous pour dix. - II. Mise à l'ombre. Désire être l'autre. - III. Souvent au centre. Agissent sans douceur. - IV. Préposition. Neptunien. Voyelles. - V. Toujours en fêtes. Chargés d'électricité. - VI. Toujours partisans. Ennuis. Toujours à la mouscade. - VII. Réclame un péage. Ce que fit le juge à un récidiviste. - VIII. N'attire pas forcément l'attention. Se porte haute, mais dans le bon sens. Heureux de vivre. - IX. Aide à vivre. Peut voter. - X. On les a presque entièrement rebâtis.

VERTICALEMENT

1. Préside aux chambardements. - 2. Distingue. - 3. Résultat d'une preuve. Faisait à l'opposé d'Edith Cresson. - 4. N'en déplaise à certains, en Italie. Dans la Somme. - 5. Pronom. Pour qu'il chauffe, il faut qu'on le remette à l'endroit. Note inversée. - 6. Horripilée. - 7. Vassal. Il faut l'exercer, c'est involontaire. - 8. Ont grands besoins. - 9. Dans les rubes. Peintre hollandais. - 10. Mis au parfum. Tête de crâne. - 11. Ce n'est pas un rôle en costume. De l'âne il n'a pas le coup de pied. - 12. Eut d'excellentes fréquentations. Vedette du Bébête show. - 13. S'ils ne le sont pas, on leur rend plus que la monnaie.

SOLUTION DU N° 679

Horizontalement

I. Pierre le Grand. - II. Urbaine. Eolie. - III. Trente. Inodes. - IV. Sincérité. Pro. - V. Cito. Grosse. Ar. - VI. Ha. Naïf. Eli. - VII. Inondées. Pâme. - VIII. Steen. Romarin. - IX. Teu. Egalisent. - X. Esthétique.

Verticalement

1. Putschiste. - 2. Irritantes. - 3. Ebène. Oat. - 4. Rangonné. - 5. Rite. Adnée. - 6. Energie. CS. - 7. Le. Inférai. - 8. Ito. Solo. - 9. Genève. Mil. - 10. Ron. El Paso. - 11. Alp. lang. - 12. Niera. Mini. - 13. Désorienté.

François Dorlet

Echecs

n° 1453

Tournoi open-maîtres, Bienne, 1991.
Blancs : U. Kersten (Allemagne).
Noirs : G. Lee (Angleterre).
Défense Caro-Kann.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. c3 c6 5. c4 c5 6. f4 f5 7. d5 d6 8. c5 c6 9. f5 f6 10. f6 f7 11. g4 g5 12. g5 g6 13. f6 f7 14. g6 g7 15. h4 h5 16. h5 h6 17. g6 g7 18. h6 h7 19. g7 g8 20. h7 h8 21. g8 g9 22. h8 h9 23. g9 g10 24. h9 h10 25. g10 g11 26. h10 h11 27. g11 g12 28. h11 h13 29. g12 g14 30. h13 h15 31. g14 g16 32. h15 h17 33. g16 g18 34. h17 h19 35. g18 g20 36. h19 h21 37. g20 g22 38. h21 h23 39. g22 g24 40. h23 h25 41. g24 g26 42. h25 h27 43. g26 g28 44. h27 h29 45. g28 g30 46. h29 h31 47. g30 g32 48. h31 h33 49. g32 g34 50. h33 h35 51. g34 g36 52. h35 h37 53. g36 g38 54. h37 h39 55. g38 g40 56. h39 h41 57. g40 g42 58. h41 h43 59. g42 g44 60. h43 h45 61. g44 g46 62. h45 h47 63. g46 g48 64. h47 h49 65. g48 g50 66. h49 h51 67. g50 g52 68. h51 h53 69. g52 g54 70. h53 h55 71. g54 g56 72. h55 h57 73. g56 g58 74. h57 h59 75. g58 g60 76. h59 h61 77. g60 g62 78. h61 h63 79. g62 g64 80. h63 h65 81. g64 g66 82. h65 h67 83. g66 g68 84. h67 h69 85. g68 g70 86. h69 h71 87. g70 g72 88. h71 h73 89. g72 g74 90. h73 h75 91. g74 g76 92. h75 h77 93. g76 g78 94. h77 h79 95. g78 g80 96. h79 h81 97. g80 g82 98. h81 h83 99. g82 g84 100. h83 h85 101. g84 g86 102. h85 h87 103. g86 g88 104. h87 h89 105. g88 g90 106. h89 h91 107. g90 g92 108. h91 h93 109. g92 g94 110. h93 h95 111. g94 g96 112. h95 h97 113. g96 g98 114. h97 h99 115. g98 g100 116. h99 h101 117. g100 g102 118. h101 h103 119. g102 g104 120. h103 h105 121. g104 g106 122. h105 h107 123. g106 g108 124. h107 h109 125. g108 g110 126. h109 h111 127. g110 g112 128. h111 h113 129. g112 g114 130. h113 h115 131. g114 g116 132. h115 h117 133. g116 g118 134. h117 h119 135. g118 g120 136. h119 h121 137. g120 g122 138. h121 h123 139. g122 g124 140. h123 h125 141. g124 g126 142. h125 h127 143. g126 g128 144. h127 h129 145. g128 g130 146. h129 h131 147. g130 g132 148. h131 h133 149. g132 g134 150. h133 h135 151. g134 g136 152. h135 h137 153. g136 g138 154. h137 h139 155. g138 g140 156. h139 h141 157. g140 g142 158. h141 h143 159. g142 g144 160. h143 h145 161. g144 g146 162. h145 h147 163. g146 g148 164. h147 h149 165. g148 g150 166. h149 h151 167. g150 g152 168. h151 h153 169. g152 g154 170. h153 h155 171. g154 g156 172. h155 h157 173. g156 g158 174. h157 h159 175. g158 g160 176. h159 h161 177. g160 g162 178. h161 h163 179. g162 g164 180. h163 h165 181. g164 g166 182. h165 h167 183. g166 g168 184. h167 h169 185. g168 g170 186. h169 h171 187. g170 g172 188. h171 h173 189. g172 g174 190. h173 h175 191. g174 g176 192. h175 h177 193. g176 g178 194. h177 h179 195. g178 g180 196. h179 h181 197. g180 g182 198. h181 h183 199. g182 g184 200. h183 h185 201. g184 g186 202. h185 h187 203. g186 g188 204. h187 h189 205. g188 g190 206. h189 h191 207. g190 g192 208. h191 h193 209. g192 g194 210. h193 h195 211. g194 g196 212. h195 h197 213. g196 g198 214. h197 h199 215. g198 g200 216. h199 h201 217. g200 g202 218. h201 h203 219. g202 g204 220. h203 h205 221. g204 g206 222. h205 h207 223. g206 g208 224. h207 h209 225. g208 g210 226. h209 h211 227. g210 g212 228. h211 h213 229. g212 g214 230. h213 h215 231. g214 g216 232. h215 h217 233. g216 g218 234. h217 h219 235. g218 g220 236. h219 h221 237. g220 g222 238. h221 h223 239. g222 g224 240. h223 h225 241. g224 g226 242. h225 h227 243. g226 g228 244. h227 h229 245. g228 g230 246. h229 h231 247. g230 g232 248. h231 h233 249. g232 g234 250. h233 h235 251. g234 g236 252. h235 h237 253. g236 g238 254. h237 h239 255. g238 g240 256. h239 h241 257. g240 g242 258. h241 h243 259. g242 g244 260. h243 h245 261. g244 g246 262. h245 h247 263. g246 g248 264. h247 h249 265. g248 g250 266. h249 h251 267. g250 g252 268. h251 h253 269. g252 g254 270. h253 h255 271. g254 g256 272. h255 h257 273. g256 g258 274. h257 h259 275. g258 g260 276. h259 h261 277. g260 g262 278. h261 h263 279. g262 g264 280. h263 h265 281. g264 g266 282. h265 h267 283. g266 g268 284. h267 h269 285. g268 g270 286. h269 h271 287. g270 g272 288. h271 h273 289. g272 g274 290. h273 h275 291. g274 g276 292. h275 h277 293. g276 g278 294. h277 h279 295. g278 g280 296. h279 h281 297. g280 g282 298. h281 h283 299. g282 g284 300. h283 h285 301. g284 g286 302. h285 h287 303. g286 g288 304. h287 h289 305. g288 g290 306. h289 h291 307. g290 g292 308. h291 h293 309. g292 g294 310. h293 h295 311. g294 g296 312. h295 h297 313. g296 g298 314. h297 h299 315. g298 g300 316. h299 h301 317. g300 g302 318. h301 h303 319. g302 g304 320. h303 h305 321. g304 g306 322. h305 h307 323. g306 g308 324. h307 h309 325. g308 g310 326. h309 h311 327. g310 g312 328. h311 h313 329. g312 g314 330. h313 h315 331. g314 g316 332. h315 h317 333. g316 g318 334. h317 h319 335. g318 g320 336. h319 h321 337. g320 g322 338. h321 h323 339. g322 g324 340. h323 h325 341. g324 g326 342. h325 h327 343. g326 g328 344. h327 h329 345. g328 g330 346. h329 h331 347. g330 g332 348. h331 h333 349. g332 g334 350. h333 h335 351. g334 g336 352. h335 h337 353. g336 g338 354. h337 h339 355. g338 g340 356. h339 h341 357. g340 g342 358. h341 h343 359. g342 g344 360. h343 h345 361. g344 g346 362. h345 h347 363. g346 g348 364. h347 h349 365. g348 g350 366. h349 h351 367. g350 g352 368. h351 h353 369. g352 g354 370. h353 h355 371. g354 g356 372. h355 h357 373. g356 g358 374. h357 h359 375. g358 g360 376. h359 h361 377. g360 g362 378. h361 h363 379. g362 g364 380. h363 h365 381. g364 g366 382. h365 h367 383. g366 g368 384. h367 h369 385. g368 g370 386. h369 h371 387. g370 g372 388. h371 h373 389. g372 g374 390. h373 h375 391. g374 g376 392. h375 h377 393. g376 g378 394. h377 h379 395. g378 g380 396. h379 h381 397. g380 g382 398. h381 h383 399. g382 g384 400. h383 h385 401. g384 g386 402. h385 h387 403. g386 g388 404. h387 h389 405. g388 g390 406. h389 h391 407. g390 g392 408. h391 h393 409. g392 g394 410. h393 h395 411. g394 g396 412. h395 h397 413. g396 g398

50 كذا من الاصل

SANS VISA
TABLE

Dames

Coqs aux vins

Il y a quelques lustres, aux États généraux de la gastronomie, à Dijon, une grave assemblée de cuisiniers entreprit de codifier la recette du coq au vin. Comme s'il n'y avait qu'un coq au vin ! Comme s'il n'y avait qu'un seul vin !

J'entends bien que nous nous trouvions en Bourgogne, et que l'on a tendance à naturaliser bourguignon le coq au vin. Il fait ici partie de la tradition gormande. Mais n'est-il pas aussi de tous les vins ? L'Auvergne le revendique pour son vin de Chanturgues, « *filigrant et flamboyant* », selon le docteur Ramin. Les Bordelais le cuisinent au saint-émilion, les Tourangeaux au chinon ou au bourgueil, et, en Champagne, il peut être aussi bien accompagné au bouzy rouge qu'au blanc de blancs.

Ce qui nous ouvre toute la gamme des vins blancs, du muscadet au riesling en passant par l'arbois... qui peut être rosé, tout comme en Provence.

Mais remontons le temps. Et, avant que la vigne n'apparaisse en France, les Gaulois se désaltèrent de cervoise, ce qui peut laisser à penser que le premier coq au vin fut un coq... à la bière, tel qu'on le retrouve aujourd'hui sur nos tables nordiques.

Le coq à la bière ancêtre du coq au vin, pourquoi pas ?

Les recettes peuvent varier, mais la base reste la même. D'abord, il faut un coq ! La chair, le goût, ne sont point les mêmes. Méfiez-vous, au restaurant, des coqs au vin qui ne sont que poulets d'élevage. De même ne faut-il pas se laisser prendre aux appellations fastueuses. Un coq au champagne ne sera guère meilleur qu'un coq bien mitonné dans un vin « honnête » mais qui, surtout, n'aura du chambertin que le nom, sur la carte ! Un ami gourmet résumait ainsi la recette du coq au vin idéal : « *Pénurie plutôt qu'excès de sauce. Pas de flambage et encore moins de crème. Le moins possible de champignons (surtout pas de couche !), mais abondance de lardons et de petits oignons. Enfin, que ce coq soit un vrai coq, bon, tendre et blanc.* »

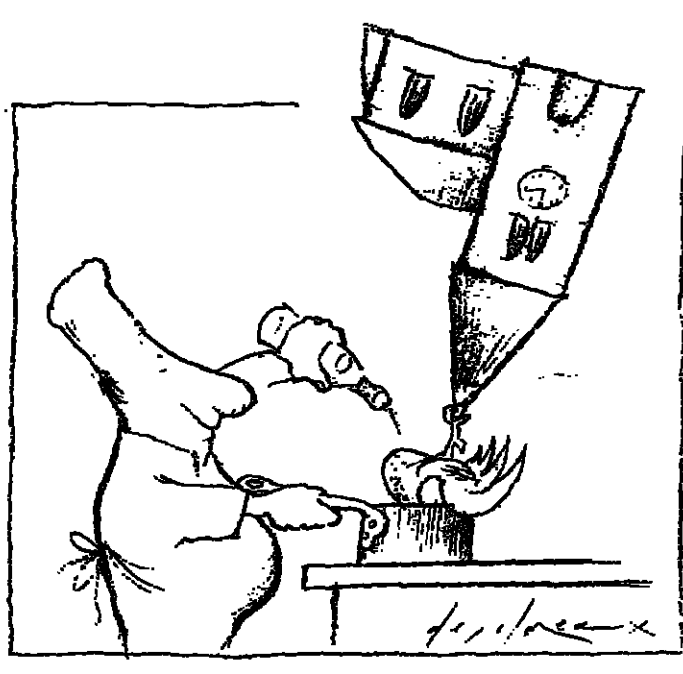
En sourdine, un soupçon d'eau-de-vie : cognac comme souvent à Lyon, armagnac comme dans le Sud-Ouest, marc du pays comme en Val de Loire... Pourquoi pas du calvados en Normandie !

En Alsace, où l'alimental vous emmène aujourd'hui promener, les livres de recettes donnent généralement celle d'un poulet au ris-

bertin ne sera guère meilleur qu'un coq bien mitonné dans un vin « honnête » mais qui, surtout, n'aura du chambertin que le nom, sur la carte ! Un ami gourmet résumait ainsi la recette du coq au vin idéal : « *Pénurie plutôt qu'excès de sauce. Pas de flambage et encore moins de crème. Le moins possible de champignons (surtout pas de couche !), mais abondance de lardons et de petits oignons. Enfin, que ce coq soit un vrai coq, bon, tendre et blanc.* »

En sourdine, un soupçon d'eau-de-vie : cognac comme souvent à Lyon, armagnac comme dans le Sud-Ouest, marc du pays comme en Val de Loire... Pourquoi pas du calvados en Normandie !

En Alsace, où l'alimental vous emmène aujourd'hui promener, les livres de recettes donnent généralement celle d'un poulet au ris-



bonnes recettes. Ainsi, un jour, M^{me} Maigret servait-elle un coq au vin blanc sec alsacien. La recette classique : lardons revenus dans moitié beurre-moitié huile, quelques champignons et beaucoup d'oignons blancs coupés en quatre. Puis les morceaux du coq mis à dorer, légèrement farinés ; une fois la farine roussie, les lardons, les oignons et une gousse d'ail hachée ajoutés, sel, poivre et un demi-litre de vin blanc. Cuisson à couvert.

Et M^{me} Pardon de s'extasier : elle trouve à ce coq au vin un je-ne-sais-quoi de différent, une subtile nuance gustative bien savoureuse. Elle fait pourtant elle-même de bons coqs au vin, ajoutant un peu de cognac ou d'armagnac à la cuisson. Mais ce n'est pas cela, et la femme du commissaire révèle que, quelques minutes avant de servir le plat, lorsque les chairs du coq se détachent déjà bien et qu'elle fait frire les croûtons, qu'elle servira, persillés, avec le plat, elle ajoute... deux cuillerées à café de pruneau d'Alsace !

J'ai essayé la recette. Croyez-moi, c'est un régal !

La Reynière

Semaine gourmande

Au Nid de cigognes à Mutzig

Maison familiale, de cadre comme de cuisine traditionnels. Du fromage de tête (*presskopf*) au genièvre au saund aux échalotes, du coq au riesling aux spaetzle, avec, bien sûr, les vins du pays. Nombreux menus de 100 F à 180 F ; à la carte, compter 250 F.

► Au Nid de cigognes, 28, rue du 18-Novembre, 67190 Mutzig. Fermé mardi soir et mercredi. CB. Tél. : 88-38-11-97.

Hostellerie des Châteaux à Ottort

Une auberge certes, à l'orée de la forêt, mais aussi des chambres de bon confort, une salle à manger élégante, un bar et une terrasse calmes. Et enfin - j'aimerais dire « et surtout » ! - une bonne cuisine de référence au terroir. Le foie gras (alsacien) est servi, si vous le désirez chaud, avec une salade d'épinards, le poisson au coulis d'écrevisses est accompagné de nouilles « maison », la volaille est au riesling et le filet de bœuf au rouge du pays. Menus de 150 F à 350 F ; à la carte, compter 300 F-400 F.

► Hostellerie des Châteaux, 11, rue des Châteaux, 67530 Ottort. Tél. : 88-95-95-20. Fermé dimanche soir et lundi. CB-AE-DC.

Le Lion d'or à La Petite-Pierre

Au cœur du parc régional des Vosges, un hôtel modernisé (sauna, bains bouillonnants, tennis) et une cuisine « à l'ancienne » de des escargots à l'alsacienne aux desserts en passant par un excellent foie gras et le coq fermier au riesling. Menus de 100 F à 250 F, et carte.

Le Lion d'or, 18, rue Principale, 67290 La Petite-Pierre. Tél. : 88-70-45-06. Fermé mercredi soir et jeudi. CB-AE-DC.

Zum Pfifferhus à Ribeauvillé

La winstube de légende (mais c'est aussi l'ancienne Maison des ménestriers, classée monument historique), réjouissante et bon enfant, fief de Françoise et Laurent Meistermann. Boudin en croûte, jarret de porc choucrouté, coquelet au riesling et ses spaetzle, bûche, etc... carte, compter 200 F.

► Zum Pfifferhus, 14, Grande-Rue, 68150 Ribeauvillé. Tél. : 89-75-62-28. Fermé mercredi et jeudi. CB.

L'Amphitryon à Soultz

Jean Meyer, en cette maison familiale, quitte le terroir mais discrètement. C'est ainsi qu'entre l'arlequin des mers sauce safranée ou la sole au coulis de navet et les desserts « maison », vous pourrez retrouver un poulet au vin blanc façon coq au riesling (et ses spaetzle) estimable. Nombreux menus ; à la carte, compter 300 F. Quelques chambres.

► L'Amphitryon, route de Carnay, 68500 Hartmannswiller (4,5 km de Soultz). Tél. : 89-76-71-83. Fermé vendredi et samedi midi. CB-AE-DC.

Buffet SNCF de Colmar

Le temps n'est plus des buffets de gare gastronomiques. Mais ici, dans la salle « Bacchus », calme et inattendue, vous trouverez une cuisine intéressante, dont un poulet au riesling (entre tarte à l'oignon et choucroute colmarienne). A la carte, compter 200 F.

► Buffet SNCF, 9, place de la Gare, 68000 Colmar. Tél. : 89-41-21-26. T.l.j. CB.

ALCOOLS

Les cognacs

des troupes d'occupation, Otto Kneibisch, ancien élève du lycée de Cognac, où sa famille possédait des terres avant 1914 ! Le tribut payé à l'occupant permit de maintenir les stocks ; au prix, sans doute, d'une image quelque peu troublée au lendemain de la guerre, lorsque s'imposa - avec l'arrivée des G.I. - le whisky comme symbole de la Libération et de la modernité.

Avec ses 80 000 hectares environ, le vignoble charentais, aux confins de l'Aunis, de la Saintonge et de l'Angoumois, est plus grand que le Bordelais. Ses terres proviennent de sols que la mer recouvrait, argiles et calcaires. La champagne - du latin *campagna* - grande et petite, c'est la bonne terre ; les borderies, ce sont les métièreries issues de l'essartage ; les bois sont de petites terres sèches et sablonneuses.

Pour distraire l'âme du vin, les Charentais eurent l'idée de remettre en chaudière le premier distillat. C'est la distillation « à repasse ». La bonne chauffe - la seconde - consiste à préserver le « cœur » qui suit les « têtes » et à le séparer des « queues » de vin. L'eau-de-vie sera parfaite si la « coupe » est réussie. Rien ne se perd, rien ne se crée, « têtes » et « queues » seront réutilisées.

L'électronique est venue, depuis peu, au secours du bouilleur. On le voit à Lignères, dans l'étonnante usine Bisquit-Renault qui ne compte pas moins de soixante-quatre alambics en batterie. Les traditions sont un peu malmenées, mais l'alambic reste semblable à l'athénée des alchimistes du Moyen Âge ! Il faudra encore de longues années dans le tonneau - invention gauloise ! - en bois de chêne de la forêt de Tronçais ou du Limousin, pour que le cognac accède à la maturité. Il lui doit sa saveur. L'eau-de-vie va extraire de ces merrains de chêne les sucres aux parfums vanillés. Les tanins, les colorants et les acides aromatiques viendront alors l'enrichir. On ajoutera un peu de caramel, et on compensera l'évaporation - « la part des anges ». Cette élimination naturelle des composants volatils provoquera la concentration propriétaire des éléments balsamiques. C'est alors que se formera le « montant », le « rancio », saveur unique du cognac, et la « longueur en bouche ». L'alcool passera de 70 degrés à 40 degrés.

Les appellations du commerce indiquent le vieillissement : trois étoiles, trente mois de fût ; VSOP (Very Superior Old Pale) s'applique à des eaux-de-vie dont la plus jeune a passé quatre ans et demi en barrique ; les vieilles réserves, XO, Royal, Napoléon, concernent des eaux-de-vie plus anciennes. Car le cognac est art d'assemblage. Du moins dans la plupart des grandes maisons. Par ordre d'importance : Hennessy, Remy-Martin, Martell et Courvoisier. Et ce, au risque de flatter un usage du cognac plus soucieux de la rotation des stocks que des qualités propres des terroirs qui composent l'assemblage. Ce qui pourrait bien expliquer la désaffection du public français pour le cognac, puisque 94 % de la production est exportée principalement en

Asie du Sud-Est (Japon, Hongkong, Taiwan, Singapour), aux États-Unis et en Europe du Nord.

Presque partout, les marchés sont à la hausse, sauf en France. On accusera la loi Evin, les campagnes antialcooliques, la fiscalité, l'alcoolisme et les gélées nocturnes des 2 et 21 avril. Ne pourrait-on aussi rechercher les causes de ce divorce dans la standardisation d'un produit dont seule l'image de marque est artisanale ? Il y a pourtant la « coupe n° 1 » de Hennessy, le Paradis, pratiquement hors commerce. Mais c'est l'exception qui confirme la règle des « trois étoiles », communs et ordinaires.

Comment les négociants lutteront-ils demain contre la production communautaire - au demeurant estimable - du brandy de jerez si les Japonais prennent des mesures discriminatoires : automobiles contre cognac ? Le beaudois, déjà, est un produit standard, aseptisé, à 13 degrés et au goût uniforme. Les efforts du Bureau national interprofessionnel du cognac pour réglementer la production seront plus méritoires encore si au contrôle des quantités et des standards de qualité s'ajoute la possibilité, pour l'amateur, de mieux identifier, de Jarnac à Barbezieux, les terroirs, les dates et les méthodes d'assemblage - en un mot, l'origine » de cette appellation pourtant sévèrement contrôlée.

Certains s'efforcent d'ailleurs de rechercher des eaux-de-vie anciennes, unitaires (c'est-à-dire non assemblées), ou provenant d'assemblages savants, à la manière des cigares de la Vuelta Abajo. Gérard Allemandou et son compère

Daniel Hallée, avec les Antiquaires du cognac, s'y emploient en francs-tireurs. L. Gourmel aussi, jusqu'à ces derniers temps. Citons également Normandin-Mercier, qui présente une collection d'excellentes champagnes. Audry, plus confidentiel, et Moyet développent des politiques de qualité. Sans oublier Alain Royer qui, sous l'enseigne A. de Fussigny, commercialise un bel assemblage XO et une très vieille grande champagne, un peu composite, mais de noblesse évidente.

Le rosier rouge planté à l'extrémité d'un rang de vigne, que l'on voit en grande champagne, pourrait signifier aussi bien un regret qu'un hommage à l'avenir de ce terroir, dont la beauté est protégée par ce grand négociant qui l'accapare.

Jean-Claude Ribaut

► Bonnes adresses : Les Antiquaires du cognac, Lartige, 16200 Jarnac. Tél. : 45-81-08-06. Normandin-Mercier, château de la Peraudière, 17139 Dompière. Tél. : 46-43-28-11. (A Paris, aux Caves du Marais, 64, rue François-Miron, 75004 Paris. Tél. : 42-78-54-64.) Moyet, 62, rue de l'Industrie, 16104 Cognac. Tél. : 45-82-04-53. A. de Fussigny, 60, rue des Moulins, 16200 Jarnac. Tél. : 45-81-62-59.

(1) Voir Cognac, de Nicolas Faith (Flammarion, 1987), excellent ouvrage historique et critique. Consulter aussi *l'Histoire du cognac*, de Robert Delamain (Stock, 1935), et *le Bonheur de Barbezieux*, de Jacques Chardonne (Stock, 1938), réédité en 1984.

NOUVELLE ADRESSE
des FRERES LAYRAC
AU CŒUR DE
SAINT GERMAIN DES PRÉS
face à l'église
11, rue Saint-Benoît
LE MUNICHE
Tél. : 46-33-62-09
LE PETIT ZINC
Tél. : 46-33-51-66
HUILES, FRUITS DE MER
TOUTE L'ANNÉE
Tous les jours service continu
de midi à 2 heures du matin

B
BOUCHARD
PÈRE & FILS
Depuis 1731
- Domaine du Château de Beaune -
- 92 hectares dont 71 hectares
de Premiers crus et Grands crus -
Documentation LM sur demande à Maison
Bouchard Père & Fils au Châtea
Boulevard Pasteur 70 - 33002 BEAUNE (F) 33
Tél. 03-22-14-41 - Tél. Bouchard 358138 F
* L'abus d'alcool est dangereux
pour la santé *

GASTRONOMIE

Retrouvez à Paris
le goût
du célèbre gigot.

RESTAURANT
SEBILLON

Tous les jours, service continu
de 12 h à 1 h du matin.
Voulez le soir.

66, rue Pierre-Charron Paris 8^e. Tél. : 43 59 28 15
LE GIGOT A VOLONTE EST CHEZ SEBILLON

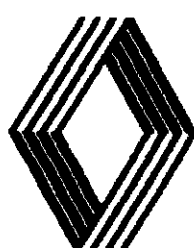
Renault vend 2 fois plus de voitures en Allemagne que Volkswagen en France.

Cela vous étonne ? Pas nous.

Grâce à la qualité de ses voitures et de son réseau, le premier constructeur allemand a vendu en France 57.000 voitures au premier semestre 1991. Une belle performance.

Grâce à la qualité de ses voitures et de son réseau, Renault a vendu en Allemagne 137.000 voitures pendant la même période et atteint une part de marché supérieure à celle de Volkswagen en France.

Une très belle performance.



RENAULT

هكذا من الأصل

La Cour

Dans un reportage sur la Cour des comptes, le journaliste s'interroge sur le rôle de cet organisme dans la vie de la France. Il évoque les débats autour de la réforme de la Cour et les tensions entre les différents pouvoirs.

Le rôle de la Cour des comptes est souvent mal compris. Elle n'est pas un simple organe de contrôle, mais un véritable acteur de la vie démocratique. Ses décisions ont un impact direct sur la gestion des finances publiques.

La fin du rêve

Le rêve d'une France plus juste et plus équitable semble s'éloigner. Les inégalités sociales persistent, et les espoirs de réforme sont déçus. La population se demande si le pays est sur la bonne voie.

Le monde de la politique est en pleine effervescence. Les débats autour de la réforme de la Cour des comptes sont particulièrement animés. Les différents acteurs cherchent à imposer leur vision de l'avenir du pays.

Le rôle de la Cour des comptes est souvent mal compris. Elle n'est pas un simple organe de contrôle, mais un véritable acteur de la vie démocratique. Ses décisions ont un impact direct sur la gestion des finances publiques.

Le monde de la politique est en pleine effervescence. Les débats autour de la réforme de la Cour des comptes sont particulièrement animés. Les différents acteurs cherchent à imposer leur vision de l'avenir du pays.

50 من الالاحل

24 Premier ministre japonais
25 La CEE et le Japon

25 Communication
26 Le rapport de l'Association française de banques

26 Marchés financiers
27 Bourse de Paris

BILLET

Le retour du Japon exportateur

On va repartir du Japon. Irrésistiblement, l'économie de l'archipel retrouve des excédents commerciaux énormes avec les autres pays et les tensions politiques commencent à se ranimer, en particulier chez les Américains, qui entrent en période électorale.

Après 1985, le Japon avait tourné ses efforts vers la consommation interne. Avec succès, puisque la croissance a été forte pendant une durée exceptionnellement longue - cinquante-sept mois, - au point qu'on parle du «Helsi boom», que l'on compare au «lagani boom» des années 60 (le Monde du 30 août). Cette nouvelle dynamique, exée sur la transformation des Japonais d'exportateurs en consommateurs, avait ramené l'excédent courant nippon de 4 % du produit national brut en 1985 à 1 %. Certains voyaient dans cette croissance équilibrée une banalisation du Japon, qui se mettait à ressembler aux autres pays. En résumé, les Japonais s'occidentalisent.

Les tensions commerciales avec leurs partenaires s'apaisaient. Mais tout s'inverse depuis le début de l'année. Pour calmer une économie gonflée par la spéculation immobilière et boursière, la Banque du Japon a en effet relevé les taux de l'argent par cinq fois à partir de mai 1989. L'opération a provoqué le refroidissement attendu. Il est bien relatif puisque la croissance devrait passer de 4,2 % cette année à 3,8 % l'an prochain, d'après les prévisions du FMI. Mais il a surtout une composante préoccupante : le ralentissement affecte plus la consommation que les exportations. Le Japon retourne en arrière, à la période pré-1985, redevenant un pays à excédents. Même si Tokyo refuse de l'admettre, la tendance est nette.

En août, vient de faire savoir le ministère des finances, l'excédent commercial a crû de 70 % par rapport à la même période de l'an dernier. Les exportations ont augmenté de 2,3 % (en données corrigées des variations saisonnières), tandis que les importations ont reculé de 3,7 %. Vis-à-vis des États-Unis, le surplus, qui s'était stabilisé, s'est remis à croître de 5,8 %. Vis-à-vis de l'Europe, il a crû, pour le dixième mois consécutif, de 60,9 % ! Avec une diminution de 25 % des importations de voitures, question hautement sensible.

Sur l'année, on évoque un excédent compris entre 75 et 100 milliards de dollars. M. Eiichi Nakao, ministre du MITI (industrie et commerce international), entamait jeudi 12 septembre une tournée en Europe et en Amérique pour tenter d'expliquer que les chiffres ne disent pas ce qu'ils disent...

E. L. B.

Le groupe Rover pourrait s'installer en Iran

Le constructeur automobile Rover, filiale de British Aerospace, a confirmé, vendredi 13 septembre, qu'il poursuivait des négociations avec l'Iran en vue de l'implantation d'une usine d'assemblage de voitures dans la République islamique.

L'investissement serait d'un montant de 750 millions de livres (7,5 milliards de francs). Une lettre d'intention a été signée, mercredi 11 septembre, à Londres, entre le président de la Rover et celui de Sanyad-e Mostazafin Foundation. Rover prendrait 35 % du capital de cette joint-venture qui serait baptisée BonRover. La réalisation de cet accord marquerait la réinstallation en Iran des constructeurs britanniques, qui y avaient été détrônés par Peugeot.

30 milliards de francs de cotisations impayées
La Cour des comptes met gravement en cause l'URSSAF de Paris

Dans un rapport confidentiel, la Cour des comptes accuse l'Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocation familiale (URSSAF) de Paris d'avoir laissé 30 milliards de francs de cotisations s'évaporer dans la nature. Non seulement la fonctionnalité et la gestion internes de cet organisme sont défectueuses, mais sa mission de recouvrement est gravement en défaut.

Si l'on en croit un rapport confidentiel de la Cour des comptes, à partir d'une enquête menée en 1989, l'antenne parisienne de l'URSSAF est si mal gérée qu'elle a failli à sa mission. Au 31 décembre 1989, pour 203 milliards de francs collectés, le montant des cotisations impayées a atteint 28,5 milliards de francs, dont 6,1 milliards au titre des majorations pour paiement en retard. Si l'on y ajoute un nombre important de créances en retard n'ayant fait l'objet d'aucune mesure de recouvrement et qui doivent être abandonnées pour cause de prescription, ce déficit atteint 30 milliards de francs.

Quelles sont les raisons de ce manque à gagner pour la Sécurité sociale? Un laxisme généralisé de l'URSSAF de Paris, qui commence par une mauvaise gestion du personnel et des rémunérations excessives (pour rapport aux textes en vigueur) pour le directeur général. Mais pas seulement. Avant d'en arriver aux carences du recouvrement, les rapporteurs de la Cour estiment que le système d'encaissement des chèques des entreprises qui règlent régulièrement leurs cotisations n'obéit pas aux textes. Pour arriver à trier et remettre en banque les 110 000 chèques qui lui arrivent quotidiennement, l'URSSAF de Paris fait appel à des catégories de personnel (étudiants notamment) qui n'ont reçu aucune délégation de pouvoir de la part de l'agent comptable. La remise en banque elle-même ferait l'objet de défaillances coupables. Seule la mention d'une somme sur le chèque, mais non son montant, est vérifiée. Les chèques sont ensuite regroupés, microfilmés et mis en liasse avant d'être remis à l'une des banques travaillant pour l'URSSAF de Paris. Ce sont ces établissements financiers qui

fournissent ensuite à l'URSSAF un relevé des sommes réellement encaissées.

Un tel abandon de prérogatives interdit ensuite à l'URSSAF de négocier avec les banques une quelconque remise de ses frais de gestion. La BREED (Banque régionale d'escompte et de dépôt) et le Crédit lyonnais profitent même de la situation pour vivre avec retard sur les comptes de l'URSSAF les cotisations qu'elles lui doivent au titre des salaires qu'elles emploient.

Le «noyau dur» du rapport porte bien entendu sur les défaillances du contrôle et du recouvrement. A cet égard, la Cour s'indigne que le directeur régional des affaires sociales et sociales d'Ile-de-France (DRASSIF) soit intervenu, le 16 janvier 1989, auprès de l'URSSAF pour lui demander des délais en faveur d'une entreprise importante qui n'avait réglé ni les cotisations patronales ni celles prélevées sur le salaire des employés. Comme le fait remarquer la Cour, les salaires des salariés n'appartiennent pas à l'employeur et les utiliser pour se faire de la trésorerie est un délit.

Sur le contrôle proprement dit, la Cour a constaté que le pourcentage

d'entreprises visitées était inférieur en région parisienne, toutes proportions gardées, à celui des URSSAF de Lyon ou Marseille. Ces constatations sont cependant de peu d'importance dans la mesure où les carences de l'appareil statistique interdisent de savoir le montant exact de la masse salariale à contrôler. Aucun fichier ne retrace non plus les noms d'entreprises déjà vérifiées. Les fiches remplies par les contrôleurs ne sont pas exploitées et la rentabilité très variable de ces agents (250 rapports pour l'un, 25 pour un autre) n'est jamais pénalisée. L'affectation des agents spécialisés à des tâches autres que le contrôle accroît la paralysie de l'établissement.

La mauvaise volonté de certaines administrations de l'Etat à se soumettre à un contrôle de l'URSSAF (notamment les Télécoms d'Ile-de-France) est patente. En revanche, des secteurs entiers (la Sécurité sociale elle-même, les fédérations sportives, les salles de spectacles, les médecins...) sans parler des entreprises récemment créées) sont généralement ignorés par les contrôleurs ou font l'objet d'un contrôle minimum.

La responsabilité des 30 milliards de francs d'impayés incombe donc largement à l'URSSAF de Paris et la Cour ne mâche pas ses mots. Ainsi, malgré des investissements informatiques importants, le recouvrement fonctionne mal. En amont, les diverses catégories de créances (celles qui sont exigibles, celles qui sont contestées...) ne peuvent être distinguées. Ce qui empêche d'établir des priorités et d'évaluer le rapport financier d'une action de recouvrement. A partir d'une étude de 200 dossiers, la Cour a aussi noté que 68 % d'entre eux recelaient des anomalies de gestion (retards, créances inexécutoires, etc.). En aval, les poursuites sont engagées dans le désordre, souvent avec un retard de plusieurs mois, les délais de paiement sont improvisés et les saisies chez les débiteurs de mauvaise foi régressent fortement. Entre 1986 et 1989, elles ont diminué alors que le nombre des décisions de saisie avait augmenté de 79 % sur la même période. Il est clair, estiment les rapporteurs, qu'une pareille pagaille encourage les mauvais payeurs et pénalise injustement les bons, qui constituent heureusement la majorité.

YVES MAMOU

La fin du rêve suédois

Suite de la première page

Le taux de chômage atteint 3,2 % et il monterait à 5 % ou 6 % à la fin de l'année prochaine - un chiffre considéré ici comme véritablement catastrophique.

Conséquence : les sociaux-démocrates qui gouvernent le pays depuis 1932, à l'exception d'une petite parenthèse de 1976 à 1982, devraient, selon les sondages, laisser la place à la droite lors des élections législatives du dimanche 15 septembre. Dernière défaite électorale, c'est tout le «modèle suédois» de social-démocratie qui paraît s'effriter. Rompant avec son isolement diplomatique, décidé par volonté de neutralité depuis plus d'un siècle, la Suède vient de se désolidariser son adhésion à la CEE. Elle espère rejoindre les Douze le 1er janvier 1995.

Tandis que le communisme s'écroule, le modèle social-démocrate est-il lui aussi condamné? Une certitude : la politique économique menée ces dernières années a conduit le pays dans l'ornière. Parmi les multiples causes du dérapage suédois, deux erreurs principales ont été commises. La première est conjoncturelle : en 1987 l'économie tourne à plein régime, les salaires partent à la hausse mais le gouvernement hésite à refroidir pour ne pas heurter les syndicats. Le krach boursier, espère-t-il, va venir opportunément provoquer la dépression nécessaire. Hélas : le krach n'est pas la douche froide attendue. Du coup, la machine s'emballle.

Survient la deuxième erreur, structurelle. Le patronat, en 1989, décide de rompre la tradition des négociations salariales centralisées avec LO, le syndicat unique. Il croit bon de préférer des discussions branchées par branche. Mais il a peut-être choisi le pire moment : la pénurie de main-d'œuvre fait bondir les revendications. Les entreprises doivent céder. Les salaires gagnent 10 %, puis encore 10 % en 1990.

La compétitivité des firmes s'écroule, la productivité stagne (de 1987 à 1990 elle croît de 1 % l'an contre 4 % en Allemagne). La Suède plonge dans «une crise des coûts», explique M. Hans Söderström, directeur de l'institut économique SNS. M. Kjell-Olof Feldt, ministre des finances, réclame à toute force une politique de rigueur mais les syndicats s'y opposent. Désavoué, il démissionnera en février 1992.

Les mauvais indices s'alignent mais le gouvernement tarde à réagir. Le gouverneur de la banque centrale prend alors, en juillet 1989, une décision radicale. Il lève le contrôle des changes. Le pays doit désormais défendre la couronne, c'est-à-dire mettre la lutte contre l'inflation au premier rang de ses priorités, devant celle du plein-emploi. La voie des dévaluations, largement empruntée dans le passé (entre 1977 et 1982 la couronne est dévaluée au total de 45 %), est interdite.

Cette décision achève de précipiter l'internationalisation des firmes. Participant à une seconde invasion viking, elles se jettent hors de Suède, y investissant plus de 100 milliards de couronnes en 1990 (autant de francs) contre 40 milliards en 1987. Le gou-

vernement prend pour.

Il annonce un plan de refroidissement en octobre 1990 recombinant les négociations salariales dans une commission qu'il préside mais, pour le reste, engage un virage nettement libéral. Une considérable réforme fiscale est mise en place d'abord : les prélèvements obligatoires (impôts et taxes) qui étaient montés à 67 % du PNB sous la droite en 1982, avaient déjà été ramenés à 57 %. Mais ce taux reste le plus élevé des pays de l'OCDE (43,8 % en France, 29 % aux États-Unis). Révolution en Suède : les impôts sur le revenu sont allégés (le taux moyen passera de 65 % à 50 %). Si une TVA vient peser en contrepartie, l'Etat perdra quand même 25 milliards de couronnes (autant de francs) par an au total.

Rejoindre la CEE

Ensuite, le gouvernement libéralise. Il abaisse les subventions sur l'agriculture et certains produits alimentaires. Il modifie le règlement qui interdit, pratiquement aux étrangers d'être propriétaires de firmes suédoises. Il annonce des privatisations partielles. Enfin, il modifie le système d'assurance-maladie laxiste, qui avait fait monter l'absentéisme à vingt-sept jours par an.

Parallèlement, l'ouverture de l'éco-

nomie est accentuée encore par la décision, prise officiellement cet été, de se porter candidat à l'entrée dans la CEE. Sans attendre, l'éco devient la référence pour le change de la couronne. La Communauté absorbe la moitié des exportations, du pays

Le ralentissement provoqué réussit. Mais il frappe la Suède alors que la conjoncture internationale est dégradée. Du coup, c'est la récession, que seule la Grande-Bretagne connaît dans la CEE. La production industrielle a chuté de 6 % cette année. Mais le gouvernement souligne que l'économie est revenue sur la bonne

route. L'absentéisme a fondu, les salaires sont désormais contenus nettement sous les prix, rognant le pouvoir d'achat, la balance commerciale s'améliore. Dès le printemps prochain l'inflation devrait retomber à 5 % en rythme annuel.

Est-ce trop tard? Est-ce trop peu? La mauvaise régulation conjoncturelle a-t-elle été provoquée par le «modèle», ce que dit la droite, ou en a-t-elle révélé les excès, ce qu'admet la gauche? En tous cas, l'opinion a basculé. L'opposition libérale, qui gâche guère de voir les sociaux-démocrates piétiner ses

plates-bandes, pousse ses feux. Elle propose un programme de «nouveau départ» qui ferait descendre les prélèvements à 50 %, engagerait des privatisations à 100 % et commencerait à «désocialiser», en rétablissant la liberté de choix des ménages pour la santé et l'école.

Le modèle suédois disparaîtra-t-il? Une partie des systèmes sociaux seront revus. Par la gauche comme par la droite. Les impôts seront allégés. L'Etat va reculer. Mais la Suède «restera le pays de l'égalité des chances et de la solidarité sociale», affirme M. Michael Söhlman, sous-secrétaire d'Etat au commerce extérieur. «A partir d'un certain niveau de chômage, la Suède préférera une baisse de leur revenu. C'est un pays de partage du travail», selon M. Dan Andersson, économiste du syndicat LO. La Suède «reste un bon pays où investir», explique-t-on chez Ericsson. M. Pehr Gyllenhammar, patron de Volvo, qui milite activement pour l'entrée dans la CEE, confirme : «Le niveau de protection sociale des Suédois ne sera pas abaissé par l'intégration européenne.»

M. Åke Andersson, sociologue qui dirige l'Institut of Future Studies, en doute. Ses enquêtes montrent que les jeunes ne veulent pas des impôts. L'individualisme l'emporte chez eux sur la solidarité nationale. Or il y a peu de chances que l'intégration dans une Europe libérale les fasse changer d'avis. Si on pense que le «modèle suédois» n'est pas une simple affaire de niveau de protection et que la solidarité est un état d'esprit, on va assister peu à peu à une remise en cause plus radicale. Uddévalis. fin du rêve...

ERIC LE BOUCHER



Les trois clés

Petit pays avec 8,5 millions d'habitants, le royaume suédois ne peut vivre en autarcie. Il lui faut s'ouvrir pour chercher à l'étranger des débouchés. Mais comment s'exposer à la concurrence internationale tout en assurant un haut niveau de protection sociale? Comment favoriser à la fois les entreprises et les pauvres?

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Aujourd'hui ces deux objectifs sont considérés comme contradictoires. Le Japon - nouveau modèle - et les pays du Sud-Est asiatique ont forcé leur croissance sur une économie également tournée vers l'exportation, mais en l'appuyant, du moins au début, sur des bas salaires intérieurs. La Suède montre une voie différente.

La solution mise en œuvre a été analysée par trois économistes à la fin des années 60 dans un livre à suède (!). L'idée est de partir de la division - classique - de l'économie en deux secteurs : l'un dit «exposé à la concurrence internationale» (grosso modo l'industriel), l'autre dit «protégé» (les services, le secteur public et, en Suède, l'agriculture). La première clé du modèle suédois, c'est une

grande négociation centralisée entre le patronat uni (SAF) et le syndicat unique (LO). Chaque année, le niveau des salaires est fixé en fonction des besoins du secteur exposé à l'exportation et il est appliqué ensuite à l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire également au secteur protégé.

Ce système a une vertu : la négociation forcée «associe le capital et le travail», en introduisant efficacement un «consensus». Toute la Suède, y compris ses fonctionnaires, vit ainsi au rythme impératif des exportations. Mais il est aussi «restructurant», deuxième qualité qui est souvent négligée. La centralisation des négociations oblige en effet toutes les entreprises à verser le même salaire pour le même travail. La PME paie autant que Volvo.

Un système très rigoureux

Exportation et restructuration : le «modèle suédois» n'offre pas, loin s'en faut, la douceur de vivre. C'est en fait un système économi- que très rigoureux. Au début des années 80, la crise des chantiers navals est mondiale : tandis que beaucoup de pays tergiversent, la Suède ferme ses chantiers en quelques années. Sans attermoie- ment. Mais pour passer les plaies

nombreuses, l'Etat prélève des impôts lourds sur les ménages tout en épargnant les entreprises (encore une fois elles assurent l'exportation). Cet argent autorise une politique d'Etat providence, d'allocation chômage et de formation (2,5 % du PNB). Cette troisième clé est utilisée de façon originale : tandis que les autres pays européens consacrent les deux tiers de leurs «plans emplois» aux indemnités de chômage et un tiers aux dépenses de formation, la Suède fait l'inverse.

L'Etat aide beaucoup les salariés en leur proposant des recyclages professionnels, des conseils de placement, des emplois provisoires dans la fonction publique. Il aide les entreprises à recruter, etc. Mais il sanctionne : les allocations s'arrêtent au bout de trois cents jours, forçant les chômeurs à retrouver du travail ou à accepter celui qu'on leur propose sous peine de voir leur indemnité réduite et annulée après trois refus.

Loi d'être uniquement «redistributifs» et encore moins laxistes, le «modèle» marie donc la carotte et le bâton.

Telle est du moins la version théorique du «modèle suédois». Dans la réalité, le volet social (fixation centralisée des salaires et formation des chômeurs) a été grosso modo appliqué. Mais on relève des divergences d'appréciation. Les partis de droite ainsi que des économistes situés dans l'aire droite du parti social-démocrate estiment que la haute protection sociale qui a fait parler d'un «modèle suédois», provient tout simplement du haut niveau de PNB par habitant. Le pays redistribue généreusement parce qu'il est riche...

D'autre part, ils relèvent que la fixation centralisée des salaires a caché, sinon entraîné, de répétitives dévaluations de la couronne suédoise. Ce sont elles qui auraient donné au pays sa compétitivité et sa richesse dans un premier temps, avant, dans un second, d'épuiser leurs effets et de provoquer un dérapage de l'inflation à la fin des années 80. En clair, la gauche appelle «modèle suédois» ce qu'ailleurs on nomme une politique de «dévaluations compétitives»...

Le débat reste ouvert. Mais que l'on parle ou non de «modèle», et de «sa fin», la Suède montre qu'une politique mariant la croissance et la protection sociale a été possible pendant cinquante-neuf ans.

E. L. B.

(1) *High Formation and the Economy* (l'économie et la formation des salaires) par Gösta Edgren, Karl-Olof Faxen, Claes-Erik Odner, Edition Lars Carlsson, Stockholm University.

صحة من الاصل

ECONOMIE

SOCIAL

5 200 militants réunis au «Zénith», à Paris

La CFDT définit sa charte pour l'emploi

Pour sa rentrée, la CFDT avait décidé de se mobiliser pour l'emploi et a organisé, le 12 septembre au «Zénith», un rassemblement national. Orchestré comme un grand show, tonique et motivant, avec la participation de 5 200 militants, cette manifestation n'avait plus grand-chose à voir avec les rituels syndicaux.

Cette fois, hors langue de bois, la vedette était donnée aux exemples, aux tentatives les plus modestes pour soutenir et créer l'emploi. Ainsi, la déléguée de l'entreprise laitière Even, dans le Finistère, vient expliquer un accord aux termes duquel chacun des 800 salariés dispose d'un crédit annuel de formation de cinq jours, dont deux sont pris sur le temps de congé. Au même endroit, où il y a 650 syndiqués CFDT, les heures supplémentaires ne sont pas payées, mais récupérées.

La leçon se voulait claire : pour l'emploi, toutes les actions sont indispensables, toutes les volontés sont nécessaires. La «charte pour l'emploi» adoptée par l'assemblée détaille ce thème en vingt propositions qui sont autant de chantiers. On y retrouve, côté à côté, l'adaptation au changement du travail et la gestion prévisionnelle de l'emploi, bien sûr, mais aussi des orientations plus originales. La CFDT s'y affirme favorable au développement économique local,

à l'apparition des emplois de proximité qui répondent à une demande sociale, et veut soutenir les associations comme les entreprises d'insertion.

C'est ce que précise M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, dans un discours de clôture qui se voulait de mobilisation tous azimuts, en regrettant que la société française ait «dans sa tête (...) une hiérarchie des emplois qui est conservatrice et élitiste (...) non féconde pour l'emploi». Mais, comme toute réunion ne peut se terminer sans «petites phrases», la journée de la CFDT ne faillit pas à la tradition. Le public siffla M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, venue dire qu'elle n'était pas favorable à une réduction uniforme du temps de travail. M. Kaspar critiqua le budget du gouvernement, qui «n'est pas au service de l'emploi» et «accompagne le ralentissement de la croissance», se félicita de voir que le gouvernement «a infléchi partiellement ses positions en acceptant le principe d'une ouverture des entreprises nationalisées aux capitaux privés». A l'adresse de M. Mar. Blondel et de la proposition d'une grève générale interprofessionnelle par FO, il répliqua : «On ne traite pas de ces questions par médias interposés.»

A. L.

Les prestations assurées jusqu'en mars 1992

La caisse de retraite complémentaire des médecins proche de la cessation de paiement

La Caisse autonome de retraite des médecins français (CARMF), qui gère l'avantage social vieillesse (ASV) des médecins, ne pourra plus assurer ses prestations à partir de mars 1992. Estimant que «l'ASV est en péril», les quatre principaux syndicats de médecins (CSMF, FMF, MG France et SMI) ont demandé à être repus au plus vite par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales.

La situation difficile de la CARMF, qui a dû liquider la quasi-totalité de ses réserves financières, n'est pas imputable à son équilibre démographique. Selon ses responsables, les difficultés proviennent du niveau insuffisant des cotisations, calculées par rapport au tarif conventionnel de la consultation (90 francs actuellement). Si, en 1990, la cotisation était fixée à quatre-vingt dix-neuf fois ce tarif, elle n'atteint que 67,5 fois la consultation pour 1991. Les syndicats accusent le gouvernement, qui fixe les taux, de chercher essentiellement à réaliser des économies sur les comptes de l'assurance-maladie. En effet, celle-ci prend en charge les deux tiers de la cotisation des médecins appliquant strictement les honoraires conventionnels (secteur 1), alors que ceux pratiquant des honoraires libres ne disposent pas de ces avantages. Dès lors, revêt à la baisse le taux d'appel des cotisations réduites les charges des médecins mais limite aussi les dépenses à la charge de la Caisse nationale d'assurance-maladie.

L'ASV représente 45 % de la pension moyenne reçue par les praticiens retraités (65 600 francs par an sur un total de 153 000 francs); ses responsables estiment qu'il convient de faire passer la cotisation annuelle de 6 075 francs à 12 150 francs pour parvenir à équilibrer les comptes, soit un surcoût de plus de deux cents millions de francs pour l'assurance-maladie.

J.-M. N.

TOURISME

Premier bilan de la saison

Le record de recettes touristiques 1990 «sera difficile à battre» selon M. Baylet

La guerre du Golfe et la dépression économique et psychologique qui s'ensuivit ont finalement fait l'affaire de la balance des paiements touristiques de la France, si l'on en croit le premier bilan de la saison présenté, le 12 septembre, par M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme, qui a, tout de même, pris la précaution de souligner que le record de 1990 (110 milliards de francs de recettes et 42 milliards d'excédent) serait «difficile à battre».

La frilosité ambiante a conduit les Français à rester au pays et notamment dans les zones rurales ou de montagne, sans qu'on sache très bien s'ils ont choisi, ce faisant, un retour aux racines, le calme ou les prix tellement moins élevés que ceux pratiqués sur la Côte d'Azur ou sur la côte basque. Les grands bénéficiaires de ces choix ont été les comptes de la France (les dépenses des Français à l'étranger ont reculé de 1,7 % au cours des sept premiers mois de l'année) et des régions un peu oubliées comme la Lorraine et la Picardie, qui ont enregistré une progression de leur fréquentation de 40 % par rapport à 1990.

Des étrangers plus nombreux

Comme la France demeure très intéressante en raison de ses prix, modérément élevés à ceux pratiqués en Espagne ou en Italie, les étrangers s'y sont arrêtés plus nombreux et plus longtemps. A noter que la baisse des contingents américains et japonais a été compensée par l'afflux des Européens, au point de faire progresser de 3,8 % les recettes touristiques en devises de la France de janvier à juillet. Au 31 juillet, la Banque de France calculait que le solde de la balance des paiements touristiques atteignait 3 milliards de francs de mieux qu'un an plus tôt, à la même date.

Les «points noirs» de ce panorama plutôt favorable tiennent à l'évolution vers le bas de la consommation touristique et à la forte concentration de la demande dans le temps. Ainsi le tourisme d'affaires est-il en baisse, les Français comptent leurs sous et les visiteurs désargentés en provenance des pays de l'Est se multiplient. Enfin, il semble que les vacanciers aient concentré leurs déplacements au mois d'août, en décidant à la dernière minute de la destination et de la durée de leurs séjours, au grand dam des professionnels.

AL. F.

Fonction publique

M. Soisson souhaite parvenir à un accord salarial «d'ici à la fin du mois»

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, souhaite qu'un accord salarial puisse être conclu «avant la fin du mois, et avant l'ouverture de la session parlementaire» avec les syndicats de fonctionnaires. Interrogé vendredi 13 septembre sur Europe 1, M. Soisson a indiqué qu'il recevra ses interlocuteurs (FEN, FO, CFDT, CGT, FGA, autonomes, CFTC, CGC) au cours de réunions bilatérales, avant d'engager une négociation finale.

«Tout ne sera pas possible», a prévenu le ministre qui, toutefois, se déclare prêt à examiner un «rattrapage» des rémunérations et entente préalable à la situation «de blocage de la politique contractuelle de l'Etat à l'égard de ses agents».

AUTOMOBILE

Le Salon de Francfort

M. Martin Bangemann monte en ligne pour défendre l'accord CEE-Japon

Rompant un silence remarqué des autorités de Bruxelles, le vice-président de la Commission européenne, M. Martin Bangemann, a profité du Salon international de l'automobile, pour défendre l'accord sur la limitation des importations de voitures nippones conclu fin juillet entre la CEE et le Japon.

Dénonçant «l'interventionnisme» des constructeurs européens et leurs velléités protectionnistes, M. Bangemann s'est félicité, jeudi 12 septembre, de la conclusion d'un tel accord. Il a estimé que cet arrangement, combiné à la création d'un grand marché unique, va «soumettre les constructeurs européens à une très forte compétition qui doit leur permettre d'améliorer leur compétitivité». M. Bangemann a souligné qu'il appartenait aux constructeurs européens «de consolider et de renforcer leur position».

Cette montée en ligne d'un haut responsable communautaire visait à répondre au président de PSA, M. Jacques Calvet, qui avait, la veille, une nouvelle fois critiqué l'accord conclu par les autorités de Bruxelles (le Monde du 13 septembre), et notamment son imprécision sur la question de la production des usines japonaises installées en Europe.

S'exprimant en début de semaine à Francfort, le président de Nissan Motor Corporation, M. Yutaka Kume, avait de son côté indiqué que la production des «transplants» n'était pas soumise à restriction dans le cadre de l'accord CEE-Japon et qu'elle serait uniquement gouvernée par la demande de la clientèle européenne.

CONJONCTURE

+ 0,2 % en août

Faible hausse des prix de gros aux Etats-Unis

Les prix de gros aux Etats-Unis ont augmenté de 0,2 % en août par rapport au mois précédent. Cette faible hausse, qui suit deux baisses consécutives de 0,3 % en juin et de 0,2 % en juillet, prouve que les risques d'une accélération de l'inflation aux Etats-Unis ont maintenant disparu. En un an (août 1991 comparé à août 1990), la hausse est de 2,4 %. Ce bon résultat, qui survient malgré une forte hausse des prix de l'énergie (+1,8 % après une baisse de 1,3 % en juillet), va permettre à la Fed - la Réserve fédérale - de baisser les taux d'intérêt. Une telle décision pourrait être prise si la hausse des prix de détail, attendue en cette fin de semaine, confirme le ralentissement de l'inflation. Déjà, une petite banque du Michigan - la National Bank of Royal Oak - a anticipé cette décision en abaissant d'un quart de point son taux de base jeudi 12 septembre.

COMMUNICATION

Estimant le texte encore trop rigide et contraignant

Le CSA juge inapplicable le projet de loi sur les quotas d'œuvres françaises à la télévision

Fruit d'un laborieux compromis avec Bruxelles (le Monde du 10 août), le projet de loi gouvernemental abaissant à 40 % le quota d'œuvres françaises à la télévision est sévèrement critiqué avant même d'être soumis au Parlement. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le juge ainsi inapplicable dans une lettre adressée à la commission des finances de l'Assemblée nationale. Une prise de position d'autant plus remarquable qu'elle émane de l'instance chargée de veiller au respect de la future loi.

Depuis des mois, le CSA feroce avec le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, pour obtenir un assouplissement de la réglementation des télévisions (le Monde du 5 avril). Mais jamais il n'avait pris aussi peu des gants, intervenant avant même un débat parlementaire qui pourrait, du coup, devenir beaucoup plus difficile pour le gouvernement.

Dans une lettre adressée au rapporteur spécial de commission des finances à l'Assemblée nationale, le député RPR Robert-André Vivien, le

Conseil vient en effet de prendre position contre le projet de loi sur les quotas d'œuvres françaises à la télévision. Le verdict qui se dégage entre les lignes est sans appel : inapplicable !

L'affaire est d'autant plus embarrassante pour le gouvernement que le texte actuellement soumis au Conseil d'Etat est le fruit d'un compromis avec la Commission de Bruxelles accepté à contre-cœur par le ministre français de la culture et de la communication, M. Jack Lang (le Monde du 26 juillet). Un compromis qui prévoit notamment l'abaissement de 50 % à 40 % du quota d'œuvres françaises aux heures de grande écoute à la télévision, ainsi que le remplacement de la notion d'œuvres communautaires par celle, plus large, d'œuvres européennes (un dernier point que personne ne conteste).

Dirigeants de chaîne et producteurs de télévision espéraient que cette mise en conformité avec la législation communautaire serait mise à profit pour assouplir plus substantiellement une réglementation dont ils ne cessent de dénoncer les effets pervers.

La prise de position du CSA relance donc le débat. Le Conseil rappelle en effet que l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 1992, du quota d'œuvres françaises aux heures

de grande écoute, même abaissé à 40 %, devra se combiner avec une définition très restrictive de l'œuvre française. «Une charge supplémentaire», estime le CSA, «difficilement supportable» dans un contexte économique défavorable marqué par une progression «très limitée, voire nulle», des recettes publicitaires.

C'est pourquoi le CSA suggère deux pistes de travail :

1. Maintenir des obligations aux heures de grande écoute en abaissant plus substantiellement le quota (probablement à 30 %, mais la lettre ne le précise pas) ;

2. Substituer à la notion d'heures de grande écoute, celle d'«heures d'écoute significative que l'instance de régulation fixerait pour chaque chaîne en fonction de son audience, des caractéristiques de sa programmation et de son effort en faveur de la création audiovisuelle».

Cette solution redonnerait un peu de souplesse au système, qui tiendrait compte de la nature des télévisions (M 6 ne se bat pas dans la même catégorie que TF 1), de leur plus ou moins grande fragilité économique, voire de la «couleur» de leur programmation (la Cinq est nettement plus «américaine» qu'Antenne 2).

PIERRE-ANGEL GAY

Le quatrième Salon des directeurs de la communication à Deauville

La déontologie et l'Europe au centre des débats du Top Com

Deux cent cinquante exposants, plus de trois mille visiteurs attendus - directeurs de communication des entreprises et des collectivités locales, chefs d'entreprise, publicitaires, etc. : la quatrième édition du Top Com a lieu à Deauville du 12 au 15 septembre. A quelques mois du mar-

ché unique européen, cette manifestation a choisi de mettre l'accent sur l'Europe, avec notamment un débat, vendredi 13, sur «La communication des entreprises dans l'Europe 1993». Autre thème d'actualité pour le Top Com, la déontologie de la communication d'entreprise.

POINT DE VUE

Pour une morale professionnelle de l'information

par Patrick Bocard et Patrick d'Humières

L'INFORMATION fait bouger le monde. Elle irrite les sociétés et les économies et les entraîne inexorablement sur le chemin du marché et de la démocratie. Sa rigueur est donc un enjeu politique pour tous ceux qui pensent que le respect des personnes est une finalité supérieure au succès des organisations. Et pourtant l'information reste le bien le plus mal partagé dans nos sociétés développées. Celles-ci se croient exceptionnelles parce que l'information semble abondante et peu contrainte. Mais la position institutionnelle conquise par la presse est tout autre que celle que l'on mesure les limites de la liberté de communiquer et notre difficulté à connaître et à comprendre les faits.

Manipulation et marchandage

Or, si on a beaucoup critiqué les mauvais fonctionnements des médias, notamment à l'occasion du traitement de la guerre du Golfe, on n'a pas assez mis l'accent sur la responsabilité particulière des professionnels qui produisent et propagent l'information à destination de la presse ou du public et qui ne sont pas «journalistes». Ont-ils pour autant moins de comptes à rendre à l'opinion que ceux qui signent leurs propos ? Ne sont-ils pas aussi menacés que les journalistes par la perte de crédibilité des médias ? N'est-ce pas la relation entre le public et la communication qui est en jeu ?

De fait, la presse n'est que la partie émergée du système d'information dans lequel les entreprises, les institutions, les collectivités et les individus exercent un rôle actif. Les professionnels qui participent à la fabrication de l'information, attachés de presse, directeurs de communication, consultants ou porte-parole, ont une responsabilité tout aussi fondamentale dans l'amélioration de la qualité du discours public, dans sa rigueur et son honnêteté, à travers ce qui est dit au consommateur, au citoyen, à l'actionnaire, à l'employé et aux médias, par les organisations et leurs dirigeants.

La dégradation constatée des modes de fonctionnement de l'information ne serait qu'un sujet philosophique si elle ne faisait courir des risques réels à la démocratie et à

l'économie de marché. Le renouveau éthique, qu'on veut faire passer pour de l'efficacité, conduit à suicider un métier récent et mal structuré.

La manipulation est une arme médiatique inacceptable si on use de son autorité pour insinuer, accuser et accablant devant la presse des faits sans fondement et sans réalité. Le marchandage est un rapport inacceptable s'il consiste à obtenir par la pression économique, le chantage publicitaire ou l'intimidation des traitements que les médias n'accorderaient pas de leur plein gré. La réticence à s'expliquer, d'exposer les faits et de présenter tous les éléments quand un intérêt public est en jeu est inacceptable s'il permet d'entretenir la tromperie derrière la silence. La confusion des rôles entre les journalistes et les professionnels de la communication, entre la publicité et le rédactionnel, entre le souci de l'image et le devoir d'informer est inacceptable, si elle contribue à cacher au public l'origine des messages. La diffusion partielle d'informations est inacceptable si elle vise à créer des inégalités ou des injustices ou à fausser la décision ou le jugement.

Principes d'éthique

Une volonté doit aujourd'hui s'affirmer parmi les professionnels de la communication pour que des principes d'éthique viennent borner l'exercice de leur métier. Cinq au moins nous semblent nécessaires.

- Le principe de véracité : toute information diffusée est fondée sur une réalité constatée et contrôlée; elle engage la responsabilité juridique de celui qui la transmet.

- Le principe de liberté : aucun comportement, de nature économique ou politique, ne doit viser à fausser ou gêner le libre fonctionnement de la presse.

- Le principe de séparation : la fonction professionnelle de communication et celle de journaliste doivent être bien distinctes et ne prêter à aucune ambiguïté dans le traitement des faits.

- Le principe d'universalité : dès lors qu'elle est émise, l'information est destinée à tous et ne peut être enfermée dans des contraintes de diffusion.

- Le principe d'humanité : l'information doit respecter les principes

fondamentaux de la personne et les valeurs qui inspirent des sociétés démocratiques.

Cette éthique doit conduire à favoriser l'établissement d'une clause de conscience dans les contrats de travail des professionnels de l'information, comme elle existe pour les journalistes. Le respect de l'opinion publique ne se situe-t-il pas au-dessus de celui de l'employeur, qu'il s'agisse d'une entreprise, de l'Etat ou d'une organisation ?

Information et image

Enfin, il est temps d'établir la différence fondamentale qu'il doit y avoir désormais dans nos «sociétés de communication» entre les fonctions dites d'information et les fonctions dites d'image ou de publicité. Si l'information contribue indirectement à l'image, elle n'est aucunement à son service. Les entreprises et les organisations doivent considérer qu'elles ont un devoir d'information, de plus en plus exigeant, à l'égard du public tout entier, parallèlement à la nécessité de créer un imaginaire de la marque.

Certes, l'acceptation du «devoir d'informer» ne va pas de soi. Et pourtant, c'est l'approfondissement de cette exigence qui crédibilisera l'information aux yeux du public et qui conduira à donner plus de sens aux images de marque. Les professionnels doivent se tourner vers leurs confrères et les associations qui les représentent, pour approfondir collectivement cette réflexion et convenir d'une charte professionnelle, comme leurs homologues américains l'ont fait, après avoir constaté la désuétude de leurs règles passées. Faut-il poser les bases de sa légitimité aux yeux de l'opinion, le milieu de la communication est menacé d'être amoindri par certains excès qui altèrent sa crédibilité. La force des démocraties reposera de plus en plus sur la qualité de l'information et donc sur l'intégrité de ceux qui s'en servent quotidiennement.

Patrick Bocard est directeur de la communication d'American Express, Patrick d'Humières est consultant et professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

MARCHÉS FINANCIERS

Le rapport annuel de l'AFB

Les banques françaises n'attendent pas 1993
« avec une confiance sans faille »

Les banques françaises figurent parmi les plus européennes et les plus modernes, mais souffrent de difficultés structurelles qui « ne permettent pas d'attendre 1993 avec une confiance sans faille », estime l'Association française des banques (AFB) dans son rapport annuel 1990. Les difficultés des établissements bancaires français « viennent de la structure des bilans, de la place excessive des ressources des marges d'intérêt et de l'écrasement de celles-ci sous l'effet, hier, d'une concurrence intérieure souvent faussée, aujourd'hui, d'une distorsion des circuits d'épargne liée à une fiscalité discriminatoire », explique l'association, qui réunit plus de quatre cents banques françaises.

« L'environnement réglementaire n'évolue pas de façon totalement rassurante », poursuit l'AFB, qui précise que, si « la mise en place des principes de base du marché unique est bien avancée (...), des éléments très importants, en négociation actuelle, peuvent apporter des contraintes difficiles à supporter : exigence excessive de fonds propres pour couvrir les risques de marché, dérogation des marchés financiers... ». Avant 1993, « il faut supprimer les handicaps encore trop nombreux pesant sur nos établissements et il est au moins impératif de n'introduire aucune mesure pouvant créer des charges nouvelles et sans équivalent chez nos voisins », affirme l'AFB.

Aux Etats-Unis

First of America
va racheter
Security Bancorp

La banque régionale First of America, basée à Kalamazoo (Michigan), a annoncé le 12 septembre qu'elle allait acquérir sa concurrente Security Bancorp pour un montant d'environ 550 millions de dollars (environ 3,15 milliards de francs), renforçant ainsi sa présence dans la région de Detroit (Michigan). Selon l'accord conclu entre les deux banques, cette acquisition se fera par un échange d'actions (une action Security contre 1,29 action First of America).

Les actifs de First of America s'élèvent à 14,1 milliards de dollars, ceux de Security Bancorp à 2,8 milliards. En y ajoutant les actifs d'une caisse d'épargne de l'Illinois, Champion Federal Savings and Loan Association, dont elle a annoncé il y a deux semaines le rachat, First of America estime qu'elle va se classer parmi les trente-cinq plus grandes banques américaines avec un total d'actifs de 19,1 milliards de dollars et des activités dans trois Etats (Michigan, Illinois et Indiana).

Siemens-Nixdorf
devrait annoncer des pertes
de 3,5 milliards de francs

Les espoirs d'un redressement rapide de Siemens-Nixdorf, le groupe allemand né en octobre dernier de la fusion des activités informatiques de Siemens et du constructeur indépendant Nixdorf, sont bel et bien enterrés. Le premier constructeur informatique européen devrait annoncer des pertes de 1 milliard de deutschemarks (3,5 milliards de francs) pour son exercice 1990-1991 qui s'achève fin septembre, révèle le magazine économique Wirtschaftswoche, vendredi 13 septembre.

Selon le magazine allemand, le total des pertes de SNI pour l'année en cours serait tout juste contenu sous la barre du milliard de marks (soit le montant des pertes affiché par Nixdorf à la veille de sa reprise en main par Siemens), grâce à des cessions d'actifs immobiliers à Francfort et à Berlin. SNI s'est refusé à confirmer ou à démentir le chiffre des pertes avancés par l'hebdomadaire, mais a reconnu que les coûts de restructuration des activités de Siemens et de Nixdorf sont « du même ordre de grandeur » que les montants cités par le magazine.

Le plan gouvernemental d'aide aux PME

M. Pierret juge « essentielle »
la baisse de l'impôt sur les sociétés

« L'uniformisation et la baisse immédiate des deux taux de l'impôt sur les sociétés à 33,33 % pour les PME (...) est une mesure essentielle, car c'est la seule à agir à la fois sur la rentabilité des PME et sur la rémunération du capital extérieur », déclare dans une interview aux Echos du 13 septembre M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges, qui a rédigé à la demande du gouvernement un rapport sur les meilleurs moyens de « donner un nouvel élan aux PME-PMI ».

La baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) est-elle bien appropriée ? « Les PME », répond M. Pierret, « représentent l'essen-

tiel des entreprises assujetties à l'IS : 700 000 à comparer aux 2 200 grandes entreprises de plus de 500 salariés. De plus, l'expérience prouve que les PME bénéficient plus que proportionnellement des baisses de taux de l'impôt sur les sociétés. Elles ont, en outre, retiré dans le passé 40 % de l'avantage fiscal alors qu'elles ne représentent que 30 % de la valeur ajoutée ».

Un taux unique, ajoute M. Pierret, « casserait un effet pervers important quoique méconnu : le chef d'entreprise aujourd'hui plus intéressé à se verser un supplément de salaire plutôt qu'à investir dans sa propre entreprise, les dividendes étant fiscalement pénalisés ». M. Pierret se déclare hostile à la notion d'épargne de proximité : « Puisque les PME manquent de fonds propres, il faut drainer l'épargne des particuliers vers celles-ci par de fortes incitations fiscales. Mais ce raisonnement est irréaliste et dangereux. Irréaliste parce que 90 % des dirigeants de PME ne veulent pas ouvrir leur capital à des investisseurs extérieurs, fussent-ils de simples épargnants. Dangereux parce que, parmi les entreprises ouvertes aux capitaux extérieurs, seules les PME peu rentables sont en réalité intéressées par les placements des particuliers ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Le conseil d'administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 5 septembre 1991, décidé la mise en distribution d'un dividende de 15 cents par action ordinaire détenue, payable le 15 octobre 1991, aux actions inscrites à la date du 16 septembre 1991.

Les actions ordinaires seront négociées ex-coupon à la Bourse de New-York à compter du 10 septembre 1991.

Banque Fédérative
Crédit Mutuel

34, rue du Wacken - 67000 STRASBOURG

Les comptes de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, arrêtés au 30 juin 1991, font apparaître un total bilan de 83 milliards de francs contre 67 milliards au 31 décembre 1990.

Les crédits à la clientèle représentent 8,2 milliards de francs et les fonds propres s'établissent à 2,4 milliards après incorporation du résultat 1990.

Le produit net bancaire atteint 567 millions de francs pour le premier semestre 1991 contre 983 millions pour l'ensemble de l'exercice 1990.

Par ailleurs l'agence américaine de notation Standard & Poor's a confirmé la note « A1 + » attribuée au programme d'obligations de dépôt de la BFCM ainsi qu'à son programme de certificats de dépôt à court terme émis en France.

NEW-YORK, 12 septembre ↑

Progression modérée

L'indice Dow Jones a gagné une vingtaine de points jeudi 12 septembre grâce à un nouveau recul des taux d'intérêt américains, provoqué par des statistiques encourageantes sur le front de l'inflation. Le baromètre de la place new-yorkaise a clôturé à 3 007,92, en hausse de 20,79 points (+ 0,70 %). Quelque 161 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en hausse a largement dépassé celui des valeurs en baisse : 951 contre 600, 622 titres restant inchangés. Les autorités américaines ont annoncé jeudi une hausse de 0,2 % en août des prix de gros, après deux mois consécutifs de baisse (- 0,2 % en juillet et - 0,3 % en juin). Cette progression, inférieure à celle prévue par les experts (- 0,3 %), montre que l'inflation reste bien sous contrôle et ravive les espoirs d'assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale américaine (Fed), estimant les experts. Depuis le 1^{er} janvier dernier, les prix à la production ont reculé de 1,1 % en rythme annuel, alors qu'ils avaient fait un bond de 5,8 % l'an dernier.

VALEURS	Cours du 11 sept.	Cours du 12 sept.
Alcoa	69 7/8	69 3/8
Amstar	37 3/8	38 1/4
Boeing	18 1/4	18 1/2
Chrysler	19 1/4	19 1/2
Du Pont	42 1/2	43 1/2
General Motors	42 1/2	43 1/2
IBM	59 7/8	60 1/2
Intel	70 3/4	71 1/2
Johnson & Johnson	26 3/4	27 1/2
Merck	101 3/8	102 1/4
Microsoft	58 1/2	59 1/4
Novartis	65 7/8	66 1/4
Schering	70 3/4	71 1/2
Union Carbide	123 1/2	124 1/2
United Tech.	20 1/2	21 1/2
Westinghouse	22 1/4	22 3/4
Xerox Corp.	58 1/4	59

LONDRES, 12 septembre ↑

Petite hausse

Les valeurs ont clôturé en hausse (+ 0,6 %) jeudi 12 septembre au Stock Exchange, soutenus par une progression de plus de 3 % des actions Glaxo Holdings, des statistiques favorables et l'ouverture ferme de Wall Street. Les valeurs de Londres ont gagné 457,4 points, contre 409 millions mercredi. La réduction de la hausse des rendements moyens des obligations de la Grande-Bretagne, 7,5 % en rythme annuel, a soutenu le marché, car elle confirme le lent des pressions inflationnistes et rend possible une baisse des taux d'intérêt. Cependant, la progression du chômage pour le dix-septième mois consécutif en août, et un rapport mitigé de la confédération de l'industrie britannique (CBI) sur la reprise économique, ont limité les gains du marché.

FAITS ET RÉSULTATS

Offre « informelle » de Lorient pour la reprise de Brent Walker. — Le groupe britannique Lorient a déposé une offre de reprise « informelle » sur Brent Walker, le groupe britannique de loisirs en grande difficulté. Brent Walker a confirmé, jeudi 12 septembre, avoir reçu une lettre de Lorient faisant part de son intention de lancer une offre sur le capital en action et en obligations du groupe, ainsi que sur ses dettes (plus de 1,3 milliard de livres, soit 13 milliards de francs). La lettre comporte un nombre important de conditions, et il se pourrait qu'aucune offre de reprise ne soit déposée, a indiqué M. Ken Scobie, directeur général de Brent Walker. Cette décision fait suite à l'ultimatum posé mercredi par les quarante-sept banques créancières de Brent Walker, qui ont donné un délai de quarante-huit heures au groupe pour s'entendre sur un plan de refinancement, en menaçant le groupe de recourir au tribunal si aucune solution n'est trouvée.

OPA de groupe finlandais Neste sur Sovereign Oil and Gas. — Le groupe finlandais Neste a lancé jeudi 12 septembre une OPA amicale de 84,3 millions de livres (843 millions de francs) sur la compagnie pétrolière indépendante britannique Sovereign Oil and Gas, qui recommande à ses actionnaires d'accepter l'offre. Neste, qui possède déjà 29,7 % du capital, offre 150 pence par action contre 103 pence mercredi à la clôture. Le groupe finlandais a indiqué que l'acquisition de Sovereign représentait un nouveau pas dans sa stratégie d'expansion sur le plateau continental britannique de mer du Nord.

Progression de 8,5 % des bénéfices annuels de Glaxo. — Le britannique Glaxo Holdings, deuxième groupe pharmaceutique mondial, annonce des bénéfices annuels en hausse de 8,5 % et « un nouveau cycle de croissance fondé sur des dépenses de recherche accrues. Le groupe a dégagé un bénéfice imposable de 1,28 milliard de livres (12,8 milliards de francs) au cours de l'exercice terminé en juin sur un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de livres, soit une rentabilité exceptionnelle de 38 % avant impôts et de 26 % après impôts. Pour solder cette performance, le dividende annuel a été relevé de 27 %, et Glaxo a décidé de diviser par deux ses

PARIS, 13 septembre ↑

Au plus haut de l'année

La Bourse de Paris, déjà en hausse de 1 % la veille, confirmait néanmoins cette reprise en progressant sensiblement vendredi matin à la suite notamment d'une détente des taux d'intérêt à court terme à travers le monde. En hausse de 0,63 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait trois quarts d'heure plus tard un gain de 0,95 %. Avec cette progression, cet indice dépassait son niveau record de l'année atteint en séance le 3 septembre dernier à 1 978,27 points. L'événement confirmait ensuite (+ 1,26 %) peu avant l'ouverture de Wall Street.

Deux raisons principales expliquent l'avance du marché, indiquent les opérateurs. D'abord, les bonnes surprises réservées par les statistiques américaines. En effet, la hausse des prix de gros à 1,978,27 %, le taux aux Etats-Unis (+ 0,2 %) permettant ainsi un recul de 1,1 % en rythme annuel.

Les marchés obligataires américains et Wall Street ont immédiatement réagi à ces bonnes nouvelles et si l'indice des prix de détail publié vendredi se montre sage, les milieux financiers s'attendent à un geste de la Réserve fédérale. En clair, une baisse officielle des taux d'intérêt.

Au Japon, les anticipations sont émissives. Le Nikkei a pris vendredi 2,7 %. A Paris, le foyer de l'argent au jour le jour est revenu sous la barre des 6 %. La perspective d'une privatisation partielle de quelques groupes publics entraine également un climat optimiste.

Selon un opérateur, cette hausse s'explique par la bonne tenue de la liquidité des marchés à terme et surtout la tendance baissière du foyer de l'argent au Japon comme aux Etats-Unis.

VALEURS	Cours du 12 sept.	Cours du 13 sept.
Alcoa	1 190	1 170
Amstar	1 070	1 120
Boeing	1 480	1 520
Chrysler	2 420	2 460
Du Pont	1 520	1 560
General Motors	1 520	1 560
IBM	724	740
Intel	58 1/2	59 1/4
Novartis	1 510	1 520

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3711	3740	Immob. Habitat	839	822
Amstar	235	234	Immob. Compagnie	160	158 80
BAC	138 90	139 50	IP.B.M.	86 80	86 80
Banque Paribas	810	807	Loca Invest	258	250 30
Boiron (Ly)	365 50	370	Locomac	73	73 50
Boiron (Ly)	218	218	Mater Com	112 90	110
CAL-de-Fr. (CCL)	889	888	Mater	105	105
Calsonic	395	400	Publilipac	357	401
Carif	690	700	Rhône-Alp. Eau (Ly)	321	321
CEGEF	140	140	S.H.M.	130	130
CEP	278	285	Select Invest (Ly)	105	103
CNLM	900	900	Serbo	428	428
Cofinor	258 50	276	S.M.T. Group	130	130
Conforama	861	861	Sopis	261 20	261 30
Crédit	176	180	TP1	359 50	367 50
Dagblis	438	430	Thermador H. (Ly)	281	288
Dalmeida	1100	1145	Unilog	200	200
Danachy Worms Co.	385	385	Viel et Co.	88	88 50
Develco	904	904	Y. St-Laurent Group	839	833
Devil	319	320			
Doleux	148	147			
Edisons Beland	215	215			
Emp. Population	285	280			
Fluor	147	147			
Frankopar	133 90	136			
GFF (group. Ind.)	178	180			
Grand Lys	422 40	430			
Group. Origine	200	200			
Guinot	711	710			
LCC	216	216			
Manova	120 10	120 10			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 septembre 1991
Nombre de contrats : 86 850

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,66	106,76	106,60
Précédent	106,46	106,56	106,58

PRX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
106	1,29	1,70

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 877	1 888,50	1 891
Précédent	1 856	1 868,30	1 881

CHANGES

Dollar : 5,7555 F ↑

Vendredi 13 septembre, malgré l'attente d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt américains, le dollar a amorcé un léger mouvement de hausse sur les marchés des changes européens. A Paris, vendredi, la devise américaine a ouvert à 5,7555 francs contre 5,7520 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCOFORT	12 sept.	13 sept.
Dollar (en DM)	1,6903	1,6906
TOKYO	12 sept.	13 sept.
Dollar (en yen)	134,6	134,32

MARCHÉ MONÉTAIRE	11 sept.	12 sept.
Paris (13 sept.)	8 7/8 - 9 %	
New-York (12 sept.)	5 1/2 %	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	11 sept.	12 sept.
Valeurs étrangères	114,80	114,40
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	486,94	487,48
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1842,56	1861,17

NEW-YORK (indice Dow Jones)

LONDRES (Indices « Financial Times »)	
	11 sept. 12 sept.
100 valeurs.....	2 626,60 2 641,90
30 valeurs.....	2 068,10 2 085
Mines d'or.....	168,20 156,40
Fonds d'Etat.....	87,81 87,16

FRANCFORT		
	11 sept.	12 sept.
Dax	1 628,19	1 631,32
TOKYO		
	12 sept.	13 sept.
Nikkei Dow Jones	22 538,20	23 134,43
Indice général	1 748,56	1 768,94

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	11 sept.	12 sept.
\$-U.	5,7585	5,7605
\$ can.	5,0633	5,0673
Yen (100)	4,2887	4,2925
DM	3,4032	3,4054
Florin	3,0181	3,0207
FB (100)	16,5090	16,5200
FS	3,6796	3,6836
L (1 000)	4,5437	4,5471
S	9,9478	9,9570

Taux des euromonnaies	11 sept.	12 sept.
\$-U.	5,38	5,38
Yen	6,78	6,78
DM	9	9
Florin	9	9
FB (100)	8,78	8,78
FS	7,58	7,58
L (1 000)	11	11
S	18	18
Franco	9,176	9,176

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Vendredi 13 septembre
Jacques Calvet,
président
du groupe Peugeot-Citroën.

Lundi 16 septembre
Jean-Hugues O'Neill,
président
de la société L'Oréal.

مكتبة من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

[illegible]

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

12/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net							
Obligations			C.I.M.	1046	1035	Mag Unipac	182		Etrangères										A.A.A.	2048 97	1024 38	Finlandaise	870 93	849 69	Poste Canada	61423 02	61423 02
Emp. Can. 0.95/77	120 91	2 71	C.I.T.R.A.M. (R)	2600		Magnum	728	708 a	Acadia	1185 37	1148 48	Acadia	1185 37	1148 48	France	10705 86	10705 86	Prém. Oblig.	10847 46	10836 62							
10.90/85 70/84	102 85	1 08	Colonat	90	90 20	Méti. Dépt. (R)	590		Agropar	816 49	781 33	Agropar	816 49	781 33	Prév. Privée	10085 86	10085 86	Prév. Assurances	27884 76	27884 76							
Emp. Can. 13.4/83	108 78	1 36	Colleg	256		Neige	88	86 10	Amérid	7614 24	7225 23	Amérid	7614 24	7225 23	Prév. Privée	5070 25	5067 61	Prév. Assurances	27884 76	27884 76							
Emp. Can. 11.9/85	102 90	1 16	Cogit	335	330	Neige (R)	236	235	Ampléda	640 78	622 10	Ampléda	640 78	622 10	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 10.5/82 12/87	104 80	7 43	Cof. Indus. (R)	4980	4760 a	American Bank	244		Arbitrage Court T.	6735 66	6735 66	Arbitrage Court T.	6735 66	6735 66	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
10.25/85 near 88	104 80	5 18	Qr Unipac Alameda	447	443	Autel	706		Assoc.	1128	1128	Assoc.	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 10.5/82 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Astoria Mines	145		Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 11	1075 23							
DAT 9.8/81 12/87	104 80	7 43	Cozonco	925	925	Cozonco	1230	1240	Autel	1128	1128	Autel	1128	1128	Prév. Privée	1341 12	1308 41	Prév. Assurances	1102 1								

Cote des Changes			
	SOUS	SOUS	SOUS

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 13/9	achat	vente	MUNICIPALITES ET DEVISES	COURS prix.	13/9
Etats-Unis (1 unit.)	5 762	5 758	.....	.....	
Can. (100 fr.)	4 277	4 278	.....	.....	
Allemagne (100 dm.)	340 430	340 320	.....	.....	Or fin (kilos en barre)	64000	63700
Belgique (100 fr.)	16 521	16 522	.....	.....	Or fin (en lingots)	64200	63900
Pays-Bas (100 fl.)	302 035	301 890	.....	.....	Napoléon (20 fr.)	370	368
Grèce (100 fr.)	388 100	388 040	.....	.....	Pièce 10 (10 fr.)	370	368
Danemark (100 kr.)	88 180	88 140	.....	.....	Pièce 5 (20 fr.)	376	376
God. Brétagne (1 l.)	9 898	9 898	.....	.....	Pièce 10 (20 fr.)	368	368
Grèce (100 drachmes)	3 065	3 065	.....	.....	Souverain	476	476
Suisse (100 fr.)	388 100	388 100	.....	.....	Pièce 20 dollars	2080	2080
Suède (100 kr.)	88 180	88 140	.....	.....	Pièce 10 dollars	1000	990
Norvège (100 kr.)	88 300	88 300	.....	.....	Pièce 5 dollars	500	500
Autriche (100 sch.)	48 379	48 379	.....	.....	Pièce 50 pesetas	2400	2360
Espagne (100 pes.)	5 424	5 424	.....	.....	Pièce 100 pte.	380	378
Portugal (100 esc.)	3 965	3 965	.....	.....	
Canada (1 \$ can.)	5 057	5 057	.....	.....	
Japon (100 yens)	4 277	4 277	.....	.....	

Miccos	781	...
Paternalia RD	1410	...
Particip Partner	345	...
Quadrant	240	...
Romano N.V.	204 10	...
St-Gobain-Emballage	1661	...
Sarna Mesa	205	...
S.E.P.R.	1134	...
S.P.R. inc. B	303	...
Tektronix Equip. Syst.	3350	...
Uniles	380	...
Waterman	1300	...

France-Général	362 90	367 20
France-Général	286 30	285 70
France Indes S&W	108 93	108 71
France Investis	343 31	334 94
France Obligations	471 20	468 53
France	464 68	441 44
Francis Peris	110 95	107 67
France-Regions	1218 15	1180 72
Fruiti-Allocations	33 21	33 21
Fruiti-Capi	39 43	38 83
Fruiti Court	1329 78 85	1329 78 85
Fruiti-Or	237 05	233 59
Fruiti-Epargne	32 51	31 72

Panbios Copromat	1358 68	1478 02
Panbios Ecologie	1959 15	19403 92
Panbios Opportunités	131 38	126 08
Panbios Patrimoine	584 81	581 03
Panbios Revenus	94 94	94
Panbiosse Retraite	210 13	208 01
Pavloir	844 32	625 55
Placement A	1325 34	1298 35
Placement B	5773 72	6780 30
Placement M	6248 91	62364 48
Placement Nord	1004 82	965 12
Paniste	1158 96	1128 74
Pélicole	130 82	127 32

: demandé - ♦ : prix précédent - ■ : m.

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

سكزا من الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 14 septembre

IMAGES PIERRE GEORGES

Le lynchage en scoop

« Le droit de savoir » est, selon le mot même de Patrick Poivre d'Arvor, une émission parfois dérangeante. Au point de devoir montrer, tout montrer ? Même les images d'un triple lynchage au Brésil. Vieux problème, jamais résolu et qui ne le sera pas, du donner à voir et du voyeurisme, de l'image-choc et de la perception des gens. La violence extrême des images peut être une violence faite au public. La censure aussi.

Patrick Poivre d'Arvor, Gérard Carreyrou, Charles Villeneuve et Franz-Olivier Giesbert, coproducteurs de cette émission, magazine d'investigation de TF 1, ont décidé de passer une partie de ce document réalisé par un vidéo-amateur brésilien, mais après en avoir supprimé les pires passages, ce qui n'est pas peu dire, et avoir demandé un reportage de contre-enquête.

Il n'empêche. La violence peut être une réalité dépassant la fiction, la barbarie du quotidien pire que la pire des westerns, et un lynchage une sinistre et dérangeante mise en scène. Tout cela s'est passé à Maputa, ville sans loi, presque sans police, sans ordre en tout cas, arrachée à la forêt, non à la jungle.

Le 23 novembre 1990, trois malfaiteurs prennent en otage l'épouse et les enfants d'un chercheur d'or. Demande de rançon, intervention de la police militaire, négociations. Finalement, les trois acceptent de se rendre contre la promesse d'avoir la vie sauve.

Tout cela, et déjà la foule menaçante, armée, réclamant la mort, un cinéaste amateur l'a filmé. Il rêve d'être un jour engagé à Télé-Globo. Et il tient son scoop. L'arrestation en direct va devenir lynchage en exclusivité. Les hommes de la police militaire n'ont, selon un radio-reporter, jamais eu l'intention de tenir parole. Les trois malfaiteurs sont embarqués dans une voiture, tabassés, conduits à l'aéroport. La foule les y attend. Les policiers les ramènent vers la ville. La foule encore. Les trois hommes sont jetés hors de la voiture par les policiers, qui tirent. L'un est mort, les deux autres blessés. Des hommes, des femmes, des enfants, font cercle. Ils frappent, injurient, rient. Et scandent Maputa ! Maputa ! quand le boulanger de la ville arrose d'essence les deux blessés et le mort, empliés comme pour un bûcher. Ce sera un bûcher.

L'aspirant reporter devra émigration à 2 000 kilomètres pour échapper au lynchage. Vingt-trois personnes sont inculpées, qui seront peut-être jugées un jour. Et soixante-douze malfaiteurs ont été ces derniers mois lynchés dans la région.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-jour. Signification des symboles : P signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; C film à éviter ; O on peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 13 septembre

TF 1 20.45 Variétés : Tous à la Une.

avec l'hebdo
investir
MAGAZINE
VOTRE
ARGENT
LES BONNES
DÉCISIONS
en vente dès samedi

22.45 Magazine : Grands reportages.
23.55 Spécial sports : Boxe. Roccighiani (Allemagne)-Blanchard (Belgique), à Düsseldorf. Championnat d'Europe des mi-moyens.

A 2

20.45 Jeu : Fort Boyard. Culture physique.
22.00 Série : Pas de faire-part pour Mac. Né ou né non.
22.45 Journal et Météo.
23.05 Cinéma : L'Amour sans amour de Jacques Rivette (1987).

FR 3

20.45 Magazine : Thalassa. Un Eskimo à Hawaii. Dans l'univers des volapluques.
21.40 Magazine : Caractères. La rentrée en romans. Invités : Lucien Bodard (des Dix Mille Marches), Agota Kristof (le Traité de l'Invisible), Claude David Markus (l'Invisible), Jean d'Ormesson (le Petit Monde de la rue Krocchmaline : le Roi des champs, d'Isaac Bashevis Singer).
22.45 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Musicales. Cycle Beethoven. Concerto n° 5, l'Empereur, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Sir Colin Davis ; sol. Claudio Arrau, piano. Sonate, le Printemps (franc-

cription pour piano et cordes, 1^{er} mouvement), par Régis Pasquier, violon, Bruno Pasquier, alto, et Roland Pidoux, violoncelle.

CANAL PLUS

20.00 Sport : Football. Championnat : PSG-Lille, en direct du Parc des Princes.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Cocoon, le retour. Film américain de Daniel Petrie (1988).
0.50 Sport : Golf. Trophée Lancôme, en différé.

LA 5

20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : La blonde était presque parfaite. Série : Capitaine Furillo. La vie est bien difficile.
22.25 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
0.15 Journal de la nuit.
0.25 Demain se décide aujourd'hui. Evénement Bouix, comédienne.

M 6

20.40 Téléfilm : Adieu Alcatraz.
22.25 Série : Equalizer.
23.20 Magazine : Venus.
23.50 Capital.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Documentaire : Deux fois vingt ans.

LA SEPT

20.00 Documentaire : L'Anthropologie. Solitudes.
20.50 Cinéma d'animation : Images.
21.05 Téléfilm : Toscanini.
22.30 Téléfilm : Le Pénitent.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and Blue.
22.40 Musique en Début. Les Nuits magnétiques. A l'est de Magnun. 4. L'Arlésienne.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 7 septembre à Sarrebruck) : Album pour la jeunesse op. 68, de Schumann (arrangement d'Adorno) ; Rondo pour violon et orchestre en ut majeur K 379, de Mozart ; Concerto pour violon et orchestre en la mineur op. 82, de Glazounov ; Symphonie en trois mouvements, de Stravinsky, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Marcello Viotti ; sol. Franz Peter Zimmermann, violon.

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Allégo fortissimo. Enquête sur les rumeurs et l'obsédité.
13.55 La Une est à vous.
16.00 Tiercé à Vincennes.
16.10 La Une est à vous (suite).
17.20 Diversissement : Mondo Dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Diversissement : Le Bûche Show (et à 1.00).
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.
20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !
22.35 Série : Un privé au soleil. Trilogie round. Un boxer a disparu.
0.05 Magazine : Formule sport.
1.05 Journal et Météo.
1.25 Au trot.
1.30 Série : Enquêtes à l'italienne.

A 2

13.35 Magazine : Objectif séries. Le Japon à la conquête du cosmos ; Série : Poubelle ; Soléil en conserve ; Et si tout cela n'était qu'un rêve, les images de synthèse ; Livres : Gadgets.
14.05 Magazine : Animalia.
14.55 Magazine : Sports passion. thématique : Mémorial Van Damme ; Gymnastique : championnats du monde, à Indianapolis ; Tennis : Pas-sing-Short de Bordeaux.
17.00 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
18.30 INC.
18.35 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
19.05 Série : L'homme qui tombe à pic.
19.50 3 Minutes pour faire lire.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Magazine : La Nuit des héros. Des faits divers réels et fictionnalisés et agrémentés d'un jeu. D'après « Rescue 911 », une émission de la chaîne américaine CBS.

TF 1

13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Série : Columbo.
16.45 Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot. A 19.00, Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Filo ou voyou. Film français de Georges Lautner (1978). Avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru.
22.35 Magazine : Ciné d'essai.
22.40 Cinéma : Mam'zelle Cris-Cri. Film autrichien d'Ernst Marischka (1955). Avec Romy Schneider, Hans Moser, Walter Brüler.
0.25 Magazine : Télévitrine (rediff.).
0.50 Journal, Revue de nuit et Météo.

A 2

13.20 Dimanche Martin.
14.55 Série : Mac Gyver.
15.45 Cinéma Martin (suite). L'Ecole des fans, avec les Vagabonds ; Ainsi font, font, font...
17.30 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Scandale à Valdez, anatomie d'un accident.
18.20 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Memorial Van Damme ; Football : championnat de France ; Rugby : championnat de France ; Equitation : championnat d'Europe de dressage ; Tennis : Pas-sing-Short de Bordeaux, en direct ; Résultats de la semaine ; Golf : Trophée Lancôme ; Basket-ball : championnats de France ; Karling : championnat du monde ; Cyclisme : Grand Prix de la Liberté ; Volley-ball : championnats d'Europe.

19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Renseignements généraux. Lenoux enquête chez un Lord anglais.
22.20 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Jacques Attali (1492).
23.35 Documentaire : Kwai, un an d'enquête. Le fameux pont dans son véritable contexte...

22.20 Magazine : Double jeu. Invités : Richard Bohringer, Dave Stewart, William Sheller, Stéphane Eicher, Omar. Questions-réponses et variétés, aux Folies-Bergère.
23.20 Téléfilm : Bleu privé.
0.10 Journal et Météo.
0.35 Téléfilm : Les Héritiers.

FR 3

— De 15.00 à 19.00 La SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 La SEPT —

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Scandale au ministère.
15.00 Sport : Golf. Trophée Lancôme, en différé de Saint-Nom-la Breche.
17.05 Les Superstars du catch.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Série : La Gang des tractions. L'homme aux chiens. En 1945, l'inspecteur Boisset contre Pierrot le Fou, chef gangster.
22.00 Documentaire : Amateurs jusqu'au bout du monde. Voyages de vidéastes.
22.50 Flash d'informations.
22.55 Les Superstars du catch.
0.00 Cinéma : Pilotes de charme. Film américain, classé X, de Michael Craig (1990). Avec Ashlyn Gere, Rayne, Mike Horner.
1.25 Cinéma : Tatée Danielle. Film français d'Étienne Chatiliez (1989). Avec Talila Chelton, Catherine Jacob, Isabelle Nanry.

LA 5

13.20 Sport : Karting. Essais du championnat du monde, en direct du Mans.
14.00 Magazine : Intégral. Karling : essais du championnat du monde ; Voitures de sport : essais du championnat du monde, à Magny-Cours ; Informations de la semaine ; L'histoire de l'automobile.
14.35 Série : Frog Show.
14.40 Série : La Retour de Mike Hammer.
15.40 Série : Lou Grant.
16.30 Série : Soko.
17.25 Série : Deux flics à Miami.
18.15 Série : La Loi de Los Angeles.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : Police des policiers. Un flic intègre contre des « ripoux ».
0.15 Série : Fraddy, le cauchemar de vos nuits. Épouvante. Premier numéro.
0.55 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : Supercopier.
14.40 Série : Laramie.
15.30 Série : Les Explions.
16.20 Jeu : Hit hit hit hounra !
16.25 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
16.50 Série : Vegas.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo. Visite du Salon de Francfort ; Les nouveautés avant le Salon de Tokyo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.35 Téléfilm : Souviens-toi de Vienne. En 1938, deux jeunes filles, la montée du fascisme et de l'antisémitisme.
22.20 Téléfilm : Au-dessus de la loi. Procès d'une certaine forme de justice.
23.55 Six minutes d'informations.
0.00 Musique : Rapline.

LA SEPT

13.10 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
13.40 Téléfilm : Toscanini.
15.00 Documentaire : Dvorak, sa vie, son œuvre.
15.55 Documentaire : Les Nouvelles Grandes Personnes.
17.00 Magazine : Avis de tempête. Spécial rap.
19.00 Documentaire : La Matière.
20.00 Histoire parallèle.
20.55 Documentaire : Il était une fois les sept Siméon...
22.25 Le Courrier des téléspectateurs.
23.30 Soir 3.
23.50 Débat : Dialogue. Georges Duby-Guy Landreau.
23.45 Cinéma d'animation : Images.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Multipiste. Musique et technologie d'aujourd'hui, les studios, les machines et les compositeurs : Kasper Toeplitz, bassiste de rock et compositeur contemporain.
20.30 Photo-portrait. Florida Sadki, réalisatrice à la télévision.
20.45 Dramatique. Le Maître de fabrique, de Serge Gaud.
22.35 Musique : Opus. Le conservatoire Rachmaninov de Paris.
0.05 Clair de nuit. Miroirs pour demain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de la Chapelle royale de Versailles) : Symphonie en ré op. 3 n° 6, de Gossec ; Sérénade nocturne K 239, Concerto pour clavier K 107 (d'après une sonate de Bach), Cossato K 63. Diversissement pour cordes K 138, de Mozart, par le Concerto Koeln.
23.05 Poussières d'étoiles. Œuvres de Schrecker, Berg, Zemlinski, Krenak.

Dimanche 15 septembre

0.40 Journal et Météo.

FR 3

13.50 Magazine : Faut pas rêver. Mexique : le rendez-vous ; France : un dimanche au bord de l'eau ; Burundi : du cauchemar à l'espoir.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.15 Magazine : Montagne. Le Refuge des Cosmiques. Hommage aux guides de Chamonix.
17.45 Jef, Lucky Luke.
18.25 Téléfilm : Rendez-vous au Ritz.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.45 Soirée spéciale : Ces maladies qui tuent encore. Reportages à Madagascar, en Éthiopie et en Ouganda, suivis d'un débat.
22.30 Magazine : Le Divan. Invité : John Boorman, cinéaste.
22.50 Journal et Météo.
23.10 Histoire de voir. Gustave Le Gray.
23.15 Cinéma : Beaucoup trop pour un seul homme. Film italien de Pietro Germi (1967). Avec Ugo Tognazzi, Stefania Sandrelli, Renée Longhenni (v.o.).
0.50 Musique : Carnet de notes. Egmont (ouverture), de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Londres ; dir. Sir Colin Davis.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.
14.15 Sport : Automobile. Championnat du monde des voitures de sport : Grand Prix de France, à Magny-Cours et interventions sur le Trophée Lancôme.
16.45 Sport : Golf. Trophée Lancôme, en différé de Saint-Nom-la Breche.
18.00 Cinéma : Erik le Viking. Film britannique de Terry Jones (1989). Avec Tim Robbins.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.40 Flash d'informations.
19.45 Ca cartoon.
20.25 L'Équipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Nuit d'été en ville. Film français de Michel Deville

(1990). Avec Jean-Hughes Anglade, Marie Trintignant.
Flash d'informations.
22.00 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football : le big match, les championnats étrangers, les buts de la D1 et de la D2 ; L'Événement ; Football américain : match de championnat de la NFL.
1.05 Cinéma : Sans famille. Film français d'André Michel (1959). Avec Joël Fataleau, Gino Cervi, Pierre Brasseur.

LA 5

12.45 Journal.
13.20 Téléfilm : Le Démon des profondeurs. Panique dans une île paradisiaque.
14.45 Série : L'homme qui valait trois milliards.
16.20 Tiercé à Longchamp.
16.45 Série : Frog Show.
17.00 Diversissement : Spécial Drôles d'histoires.
17.25 Série : Lou Grant.
18.15 Série : La Loi de Los Angeles.
19.05 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabach.
20.35 Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Quelques mes-sieurs trop tranquilles. Film français de Georges Lautner (1972). Avec Jean Lefebvre, Jean Préboist, René Saint-Cyr.
22.30 Magazine : Reporters. Le marché de l'innocence. Le travail des enfants.
23.25 Magazine : Top chrono.
0.15 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : O'Hara.
14.40 Série : Laredo.
15.30 Jeu : Hit hit hit hounra !
16.35 Série : Poigne de fer et séduction.
17.00 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
17.20 Série : L'Homme de fer.
18.10 Série : Supercopier.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations (et à 0.15).

20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.20).
20.40 Cinéma : Onde de choc. Film américain de Nico Mastorakis (1984). Avec Joseph Bottoms, Kirsie Alley, Lana Clarkson.
22.30 Capital.
22.40 Cinéma : Je suis une nymphomane. Film français de Max Pécas (1970).

LA SEPT

15.40 Musique : Hommage à Charlie Parker. Halls that jazz, de Frank Cassenti.
16.40 Documentaire : Juan Goytisolo, géographes de l'exil.
17.35 Téléfilm : Le Pénitent.
19.05 Documentaire : L'Anthropologie.
20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
20.25 Le Courrier des téléspectateurs.
20.30 Cinéma : El Verdugo. Film italo-espagnol de Luis García Berlanga (1963) (v.o.).
22.00 Court métrage : Los Montres.
22.40 Cinéma : L'Année dernière à Marienbad. Film français d'Alain Resnais (1961).
0.10 Court métrage : Gigi. D'André Weimer.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Au corps des cinq sens.
22.35 Musique : Le Concert (donné le 7 mars au Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour piano et orchestre n° 21, de Mozart ; Pelléas et Mélisande, de Schoenberg ; Six Pièces op. 6, de Webern, par l'Orchestre national de France, dir. Gary Bertini ; sol. : Maria-Joao Pires, piano.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Mezza voce.
20.30 Concert (en direct des Musiques de Lyon) : Symphonie de chambre, de Schoenberg (transcription de Webern). Ouvre en fa majeur op. 186, de Schubert.
23.05 Poussières d'étoiles. Œuvres de Spahlinger.

Au cours d'une prise d'otages à la frontière libano-Israélienne

Un casque bleu suédois tué et deux français blessés par un commando palestinien

Un commando palestinien qui avait pris en otage quinze soldats de la Force intermédiaire des Nations unies (FINUL) à la frontière libano-Israélienne, s'est rendu peu avant midi (11 heures, heure de Paris), a annoncé la FINUL.

Un casque bleu suédois a été tué au cours de l'opération, et deux soldats français ont été blessés, a-t-on ajouté de même source. Un des quatre membres du commando - qui, selon la FINUL, relève du Fath de M. Yasser Arafat - a également été tué.

Le commando avait tenté au cours de la matinée de gagner le littoral du nord d'Israël à bord d'un canot. Pris sous le feu de l'armée israélienne à la hauteur de la frontière libano-Israélienne, il avait débarqué à Nakoura, quartier général de la FINUL, et s'était barricadé à l'intérieur du QG où se trouvaient les quinze soldats dont, plusieurs français. (AFP)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

• Jeunesse : « Sans ennemis », par Frédéric Beigbeder • Publi-
cité : « Affiches perverses », par
Tony Anatrella • Communisme :
« Croquants et « croyants », par
Luc Parys • 2

Les émeutes

en Grande-Bretagne

Nouvelles violences à Newcastle • 3

France-Liban

Le voyage à Paris du président
Hraoui est reporté • 6

L'élaboration

du projet socialiste

Le PS va préciser ses proposi-
tions pour l'avenir • 8

Election législative

en Loire-Atlantique

M. Claude Evin tente de retrouver
son siège de député • 9

M. Mitterrand

et les petites villes

Le chef de l'Etat appelle à la
solidarité financière en faveur
des communes de moins de
20 000 habitants • 9

La mission de Discovery

Cinq personnes à bord de la
navette spatiale américaine • 10

Des régiments en sommeil

Une conséquence de la nouvelle
situation en Europe • 11

Cinéma à Venise

Mikhailov drôle et tendre, Skol-
mowski cruellement burlesque,
Garrel sensible et attentif • 12

« Life is sweet »

un film de Mike Leigh

Névrose anglaise • 12

SECTION B

SANS VISA

• La bataille de Trafalgar Square

• Le Sud enfin seul • Laguirole

retourne à Laguirole • Sentiers

secrès du Liban • Jeux •

Table : Coqs aux vins • 15 à 21

SECTION C

Premier revers

pour l'industrie horlogère

Un chiffre d'affaires en baisse de
5,5 % en 1990 • 24

Une bonne saison touristique

Mais le record de 1990 sera diffi-
cile à battre • 25

L'éthique de l'information

L'un des thèmes du « TOP COM »
à Deauville • 25

Services

Abonnements • 2

Petites annonces • 24

Cartes • 28

Marchés financiers • 26-27

Météorologie • 28

Mots croisés • 29

Radio-télévision • 20

Spectacles • 14

La télématique du Monde •

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 13 septembre 1991

a été tiré à 515 162 exemplaires.

La fin de la visite de M. Baker à Moscou

Les Etats-Unis et l'URSS arrêteront le 1^{er} janvier leur aide militaire aux factions afghanes

Un accord sur l'Afghanistan, après un retrait partiel des troupes soviétiques de Cuba et une ouverture significative sur les îles Kouriles : le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, peut quitter Moscou satisfait, les bras chargés de présents, lui qui n'avait guère apporté autre chose que de bonnes paroles.

MOSCOU

de notre correspondant

La déclaration soviéto-américaine sur la cessation simultanée des aides militaires aux parties en conflit à partir du 1^{er} janvier 1992 a été rendue publique, vendredi 13 septembre, à l'issue d'un entretien entre M. Baker et le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine. Cependant, selon

des informations dignes de foi, l'accord avait, en fait, été négocié directement entre le secrétaire d'Etat américain et le président russe, M. Boris Eltsine.

Aux termes de la déclaration soviéto-américaine, l'URSS et les Etats-Unis s'engagent à ne pas accroître leurs fournitures d'armes d'ici la cessation complète de leurs livraisons. En même temps, les deux parties expriment « l'espoir » que « la question de la libération des prisonniers de guerre soviétiques » pourra être résolue d'ici là, et les Etats-Unis se déclarent disposés à y apporter toute l'aide nécessaire.

Par ailleurs, dans un document annexé, les deux signataires invitent « les autres pays impliqués dans le conflit afghan à suivre [leur] exemple en limitant leur aide à l'Afghanistan à l'assistance humanitaire ». Ils souhaitent également que les Nations unies travaillent avec les Afghans à la formation d'un « mécanisme crédible et impartial de transition » qui

soit en mesure de préparer des élections.

L'accord devrait, en principe, augmenter les chances de mettre fin à la guerre civile qui s'étend depuis le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en février 1989. Il intervient à un moment où le régime de Kaboul se voit privé de ses soutiens traditionnels à Moscou, eux-mêmes désarçonnés par les suites de l'échec du coup d'Etat en URSS. Dans la situation présente où la Russie et les autres Républiques ont mille autres problèmes à régler et ploient sous les charges diverses, l'aide militaire à Kaboul et l'assistance à Cuba, apparaissent comme des survivances d'une époque révolue dont il était urgent de se débarrasser, ou, au moins, qu'il fallait réduire. L'occasion est également belle pour les Américains. L'aide aux moudjahidins afghans était devenue beaucoup moins populaire ces derniers temps aux Etats-Unis.

JAN KRAUZE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sam'suffit

Il est trop trognon, Chassé ! Les 19 millions que tu pourrais tirer, tel que je te connais, j'en aurais jamais la couleur. T'es un rien ficelle, hein, mon Michou-les-bretelles ! Ce coup-là, tu m'as pas. Lou Soubran, on se le garde. La pierre, c'est un bon placement, et, moi, cette maison, j'en ai l'usage. D'accord, c'est un peu grand, mais j'ai de la famille, et maintenant qu'on va pouvoir s'offrir des femmes de ménage et des jardiniers à moindre prix, j'aurai aucun mal à l'entretenir.

Alors, là, excusez du peu ! Bien ! Très bien ! Sompseuse, cette villa ! Vingt-neuf pièces, living, toilettes, salles de bains, tout ça. Huit mille mètres carrés de terrain arborant la baie des Anges. Il s'est pas moqué de moi, mon bonhomme, dites donc ! Domage qu'on l'ai pas eue avant les vacances, ça nous aurait évité d'aller se faire saucer en location dans le Morbihan. La Côte d'Azur, c'est quand même nettement plus chouette. Enfin, tant pis, ce sera pour l'été prochain. Mercredi ! La seule chose qui m'inquiète, c'est que t'as parlé de la revendre, histoire de te, pardon, de nous rem-

boursier ! Manquerait plus que ça ! Les sous que tu pourrais en tirer, tel que je te connais, j'en aurais jamais la couleur. T'es un rien ficelle, hein, mon Michou-les-bretelles ! Ce coup-là, tu m'as pas. Lou Soubran, on se le garde. La pierre, c'est un bon placement, et, moi, cette maison, j'en ai l'usage. D'accord, c'est un peu grand, mais j'ai de la famille, et maintenant qu'on va pouvoir s'offrir des femmes de ménage et des jardiniers à moindre prix, j'aurai aucun mal à l'entretenir.

Selon M. Pierre Marion, ancien directeur des services secrets français

La DGSE a espionné des hommes d'affaires américains

Dans son émission « Expose », la chaîne de télévision américaine NBC News a diffusé, vendredi 13 septembre, un entretien, réalisé en France, avec M. Pierre Marion, qui fut le « patron » de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en 1981-1982 et selon lequel, de son temps, a été mise en place, au sein des services secrets français, une cellule d'espionnage industriel au détriment des hommes d'affaires américains. Cette cellule comprenait une vingtaine d'agents de la DGSE chargés de récupérer des documents d'entreprises américaines pour les transmettre à leurs rivaux étrangers.

A l'époque, le « patron » de la DGSE n'en a jamais fait mystère lorsqu'il s'est agi d'expliquer aux responsables politiques le sens de la réorganisation de ses services. Il le relate dans le livre la Mission impossible qu'il a consacré à la DGSE et qui a été publié au début de cette année.

« Cela a été ma décision », a expliqué M. Marion, ajoutant que, si les Etats-Unis et la France sont « réellement alliés » politiquement, « en matière de concurrence économique et de compétition technologique, les deux pays ne sont pas alliés ».

Selon NBC News, cette pratique de l'espionnage industriel est en vigueur depuis une dizaine d'années et les services secrets américains

conseillent aux hommes d'affaires de ne pas voyager sur Air France, après avoir acquis, expliquent-ils, la certitude que des micros sont cachés sous les sièges et que des membres du personnel de la compagnie émettent à l'écoute de l'air. A Paris, un porte-parole d'Air France a tenu à « fermement démentir » les allégations de la chaîne télévisée américaine.

NBC News a, d'autre part, estimé que les sommes en jeu s'élèvent à plusieurs milliards de dollars et cité trois sociétés américaines installées en France - IBM, Corning Glass et Texas Instruments - qui auraient été victimes d'espionnage.

[L'espionnage industriel, qui ne passe pas par le seul canal des services secrets, est une constante des rapports entre pays, qu'ils soient alliés ou non. Du temps où le général de Gaulle présidait la République, par exemple, les consignes claires et précises avaient été données au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), l'ancêtre de l'actuelle DGSE, de « surveiller » les Etats-Unis la recherche du renseignement dans l'ordre industriel, technologique ou scientifique. Il y allait notamment de la nécessité de gagner du temps et de l'argent, en matière de construction de la force nationale de dissuasion.]

Cette pratique a été allégée sous le mandat présidentiel de Georges Pompidou, mais la quête de telles informations demeure la base des actions de tout service secret à l'étranger. Il faut, du reste, s'attendre à ce que la recherche clandestine - à des fins civiles et militaires - dans ce domaine et dans celui du renseignement économique s'accroisse avec la réorganisation en chapeaux des services secrets soviétiques, comme le KGB ou le GRU. La détente en Europe aidant et la compétition économique internationale devenant encore plus aigue avec, notamment, la reconstruction de l'économie en URSS et en Europe orientale qui se traduit concrètement par des marchés potentiels, les services secrets de l'Ouest comme ceux de l'Est servent de plus en plus sollicités par les autorités gouvernementales d'arriver à l'antérieur « tous azimuts » aux activités commerciales, financières, monétaires et bancaires. - J. J.]

La Russie réclame au Japon

« des milliards de dollars d'aide » en échange des Kouriles du sud

En visite à Tokyo, le président par intérim du Soviet suprême de Russie a déclaré, mercredi 11 septembre, au vice-premier ministre japonais que le gouvernement de M. Boris Eltsine était déterminé à « enlever tous les obstacles » à la conclusion d'un traité de paix soviéto-japonais, « y compris la dispute sur les îles » (Kouriles du sud). M. Rousslan Khasboulatov a ajouté qu'il attendait, en retour, une aide économique importante. « J'ai demandé aux dirigeants nippons, a-t-il indiqué jeudi, de nous donner immédiatement une assistance financière massive, pas des centaines de millions, mais des milliards de dollars. » La Russie, a-t-il ajouté, remboursera toutes ses dettes : « Elle n'est pas l'Amérique latine ou l'Afrique, c'est un pays potentiellement riche. » - (UPI, AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

RADIO

Le Monde TÉLÉVISION

Le débat sur la stratégie de défense de la France

Trois personnalités de l'UDF se prononcent pour l'abandon de la dissuasion nucléaire

Dans un texte adressé le 10 septembre aux parlementaires, M^{me} Christine Boutin, député UDC des Yvelines, MM. Alain Mayoud, député UDF du Rhône, et Michel Pinton, député national de l'UDF à la prospective, demandent une remise en question de « la doctrine réticulante » de la dissuasion nucléaire française et appellent leurs collègues à participer à l'élaboration d'un nouveau grand projet de défense pour la France.

« Nous continuons de fabriquer à grands frais, constatent les trois signataires, un outil dit de dissuasion stratégique qui n'a plus d'adversaire connu. Nous sommes la seule nation au monde qui consacre une telle proportion de ses ressources financières à un armement nucléaire. [...] Toutes les justifications apportées à l'extermination des populations, à la destruction des biens destinés à usage civil, toutes ces justifications tombent. La guerre peut redevenir ce que les plus hautes exigences morales lui imposent de demeurer : une affaire entre militaires qui doit égarer les vies et les biens des populations. Quel retournement par rapport à Hiroshima ! Est-ce que notre conscience de Français ne doit pas être soulagée à la pensée que la doctrine de guerre de la France ne reposerait plus néces-

sairement sur le principe de l'extermination de populations étrangères prises en otage par nos fusées dites de dissuasion ? [...] C'est pourquoi nous nous adressons à la représentation nationale, parce qu'il est temps, grand temps de secouer une routine pernicieuse. La vraie continuité, la continuité féconde par rapport au passé et notamment par rapport aux principes hérités du général de Gaulle, ne consiste-t-elle pas à adapter notre défense aux nouvelles techniques, comme lui avait su le faire avec la révolution du moteur, puis avec la révolution de l'atome ? » On nous dira peut-être, concluent les trois auteurs de cet appel, que nous pourrions accroître les dépenses militaires, à un moment où les contraintes économiques obligent à les réduire. Mais non ! Nous estimons que les sommes consacrées à la dissuasion nucléaire peuvent être désormais diminuées sans inconvénient. [...] Nous pensons qu'on peut substituer en partie et peu à peu à la dissuasion par le nucléaire la dissuasion par la précision. Nous pensons aussi que l'armée de conscription n'a plus guère de raison d'être et pourrait avantageusement être remplacée par une armée de professionnels de taille beaucoup plus réduite et d'entretien moins coûteux. Il n'y a pas lieu de gonfler un budget déjà lourd, comparé à celui de nos voisins, alliés et concurrents. » Interrogé, jeudi 12 septembre, à Strasbourg, M. Claude Cheysson, ancien ministre des affaires étrangères, a abondé dans le sens de ces parlementaires de l'opposition en convenant que « la fin de la guerre froide faisait que la dissuasion nucléaire de la France n'avait plus de sens ».

HORS SERIE

SCIENCE & VIE

LA VIE DES OCÉANS

Couvrant 71 % de la surface du globe, le monde océanique reste encore aujourd'hui largement à découvrir et à comprendre. Physique, biologie, chimie, les questions scientifiques qu'il pose sont des questions majeures pour l'avenir de notre Terre. Ce numéro hors série explore la face cachée de la Planète Bleue, un milieu riche, varié, sauvage...

UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE

مكتبة من الأصل